



Drapeau de la province de Québec adopté par la Loi concernant le drapeau officiel de la province (14 Geo. VI. ch. 3)
Flag of the Province of Quebec adopted by the Act respecting the Official Flag of the Province (14 Geo. VI. Ch. 3)

Gazette officielle de Québec

(PUBLIÉE PAR LE GOUVERNEMENT DE LA PROVINCE)

Quebec Official Gazette

(PUBLISHED BY THE PROVINCIAL GOVERNMENT)

PROVINCE DE QUÉBEC

QUÉBEC, SAMEDI 8 mai 1954

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, May 8th, 1954

AVIS AUX INTÉRESSÉS

Règlements

1° Adresser toute correspondance à: l'Imprimeur de la Reine, Québec.

2° Transmettre l'annonce dans les deux langues officielles. Lorsque celle-ci est transmise dans une seule langue, la traduction en est faite aux frais des intéressés, d'après le tarif officiel.

3° Spécifier le nombre d'insertions.

4° Payer comptant et avant publication le coût des annonces, suivant le tarif ci-dessous. Cependant, exception est faite lorsque ces annonces doivent être publiées plusieurs fois. L'intéressé doit alors acquitter la facture sur réception et avant la deuxième insertion: sinon, cette dernière insertion est suspendue, sans autre avis et sans préjudice des droits de l'Imprimeur de la Reine qui rembourse, chaque fois, s'il y a lieu, toute somme versée en plus.

5° L'abonnement, la vente de documents, etc., sont strictement payables d'avance.

6° Toute remise doit être faite à l'ordre de l'Imprimeur de la Reine, par chèque visé, par mandat de banque ou mandat-poste.

7° La *Gazette officielle de Québec* est publiée le samedi matin de chaque semaine; mais l'ultime

NOTICE TO INTERESTED PARTIES

Rules

1. Address all communications to: The Queen's Printer, Quebec.

2. Transmit advertising copy in the two official languages. When same is transmitted in one language only, the translation will be made at the cost of the interested parties, according to official rates.

3. Specify the number of insertions.

4. Cash payment is exacted for advertising copy before publication, according to the rates hereinbelow set forth. Exception being made when the said advertising copy is to be published several times. The interested party shall then pay upon reception of his account and before the second insertion: otherwise this last insertion will be suspended without further notice and without prejudice as regards the rights of the Queen's Printer, who refunds, in all cases, over payment, if any.

5. Subscriptions, sale of documents, etc., are strictly payable in advance.

6. Remittance must be made to the order of the Queen's Printer, by accepted cheque, by bank or postal money order.

7. The *Quebec Official Gazette* is published every Saturday morning; but the final delay for

Autorisé comme envoi postal de la deuxième classe, Ministère des Postes, Ottawa, Canada.

Authorized by the Canada Post Office, Ottawa, as second class mailable matter.

délai pour la réception des avis, documents ou annonces, pour publication, expire à midi, le jeudi à condition que l'un des trois derniers jours de la semaine ne soit pas un jour férié. Dans ce dernier cas, l'ultime délai expire à midi, le mercredi. Les avis, documents ou annonces reçus en retard sont publiés dans une édition subséquente. De plus, l'Imprimeur de la Reine a le droit de retarder la publication de certains documents, à cause de leur longueur ou pour des raisons d'ordre administratif.

8° Toutes demandes d'annulation ou toutes remises d'argent sont soumises aux dispositions de l'article 7.

9° Si une erreur typographique se glisse dans une première insertion, les intéressés sont priés d'en avvertir l'Imprimeur de la Reine avant la seconde insertion, et ce afin d'éviter, de part et d'autre, des frais onéreux de reprise.

Tarif des Annonces, Abonnements, etc.

Première insertion: 15 cents la ligne *agate*, pour chaque version, (14 lignes au pouce, soit 266 lignes par page, pour les deux versions).

Insertions subséquentes: 5 cents la ligne *agate* pour chaque version.

La matière tabulaire (listes de noms, de chiffres, etc.) est comptée double.

Traduction: 50 cents des 100 mots.

Exemplaire séparé: 30 cents chacun.

Feuilles volantes: \$1 la douzaine.

Abonnement: \$7 par année.

N. B.— Les chiffres placés au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier chiffre réfère à notre numéro d'ordre; le deuxième à celui de l'édition de la *Gazette* pour la première insertion; le troisième à celui du nombre d'insertions, et la lettre "o" signifie que la matière n'est ni de notre composition ni de notre traduction. Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro d'ordre.

receiving notices, documents or advertising copy, for publication, expires at noon on Thursday, provided that none of the three last days of the week be a holiday. In the latter case, the ultimate delay expires at noon on Wednesday. Notices, documents or advertising copy not received on time, will be published in a subsequent edition. Moreover the Queen's Printer is entitled to delay the publication of certain documents, due to their length or for reasons of administration.

8. Any demands for cancellation or any remittances of money are subject to the provisions of article 7.

9. If a typographical error occurs in the first insertion, the interested parties are requested to advise the Queen's Printer before the second insertion, so as to avoid, for both parties, onerous costs of republishing.

Advertising Rates, Subscriptions, etc.

First insertion: 15 cents per agate line, for each version, (14 lines to the inch, namely 266 lines per page, for both versions).

Subsequent insertions: 5 cents per agate line, for each version.

Tabular matter (list of names, figures, etc.) at double rate.

Translation: 50 cents per 100 words.

Single copies: 30 cents each.

Slips: \$1. per dozen.

Subscriptions: \$7. per year.

N. B.— The figures at the bottom of notices have the following meaning:

The first figure refers to our document number; the second to that of the edition of the *Gazette* for the first insertion; the third the number of insertions, and the letter "o" signifies that the copy was neither our composition nor our translation. Notice published but once are followed only by our document number.

L'Imprimeur de la Reine,
RÉDEMPTE PARADIS.

Hôtel du Gouvernement. Québec, 27 juin 1940.
36322 — 1-52

RÉDEMPTE PARADIS,
Queen's Printer.

Government House. Québec, June 27th, 1940.
36322 — 1-52

Lettres patentes

(P.G. 10709-54)

Édouard Régimbal Incorporé

* Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du deux avril 1954, constituant en corporation: Thérèse Régimbal-Hotte, épouse contractuellement séparée de biens de Benoît Hotte, Lyse Régimbal, fille majeure usant de ses droits, et Maurice Régimbal, gérant, tous de Mont-Laurier, district judiciaire de Labelle, pour les objets suivants:

Exercer les métiers d'ouvriers en métal, de plombiers, de ferblantiers, de couvreurs; manufacturer et exercer le commerce des matériaux nécessaires aux métiers susdits, sous le nom de "Édouard Régimbal Incorporé", avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Mont-Laurier, district judiciaire de Labelle.

Daté du bureau du Procureur général le deux avril 1954.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

37117-o

Letters Patent

(A.G. 10709-54)

Édouard Régimbal Incorporé

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, bearing date the second day of April 1954, incorporating: Thérèse Régimbal-Hotte, wife contractually separate as to property of Benoît Hotte, Lyse Régimbal, fille majeure making use of her rights, and Maurice Régimbal, manager, all of Mont-Laurier, judicial district of Labelle, for the following purposes:

To carry on the trade of metal workers, plumbers, tinsmiths, roofers; to manufacture and deal in materials required for the above-mentioned trades, under the name of "Édouard Régimbal Incorporé", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 shares of \$100 each.

The head office of the Company will be at Mont Laurier, judicial district of Labelle.

Dated at the office of the Attorney General, the second day of April, 1954.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

37117

(P.G. 10624-54)

Gelinite Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trente et un mars 1954, constituant en corporation: Maurice Gagné, Jacques Flynn, tous deux avocats, de Québec, Julien Chouinard, avocat, et Éliette Dionne, secrétaire, fille majeure, tous deux de Sillery, tous du district judiciaire de Québec, pour les objets suivants:

Exercer l'industrie et le commerce général de produits et articles en béton poreux et non poreux ou autres matières du même genre, sous le nom de "Gelinite Inc.", avec un capital total de \$20,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$1 chacune et en 360 actions privilégiées d'une valeur nominale de \$50 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 178, avenue Royale, Château-Richer, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général le trente et un mars 1954.

L'Assistant-procureur général,
37117-o L. DÉSILETS.

(A.G. 10624-54)

Gelinite Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, bearing date the thirty-first day of March 1954, incorporating: Maurice Gagné, Jacques Flynn, both advocates, of Quebec, Julien Chouinard, advocate, and Éliette Dionne secretary, fille majeure, both of Sillery, all of the judicial district of Quebec, for the following purposes:

To carry on the business and deal in products and articles of porous and non-porous concrete or other substances related thereto, under the name of "Gelinite Inc.", with a total capital of \$20,000, divided into 2,000 common shares of \$1 each and 360 preferred shares of a nominal value of \$50 each.

The head office of the Company will be at 178 Royal Avenue, Château-Richer, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, the thirty-first day of March 1954.

L. DÉSILETS,
37117 Deputy Attorney General.

(P. G. 10750-54)

L'Association des Propriétaires de Taxis de St-Hyacinthe Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trente mars 1954, constituant en corporation sans capital-actions: Uldéric Viens, Georges Dery, Rolland Lamarche, tous trois du Village Saint-Joseph, Henri Boulay, Rolland Forand, Paul-Émile Jubinville, Joseph Robitaille et Donat Cordeau, ces cinq derniers de Saint-Hyacinthe, tous propriétaires de taxis, du district judiciaire de Saint-Hyacinthe, pour les objets suivants:

Promouvoir l'étude, la défense et le développement, ainsi que les intérêts économiques, sociaux et moraux de ses membres, sous le nom de "L'Association des Propriétaires de Taxis de St-Hyacinthe Inc."

Le montant auquel est limité la valeur des objets immobiliers que la corporation peut posséder est limité à la somme de \$10,000.

Le siège social de la corporation sera à Saint-Hyacinthe, district judiciaire de Saint-Hyacinthe.

Daté du bureau du Procureur général le trente mars 1954.

L'Assistant-procureur général,
37117-o L. DÉSILETS.

(A.G. 10750-54)

L'Association des Propriétaires de Taxis de St-Hyacinthe Inc.

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, bearing date the thirtieth day of March 1954, to incorporate as a corporation without share capital: Ulderic Viens, Georges Dery, Rolland Lamarche, all three of the Village of Saint Joseph, Henri Boulay, Rolland Forand, Paul Emile Jubinville, Joseph Robitaille and Donat Cordeau, the five latter of Saint Hyacinthe, all owners of taxis, of the judicial district of Saint Hyacinthe, for the following purposes:

For the study, defence and development, as well as for the economic, social and moral interests of the members, under the name of "L'Association des Propriétaires de Taxis de St-Hyacinthe Inc."

The amount to which the value of immovable which the corporation may hold is to be limited, is \$10,000.

The head office of the Company will be at Saint Hyacinthe, judicial district of Saint-Hyacinthe.

Dated at the office of the Attorney General, the thirtieth day of March 1954.

L. DÉSILETS,
37117 Deputy Attorney General.

(P.G. 10884-54)

Massicotte Welding Company Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du deux avril 1954, constituant en corporation: Charles-Édouard Bertrand, avocat, Jeannine Roy, secrétaire, fille majeure usant de ses droits tous deux de Montréal, et Denise Bastien, secrétaire fille majeure usant de ses droits, de St-Léonard de Port-Maurice, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme plombiers, ferblantiers, couvreurs, experts en chauffage, soudeurs et tous autres genres d'affaires similaires sous le

(A.G. 10884-54)

Massicotte Welding Company Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, bearing date the second day of April 1954, incorporating: Charles Édouard Bertrand, advocate, Jeannine Roy, secretary, fille majeure making use of her rights, both of Montreal, and Denise Bastien, secretary, fille majeure making use of her rights of St. Leonard de Port Maurice all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as plumbers, tinsmiths, roofers, heating experts, welders, and any other business connected therewith, under the name

nom de "Massicotte Welding Company Limited", avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 1432 rue Amherst, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le deux avril 1954.

L'Assistant-procureur général,
37117-o L. DÉSILETS.

(P. G. 50669-53)

Lachine Super Market Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a plu au Lieutenant-gouverneur de la province de Québec de corriger les lettres patentes en date du trente décembre 1953, de la compagnie "Lachine Super Market Inc.", de la manière suivante: en remplaçant le paragraphe relatif à la description du capital-actions par le paragraphe suivant:

"The capital stock of the company is divided into 100 common shares and 2,000 non-voting Class A shares having no nominal or par value, and into 1,500, 5% non cumulative redeemable preferred shares of \$100 each, and the amount with which the company will commence its operations will be \$25,500.00"

Daté du bureau du Procureur général le quatre mai 1954.

L'Assistant-procureur général,
37117-o L. DÉSILETS.

of "Massicotte Welding Company Limited", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 shares of \$100 each.

The head office of the Company will be at 1432 Amherst Street, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, the second day of April 1954.

L. DÉSILETS,
37117 Deputy Attorney General.

(A. G. 50669-53)

Lachine Super Market Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, His Honour the Lieutenant-Governor in Council has been pleased to correct letters patent bearing date the thirtieth day of December 1953, of the company "Lachine Super Market Inc.", in the following manner: by replacing the paragraph concerning the description of share capital, by the following one:

"The capital stock of the company is divided into 100 common shares and 2,000 non-voting Class A shares having no nominal or par value, and into 1,500, 5% non cumulative redeemable preferred shares of \$100 each, and the amount with which the company will commence its operations will be \$25,500.00"

Dated at the office of the Attorney General, the fourth day of May 1954.

L. DÉSILETS,
37117 Deputy Attorney General.

Actions en séparation de biens

Canada, Province de Québec, District de Trois-Rivières, Cour Supérieure, N°000,000. Dolorès Bergeron, épouse commune en biens de Anselme Bourassa, contremaître, domiciliée à St-Étienne des Grès, district de Trois-Rivières, demanderesse, vs Anselme Bourassa, du même lieu, défendeur.

AVIS

Une action en séparation de biens a été instituée dans cette cause par la demanderesse contre le défendeur, le 1 mai 1954.

Trois-Rivières, le 1 mai 1954.

Les Procureurs de la demanderesse.
37119-o LAJOIE & LAJOIE.

Province de Québec, District de Montréal, Cour Supérieure, N° 352081. Alma Dussault, demanderesse vs Paul André Collette, défendeur.

DEMANDE EN SÉPARATION DE BIENS

Dame Alma Dussault, épouse commune en biens de Paul André Collette, restaurateur, domicilié à 1349 rue Logan, dans la cité et district de Montréal, a formé contre son mari une demande en séparation de biens.

Montréal, le 29 avril 1954.

Les Avocats de la demanderesse,
37132-o EUDES & DENYS.

Actions for separation as to property

Canada, Province of Quebec, District of Trois-Rivières, Superior Court, No. 000000. Dame Dolorès Bergeron, wife common as to property of Anselme Bourassa, foreman, residing in the Parish of St. Etienne des Grès, district of Trois Rivières, plaintiff, vs Anselme Bourassa, of the parish of St. Etienne des Grès, district of Trois Rivières, defendant.

NOTICE

An action in separation as to property has been instituted by the plaintiff against the defendant on May 1st, 1954.

Trois Rivières, May 1st, 1954.

37119-o LAJOIE & LAJOIE,
Attorneys for the plaintiff.

Province of Quebec, District of Montreal, Superior Court, No. 352081. Alma Dussault, plaintiff vs Paul André Collette, defendant.

SEPARATION AS TO PROPERTY

Mrs. Alma Dussault, wife, common as to property of Paul André Collette, restaurant-owner, domiciled at 1349 Logan Street, in the city and district of Montreal, has applied for a separation as to property against her husband.

Montreal, April the 29th 1954.

37132-o EUDES & DENYS,
Attorneys for the plaintiff.

Action en séparation de corps et de biens

Canada, Province de Québec, District de St-François, Cour Supérieure, N° 12293. Dame Colette Dupuis, ménagère, épouse commune en biens de Désiré Dubé, Ladite dame domiciliée au N° 178, rue Wellington-Nord, à Sherbrooke, district de St-François vs ledit Désiré Dubé, domicilié au N° 178, rue Wellington-Nord, à Sherbrooke, district de St-François.

La demanderesse a formé contre son mari une demande en séparation de corps et de biens.

Sherbrooke, ce 29 avril 1954.

L'Avocat de la demanderesse,
37120-o FRANÇOIS POULIN.

Action for Separation as to Bed and Board and Property

Canada, Province of Quebec, District of St. Francis, Superior Court, No. 12293. Dame Colette Dupuis, housewife, wife common as to property of Désiré Dubé. The said wife domiciled at 178 Wellington-North St, in the city of Sherbrooke, district of St. Francis vs the said Désiré Dubé, mechanic, domiciled at 178 Wellington North St, in the city of Sherbrooke, district of St. Francis.

The plaintiff has instituted against her husband an action in separation from bed and board and as to property.

Sherbrooke, April 29th, 1954.

FRANÇOIS POULIN,
37120-o Attorney for the plaintiff.

Arrêtés en Conseils

ARRÊTÉ EN CONSEIL CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 413

Québec, le 29 avril 1954.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur en Conseil.

CONCERNANT la "Semaine de l'arbre".

1° ATTENDU que la forêt est une des plus importantes richesses de la province;

2° ATTENDU qu'il importe d'en assurer la conservation et la restauration par tous les moyens possibles;

3° ATTENDU que ceci ne peut se réaliser que dans la mesure où la population a une mentalité vraiment forestière;

4° ATTENDU que cette mentalité est à la base du culte de l'arbre;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'Honorable Ministre intérimaire des Terres et Forêts:

Qu'une semaine soit nommément consacrée au culte de l'arbre et que la période du 9 au 16 mai soit déclarée la "Semaine de l'arbre" dans la province de Québec.

C. LARICHELIÈRE,
37118-o Greffier Suppléant du Conseil Exécutif.

ARRÊTÉ EN CONSEIL CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 440

Québec, le 29 avril 1954.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur en Conseil.

CONCERNANT certains actes administratifs du département de la Chasse et des pêcheries.

CONCERNANT la chasse au rat-musqué sur la Rivière Doré connue aussi sous le nom de Pike River.

ATTENDU QUE le barrage construit sur la Rivière Doré, à Stanbridge-est, a formé un lac qui serait un excellent habitat pour le rat-musqué si on lui donnait la chance de se multiplier;

Orders in Council

ORDER IN COUNCIL CHAMBER OF THE EXECUTIVE COUNCIL

Number 413

Quebec, April 29, 1954.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING "Arbor Week".

1. WHEREAS the forest is one of the most important resources of the Province;

2. WHEREAS it is expedient that the conservation and restoration thereof be ensured by all possible means;

3. WHEREAS this can only be realized insofar as the public is really forestry-minded;

4. WHEREAS this mental attitude is the basis for the love and care of trees;

THEREFORE it is ordained that upon the recommendation of the Honourable the Provisional Minister of Lands and Forests:

THAT a week be especially dedicated in order that the public be instilled with the love of trees, and that the period from the 9th to the 16th of May be declared "Arbor Week" in the Province of Quebec.

C. LARICHELIÈRE,
37118 Acting Clerk of the Executive Council.

ORDER IN COUNCIL CHAMBER OF THE EXECUTIVE COUNCIL

Number 440

Quebec, April 29, 1954.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING certain administrative agreements of the Department of Game and Fisheries.

CONCERNING the hunting of muskrat on the "Rivière Doré" also known under the name of Pike River.

WHEREAS the dam built on the Pike River, at Stanbridge-East, has formed a lake which would be an excellent habitat for muskrat if he were given a chance to multiply;

ATTENDU qu'une bonne population de ces rongeurs serait un actif pour les habitants de cette localité et, de plus, contrôlerait la végétation qui envahit le lac;

ATTENDU QUE l'association locale de conservation du gibier et les riverains eux-mêmes ont envoyé une pétition au département de la Chasse demandant de prohiber la chasse au rat-musqué sur la section de la rivière Doré ci-après décrite.

Vu l'article 65 du chapitre 153 des Statuts refondus de Québec 1941.

IL EST ORDONNÉ, sur la proposition de l'honorable Ministre de la chasse et des pêcheries:

Qu'il soit défendu de chasser, trapper, tuer ou prendre le rat-musqué, en tout temps de l'année, du 1er mai 1954 au 30 avril 1959, sur cette partie de la Rivière Doré, connue aussi sous le nom de Pike River, sise entre le barrage de Stanbridge-est, comté de Stanstead, et le pont couvert de Davitt, situé à environ cinq milles et demi en amont du dit barrage.

C. LARICHELIÈRE,
37125-o Greffier Suppléant du Conseil Exécutif.

ARRÊTÉ EN CONSEIL CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 419

Québec, le 29 avril 1954.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur en Conseil:

Section "D"

CONCERNANT deux corrections au décret relatif aux métiers de barbier, coiffeur et coiffeuse dans la région des Trois-Rivières.

IL EST ORDONNÉ, sur la proposition de l'honorable Premier Ministre:

QUE la Section "B" de l'arrêté en conseil numéro 325 du 1er avril 1954, ayant modifié la Section "B" du décret numéro 1040 du 4 août 1948 et amendements, relatif aux métiers de barbier, coiffeur et coiffeuse dans la région des Trois-Rivières, soit corrigée comme suit:

1° La deuxième phrase du paragraphe "d" de l'article VI (amendement numéro 7°) est remplacée par la suivante:

"Toutefois, le temps consacré à l'étude dans une école ou section d'une école du Département du Bien-Etre Social et de la Jeunesse et couronné par l'obtention d'un diplôme doit être crédité au compte de l'apprenti. Il en est de même pour toute autre école reconnue par le Comité paritaire."

2° A l'amendement numéro 4°, l'item "Shampooing... \$0.55" doit se lire "Shampooing... \$0.35".

(Document "D" annexé à l'arrêté)

C. LARICHELIÈRE,
37136-o Greffier Suppléant du Conseil Exécutif.

ARRÊTÉ EN CONSEIL CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 420

Québec, le 29 avril 1954.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur en Conseil.

Section "F"

CONCERNANT des modifications au décret relatif aux employés des services funéraires dans

WHEREAS a goodly population of these rodents would be an asset for the inhabitants of this locality and, furthermore, would control the vegetation which infests the lake;

WHEREAS the local game society and the riverside residents themselves have sent a petition to the Game and Fisheries Department requesting the prohibition of muskrat hunting in the section hereinafter described of Pike River;

IN VIEW of Section 65, Chapter 153 of the Revised Statutes of Quebec, 1941;

IT IS ORDAINED, upon the recommendation of the Honourable the Minister of Game and Fisheries:

THAT it be forbidden to hunt, kill or capture muskrat at any time of the year, from May 1st 1954, to April 30, 1959, on this part of Pike River, also known under the name of "Rivière Doré", situate between the dam at Stanbridge-East, county of Stanstead, and the covered bridge of Davitt, situate at about five miles and a-half above the said dam.

C. LARICHELIÈRE,
37125 Acting Clerk of the Executive Council.

ORDER IN COUNCIL EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER

Number 419

Quebec, April 29, 1954.

Present: The Lieutenant Governor in Council:

Part "D"

CONCERNING two corrections to the decree relating to the barber and hairdressing trades in the region of Trois-Rivières.

IT IS ORDERED, on the recommendation of the Honourable Prime Minister,

THAT Part "B" of Order in Council No. 325 of April 1, 1954, which amended Part "B" of decree No. 1040 of August 4, 1948, as amended, relating to the Barber and hairdressing trades in the region of Trois-Rivières, be corrected as follows:

1. The second sentence of subsection "d" of section VI (amendment No. 7) is replaced by the following:

"However, periods of study in a school or section of school of the Social Welfare and Youth Department terminated by the awarding of a diploma shall be credited to the apprentice. The same applies to any other school recognized by the Parity Committee."

2. In amendment No. 4, the words "Shampooing... 0.55" shall read "Shampooing... 0.35."

(Document "D" annexed to the Order)

C. LARICHELIÈRE,
37136-o Acting Clerk of the Executive Council.

ORDER IN COUNCIL EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER

Number 420

Quebec, April 29, 1954.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

Part "F"

CONCERNING amendments of the decree relating to undertakers' employees in the Islands of

l'Ile de Montréal, l'Ile Jésus et un rayon de dix (10) milles de l'Ile de Montréal.

Montreal and Jesus and a radius of ten (10) miles from the Island of Montreal.

ATTENDU QUE, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), les parties contractantes à la convention collective de travail relative aux employés des services funéraires dans l'Ile de Montréal, l'Ile Jésus et un rayon de dix (10) milles de l'Ile de Montréal, rendue obligatoire par le décret numéro 279 du 4 mars 1948, amendé par les arrêtés en conseil numéros 259-A du 10 mars 1949, 737-B du 21 juin 1950, 290-B du 22 mars 1951, 387-D du 9 avril 1952 et 448-B du 16 avril 1953, ont présenté au Ministre du Travail une requête à l'effet de soumettre à l'appréciation et à la décision du Lieutenant-Gouverneur en Conseil des modifications audit décret;

ATTENDU QUE ladite requête a été publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 13 mars 1954;

ATTENDU QU'aucune objection n'a été formulée contre l'approbation des modifications proposées;

ATTENDU QUE, conformément à la procédure prévue à l'article 8 de ladite Loi, le Ministre du Travail a donné avis de son intention de soumettre à l'appréciation et à la décision du Lieutenant-Gouverneur en Conseil certaines modifications audit décret, dans sa teneur modifiée;

ATTENDU QUE ledit avis a été publié dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 27 mars 1954;

ATTENDU QUE l'objection formulée contre les modifications proposées a été appréciée conformément à la Loi;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Premier Ministre:

QUE ledit décret, numéro 279, soit modifié comme suit:

1° Au paragraphe "d" de l'article I, les mots "les ambulances", mentionnés dans la deuxième phrase, sont radiés.

2° La phrase suivante est ajoutée au paragraphe "a" de l'article II:

"Les chauffeurs d'ambulances ne sont pas assujettis au présent décret."

3° L'article IV est remplacé par le suivant:

"IV. *Taux de salaires minima*: a) Les embaumeurs employés à la semaine sont payés un salaire minimum de \$57.00 par semaine et salaire et demi après la dixième ou la onzième heure, selon qu'ils travaillent de jour ou de nuit.

b) L'embaumeur ambulant doit recevoir une rémunération minimum de dix (\$10.00) dollars par embaumement, s'il ne fournit pas le fluide et une rémunération minimum de quatorze (\$14.00) dollars par embaumement, s'il fournit le fluide. Dans les deux cas, l'embaumeur ambulant doit fournir les instruments et les cosmétiques.

c) L'homme de service sans expérience doit recevoir la rémunération suivante:

La première année, \$32.00 par semaine;

La deuxième année, \$37.00 par semaine.

Après deux (2) ans d'expérience chez l'un ou l'autre des directeurs de funérailles assujettis au décret, le salaire de l'homme de service doit être de quarante-sept (\$47.00) dollars par semaine.

d) Les salariés surnuméraires doivent recevoir un salaire horaire de cinquante (\$0.50) cents avec un minimum de deux (\$2.00) dollars par appel de trois (3) heures ou moins.

e) *Mécaniciens*: Les mécaniciens doivent recevoir le salaire minimum suivant:

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), the contracting parties to the collective labour agreement relating to undertakers' employees in the Islands of Montreal and Jesus and a radius of ten (10) miles from the Island of Montreal, rendered obligatory by the decree No. 279 of March 4, 1948, and amended by Orders in Council Nos. 259-A of March 10, 1949, 737-B of June 21, 1950, 290-B of March 22, 1951, 387-D of April 9, 1952 and 448-B of April 16, 1953, have petitioned the Minister of Labour to submit to the consideration and decision of the Lieutenant-Governor in Council the following amendments to the said decree;

WHEREAS the petition has been published in the issue of March 13, 1954, of the *Quebec Official Gazette*,

WHEREAS no objection has been made against the approval of the proposed amendments;

WHEREAS, pursuant to the procedure established under section 8 of the said Act, the Minister of Labour has given notice of his intention to submit to the consideration and decision of the Lieutenant-Governor in Council some amendments to the said decree, as amended;

WHEREAS the said notice has been published in the *Quebec Official Gazette*, issue of March 27, 1954;

WHEREAS an objection was made against the proposed amendments and it was duly considered, as required by the Act;

IT IS ORDERED, therefore, on the recommendation of the Honourable Prime Minister:

THAT the said decree, No. 279, be amended as follows:

1. In subsection "d" of section I, the words "the ambulance", mentioned in the second sentence, are deleted.

2. The following sentence is added to subsection "a" of section II:

"Ambulance drivers are not governed by the present decree."

3. Section IV is replaced by the following:

"IV. *Minimum Wages rates*: a) When employed on a weekly basis, embalmers shall be paid a minimum remuneration of fifty-seven dollars (\$57.00) per week, and time and a half after the tenth (10th) or eleventh (11th) hour of work as the case may be (day or night work).

b) The itinerant embalmer shall be paid a minimum of ten dollars (\$10.00) per embalming if he does not supply the fluid, and a minimum of \$14.00 if he does. In both case, the itinerant embalmer shall furnish instruments and cosmetics.

c) Unexperienced servicemen shall receive the following remuneration:

1st year: \$32.00 per week.

2nd year: \$37.00 per week.

After two (2) years of experience with any undertaker governed by the decree, the serviceman shall receive forty-seven (\$47.00) dollars per week.

d) Supernumerary employees shall receive an hourly rate of \$0.50 and a minimum of two dollars (\$2.00) per call of three (3) hours or less.

e) *Mechanics*: Mechanics shall receive the following minimum rates:

Taux horaires de jour de nuit			Hourly rate Day Night		
Première classe	\$1.20	\$1.25	First class	\$1.20	\$1.25
Deuxième classe	1.05	1.10	Second class	1.05	1.10
f) Le décret n'affecte en rien le salaire du salarié recevant une rémunération plus élevée, lors de sa mise en vigueur." (Document "F" annexé à l'arrêté).			f) The decree shall not affect, in any way, the wage rate of an employee which was higher at the time of its coming into force." (Document "F" annexed to the Order).		
Le Greffier suppléant du Conseil Exécutif, 37136-o C. LARICHELIÈRE.			37136-o Acting Clerk of the Executive Council.		

ARRÊTÉ EN CONSEIL CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 421

Québec, le 29 avril 1954.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur en Conseil

CONCERNANT une convention collective de travail relative à l'industrie de la boulangerie et de la pâtisserie dans la région des Trois-Rivières.

ATTENDU QUE, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), les parties contractantes ci-après mentionnées ont présenté au Ministre du Travail une requête à l'effet de rendre obligatoire la convention collective de travail intervenue entre:

D'UNE PART:

L'Association des Maîtres-Boulangers, section des Trois-Rivières;

ET, D'AUTRE PART:

L'Union Nationale Catholique des Boulangers et Distributeurs de Pain, Inc., des Trois-Rivières; pour les employeurs et les salariés de l'industrie et des métiers visés, suivant les conditions décrites dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 6 mars 1954;

ATTENDU QUE les dispositions de ladite convention ont acquis une signification et une importance prépondérantes pour l'établissement des conditions de travail dans l'industrie et les métiers visés et dans la juridiction territoriale indiquée dans ladite requête;

ATTENDU QUE les prescriptions de la Loi ont été dûment suivies en ce qui touche la publication des avis;

ATTENDU qu'aucune objection n'a été formulée contre ladite requête;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Premier Ministre:

QUE ladite requête soit acceptée conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), avec, toutefois, les nouvelles dispositions suivantes tenant lieu des conditions décrites dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 6 mars 1954.

I. Définitions: Pour les fins d'application du décret, les mots et termes suivants ont la signification qui leur est ci-après donnée:

a) Le mot "employeur" désigne toute personne, association, corporation, compagnie, firme, propriétaire de boulangerie, de pâtisserie, ainsi que quiconque exploite une ou plusieurs boulangeries, pâtisseries ou fait le commerce du pain, des gâteaux et des pâtisseries.

b) Le mot "salarié" désigne toute personne travaillant pour l'un ou l'autre des employeurs ci-dessus mentionnés.

c) Le mot "compagnon" désigne tout salarié assujéti au décret qui a fait son apprentissage selon les conditions ci-après déterminées et qui a

ORDER IN COUNCIL EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER

Number 421

Quebec, April 29, 1954.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING a collective labour agreement relating to the baking and pastry making industry in the region of Trois-Rivières.

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 163 and amendments), the contracting parties hereafter mentioned have submitted to the Minister of Labour a petition to render obligatory the collective labour agreement entered into between:

ON THE ONE PART:

"L'Association des Maîtres-Boulangers, Section des Trois-Rivières";

And, ON THE OTHER PART:

"L'Union nationale catholique des Boulangers et Distributeurs de Pain, inc." of Trois-Rivières; for the employers and the employees of the industry and trades concerned, according to the conditions described in the *Quebec Official Gazette*, issue of March 6th, 1954;

WHEREAS the provisions of the said agreement have acquired a preponderant significance and importance towards the establishing of working conditions in the industry and the trades concerned, and in the territorial jurisdiction indicated in the said petition;

WHEREAS the provisions of the Act have been duly observed as regards the publication of notices;

WHEREAS no objection has been made against the said petition;

IT IS ORDERED, therefore, on the recommendation of the Honourable Prime Minister:

THAT the said petition be accepted in pursuance of the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), with, however, the following new conditions to be substituted for the conditions described in the *Quebec Official Gazette*, issue of March 6th, 1954.

I. Definitions: For the purposes of enforcement of the decree, the following terms shall have the meaning hereafter given to them:

a) The term "employer" means any person, association, corporation, company, firm, owner of bakery, pastry-making shop, and any person operating one or more bakeries, pastry-making shops or engaged in the bread, cake and pastry trade.

b) The term "employee" means any person working for any one of the employers hereabove mentioned.

c) The term "journeyman" means any employee governed by the decree who served his apprenticeship in accordance with the conditions

obtenu du Bureau des Examineurs du Comité paritaire, un certificat de qualification suivant les prescriptions de ses règlements.

d) Le mot "apprenti" désigne toute personne qui apprend l'un ou l'autre des métiers de l'industrie de la boulangerie ou de la pâtisserie assujettis au présent décret.

II. *Jurisdiction territoriale*: La juridiction territoriale du décret comprend les cités des Trois-Rivières et Cap-de-la-Madeleine, la municipalité de Pointe-du-Lac et, du côté nord du fleuve, le territoire compris dans un rayon de quinze (15) milles de leurs limites.

Le décret régit également dans le district électoral de Nicolet, les boulangeries qui vendent directement ou indirectement toute ou une partie de leur production, dans les limites de la juridiction territoriale ci-dessus mentionnée.

III. *Jurisdiction industrielle*: Sont assujettis aux dispositions du décret, les employeurs, les employeurs professionnels, les artisans et les salariés de l'industrie et du commerce de la boulangerie et de la pâtisserie exerçant leurs activités dans la juridiction territoriale déterminée à l'article II.

IV. *Salaires minima*: Les salaires minima des salariés assujettis au décret ne doivent pas être inférieurs aux taux ci-dessous mentionnés:

<i>a) Boulangers, pâtissiers:</i>	
<i>Compagnons:</i>	<i>par semaine</i>
1er boulanger.....	\$48.00
1er pâtissier.....	48.00
2ème boulanger.....	44.00
2ème pâtissier.....	44.00
3ème boulanger et les compagnons suivants.....	41.00
3ème pâtissier et les compagnons suivants.....	41.00
<i>Apprentis:</i>	
1ère année.....	\$24.00
2ème année.....	28.00
3ème année.....	32.00

b) *Distributeurs*:
Vingt pour cent (20%) sur les ventes au détail et huit pour cent (8%) sur les ventes dans le gros.

c) Le salaire de tout vendeur qui achète ses produits des industries ci-haut mentionnées pour les vendre à son propre compte, soit dans les magasins ou dans les maisons privées, ne doit jamais être inférieur à \$27.00 par semaine, s'il ne fournit que son temps et, s'il fournit son temps et son véhicule de quelque nature que ce soit, il ne doit jamais être inférieur à \$37.00 par semaine. Les boulangeries et les pâtisseries pratiquant cette méthode sont responsables des salaires de ces salariés.

V. *Heures de travail*: La durée régulière de travail des compagnons et apprentis boulangers et pâtissiers est la suivante:

a) Cinquante-quatre (54) heures par semaine dans le cas des employeurs qui ont à leur emploi trois (3) salariés et plus.

b) Soixante (60) heures par semaine dans le cas des employeurs ayant moins de trois (3) salariés.

c) Tout travail exécuté par un salarié en plus du nombre des heures régulières déterminées aux paragraphes "a" et "b" du présent article, est considéré comme du temps supplémentaire et doit être rémunéré au taux et demi du salaire spécifié pour chacune des catégories de salariés.

VI. *Dispositions générales*: a) Le nombre d'apprentis ne doit jamais dépasser un (1) par quatre (4) ou fraction de quatre (4) compagnons boulangers ni plus de un (1) par quatre (4) ou fraction de quatre (4) compagnons pâtissiers.

hereafter determined and who has obtained from the Board of Examiners of the Parity Committee a certificate of competency in pursuance of the provisions of its by-laws.

d) The term "apprentice" means any person who learns any one of the trades of the baking or pastry making industry regulated by the present decree.

II. *Territorial jurisdiction*: The territorial jurisdiction of the decree comprises the cities of Trois-Rivières and Cap-de-la-Madeleine, the municipality of Pointe-du-Lac and, on the north shore of the river, the territory comprised in a radius of fifteen (15) miles from their limits.

The decree also extends to the constituency of Nicolet as regards bakeries selling directly or indirectly all or part of their production within the limits of the territorial jurisdiction hereabove mentioned.

III. *Industrial jurisdiction*: All employers, professional employers, artisans and employees of the baking and pastry making industry and trade operating within the territorial jurisdiction determined in section II are governed by the provisions of the decree.

IV. *Minimum wages*: The minimum wages of employees governed by the decree shall not be less than the rates hereunder mentioned:

<i>a) Bakers, pastry-cooks:</i>	
<i>Journeymen:</i>	<i>Per week</i>
1st baker.....	\$48.00
1st pastry cook.....	48.00
2nd baker.....	44.00
2nd pastry cook.....	44.00
3rd baker and the following journeymen.....	41.00
3rd pastry cook and the following journeymen.....	41.00
<i>Apprentices:</i>	
1st year.....	24.00
2nd year.....	28.00
3rd year.....	32.00

b) *Distributors*:
Twenty per cent (20%) on all retail sales and eight per cent (8%) on wholesale transactions.

c) The wages of a salesman buying his products from the industries hereabove mentioned for the purpose of selling same on his own account, in stores or private homes, shall never be less than \$27.00 per week for his time only; should he give his time and supply his vehicle (any kind of vehicle), his wages shall not be less than \$37.00 per week. Bakeries and pastry making establishments having enforced that system shall be responsible for the wages of such employees.

V. *Hours of work*: The standard duration of work of journeymen and apprentice bakers and pastry cooks shall be as follows:

a) Fifty-four (54) hours per week in the case of employers employing three (3) employees or more.

b) Sixty (60) hours per week in the case of employers having less than three (3) employees.

c) All time worked by an employee in excess of the number of regular hours determined in subsections "a" and "b" of the present section is considered as overtime and shall be paid at the rate of time and one half based on the rates established for each category of employees.

VI. *General provisions*: a) The number of apprentices shall never exceed one to four journeymen bakers or fraction thereof, or one to four journeymen pastry-cooks or fraction thereof.

b) Les distributeurs de pain, gâteaux et pâtisseries ne sont pas responsables des crédits autorisés par les employeurs.

c) Les salariés doivent être payés au complet chaque semaine.

VII. *Jours chômés*: Aucune distribution de pain, gâteaux et pâtisseries ne doit être faite les dimanches, le Premier de l'An, le 2 janvier, l'Épiphanie, l'Ascension, la Saint-Jean-Baptiste, la fête du Travail, la Toussaint, l'Immaculée-Conception, le jour de Noël et le 26 décembre.

Toutefois, si le Premier de l'An et le jour de Noël tombent un vendredi, il peut y avoir de la distribution le lendemain de ces deux fêtes.

VIII. *Vacances payées*: Une semaine de vacances payées doit être accordée chaque année à tout salarié régi par le décret ayant à son crédit un (1) an et plus de service pour le même employeur.

S'il n'a pas un an de service continu pour son employeur, le salarié a droit à un congé annuel continu payé d'une durée minimum d'autant de demi-jours qu'il a de mois de calendrier de service continu pour son employeur.

La rémunération payable aux salariés qui ont droit auxdites vacances payées est basée sur le taux de salaire fixé par le décret, pour les compagnons et apprentis boulangers, pâtisseries. En ce qui concerne les distributeurs de pain, gâteaux et pâtisseries, cette rémunération est basée sur le salaire gagné suivant le décret par le salarié qui remplace celui qui prend ses vacances.

IX. Lors de la ratification de la présente convention, le Comité paritaire existant, formé pour surveiller, l'application du décret antérieur dans la juridiction territoriale déterminée dans la présente convention, demeure en fonction et surveille la mise à exécution du présent décret jusqu'à ce qu'un nouveau comité soit formé. Ce nouveau comité succède à l'ancien et est investi de tous les actifs dudit comité; il assume également toutes les dettes de l'ancien comité en vertu dudit décret antérieur.

X. Le présent décret abroge le décret numéro 305 du 23 février 1938 et tous ses amendements, sans, toutefois, effectuer les droits acquis et les intérêts en cours.

XI. *Durée du décret*: Le présent décret demeure en vigueur jusqu'au 26 février 1955. Il se renouvelle automatiquement d'année en année par la suite, à moins que l'une des parties contractantes ne donne à l'autre partie un avis écrit à ce contraire, dans un délai qui ne doit pas être de plus de soixante (60) ni de moins de (30) jours avant le 26 février de l'année 1955 ou de toute autre année subséquente. Un tel avis doit également être adressé au Ministre du Travail.

Greffier Suppléant du Conseil Exécutif,
37136-o C. LARICHELIÈRE.

b) Distributors of bread, cake and pastry are not responsible for credit accounts authorized by employers.

c) Employees shall be paid in whole, every week.

VII. *Holidays*: There shall be no distribution of bread, cakes and pastry on Sunday, New Year's Day, January 2nd, Epiphany, Ascension Day, St. John the Baptist Day, Labour Day, All Saints Day, Immaculate-Conception, Christmas Day and December 26.

However, should New Year's Day and Christmas Day occur on a Friday, delivery is permitted the day after these holidays.

VIII. *Vacation with pay*: A vacation of one week with pay shall be given every year to every employee governed by the present decree who has one (1) year or more of service for the same employer.

If he has not yet completed a year's service in the employ of his employer, the employee is entitled to a continuous annual vacation with pay having a minimum duration of as many half-days as the number of calendar months during which he has been continuously in the employ of his employer.

Remuneration payable to employees entitled to the said vacation with pay is based on the rate fixed in the decree for bakers and pastry-cooks, whether journeymen or apprentices; as for deliverers of bread, cakes and pastry, such remuneration is based on the wages earned, under the decree, by the employee replacing the one who takes his vacation.

IX. At the time of ratification of the present agreement, the existing Parity Committee entrusted with the administration of the previous decree, in the territorial jurisdiction determined by the present agreement, remains in office and administers the present decree until the formation of a new committee. This new committee succeeds the former committee and is vested with all its assets; it also assumes all the liabilities of the former committee incurred under the previous decree.

X. The present decree repeals the decree No. 305 of February 23rd, 1938, and all its amendments, without, however, effecting the vested or current interests.

XI. *Duration of the decree*: The present decree remains in force until February 26th, 1955. It then renews itself automatically from year to year unless one of the contracting parties notifies the other party, in writing, to the contrary, within the period extending from the sixtieth (60th) to the thirtieth (30th) day prior to February 26 of the year 1955, or of any subsequent year. Such a notice shall also be filed with the Minister of Labour.

C. LARICHELIÈRE,
37136-o Acting Clerk of the Executive Council.

Avis divers

AVIS

Avis est par les présentes donné que P. R. Yavorsky, Nick Marsymych and Michael Markowchuck, des cité et district de Montréal membres de l'exécutif d'une association de membres de l'Eglise, Ukrainienne Grecque Orthodoxe du Canada s'adresseront au Lieutenant-Gouverneur

Miscellaneous Notices

NOTICE

Notice is hereby given that P. R. Yavorsky, Nick Marsymych and Michael Markowchuck, of the City and district of Montreal, executive officers of an Association of Members of the Ukrainian Greek Orthodox Church of Canada, will apply to the Lieutenant-Governor in Council to obtain the incorporation of a church to be

en Conseil pour obtenir des lettres patentes pour leur Eglise qui sera désignée sous le nom de "The Church of St Mary the Protectress".

Montréal, le 23 avril 1954.

Le Procureur des réquerants,
37081-18-5-o ALPHONSE BARBEAU.
57 ouest rue St-Jacques,
ch. 405, Montréal.

known as "The Church of St. Mary the Protectress".

Montreal, April the 23rd, 1954.

ALPHONSE BARBEAU,
37081-18-5-o Petitioners' Attorney.
57, St-James St. West.
room 405 Montreal.

Avis est par les présentes donné que l'honorable Secrétaire de la province a dûment reçu le troisième original de la déclaration de fondation du syndicat coopératif "Rouyn-Noranda Area United Steelworkers Consumer's Cooperative", en date du quinze avril 1954, dont le siège social est situé à Rouyn, dans le comté de Rouyn-Noranda, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la province.

Donné au bureau du Secrétaire de la province le vingt-deux avril 1954.

Le Sous-secrétaire de la province,
37121-o JEAN BRUCHÉSI.

(P.G. 10659-54)

Avis est donné que, sur la recommandation de l'Assistant-procureur général, l'honorable Secrétaire de la province a approuvé, le vingt-neuf avril 1954, les règlements du "Foyer Valin Inc.", et ce, conformément aux dispositions de l'article 225 de la Loi des compagnies de Québec.

Donné au bureau du Secrétaire de la province le premier mai 1954.

Le Sous-secrétaire de la province,
37127-o JEAN BRUCHÉSI.

(P.G. 2175-45)

DEBBIE MANUFACTURING COMPANY LIMITED

Règlement numéro 23

Attendu que la compagnie a cessé d'exercer son commerce sauf aux fins de ventilation de ses affaires et n'a pas de dettes, responsabilités ou obligations qui n'ont pas été payées ou pourvues.

Qu'il soit résolu:

Que l'actif de la compagnie soit distribué au pro rata entre les actionnaires.

Montréal, 22 avril 1954.

DEBBIE MANUFACTURING COMPANY LIMITED,
par Le Procureur de la compagnie,
37137 N. L. RAPPAPORT.

(Sec. P. 1504-49)

AVIS

(Loi des compagnies à fonds social étrangères)

Avis est, par les présentes, donné que par nouvelle procuration, exécutée le 9e jour de mars 1954, M. Robert Franklin Daily, gérant général, 300 boulevard Laurentien, Ville St-Laurent, province de Québec, a été nommé agent principal dans ladite Province de "Smith Kline & French Inter-American Corporation", une compagnie dûment autorisée à exercer son commerce dans cette Province, et que le bureau principal et place d'affaires de ladite corporation dans la Province est comme ci-devant à 300 boulevard Laurentien, Ville St-Laurent.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, ce quatrième jour de mai 1954.

Le Sous-secrétaire de la Province,
37141 JEAN BRUCHÉSI.

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the third copy of the original of the declaration of foundation of the cooperative syndicate "Rouyn-Noranda Area United Steelworkers Consumer's Cooperative", under date, April fifteenth 1954, whereof the head office is at Rouyn, in the County of Rouyn-Noranda, and that the said document has been filed in the archives of the department of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary, April twenty-second 1954.

JEAN BRUCHÉSI,
37121 Under Secretary of the Province.

(A.G. 10659-54)

Notice is hereby given that, upon the recommendation of the Deputy Attorney General, By-laws of "Foyer Valin Inc.", were approved by the Honourable the Provincial Secretary on April twenty-ninth, 1954, pursuant to the provisions of section 225 of the Quebec Companies' Act.

Given at the office of the Provincial Secretary this first day of May, 1954.

JEAN BRUCHÉSI,
37127 Under Secretary of the Province.

(A.G. 2175-45)

DEBBIE MANUFACTURING COMPANY LIMITED

By-law number 23

Whereas the Company has ceased to carry on business except for the purpose of winding-up its affairs and has no debts, liabilities, or obligations that have not been paid or provided for:

Be it resolved:

That the assets of the Company be distributed rateably among the Shareholders.

Montreal, April 22, 1954.

DEBBIE MANUFACTURING COMPANY LIMITED,
per N. L. RAPPAPORT,
37137-o Attorney for the Company.

(P. Sec. 1504-49)

NOTICE

(Extra-Provincial Companies Act)

Notice is hereby given that, by new power of attorney executed on the 9th day of March, 1954, Mr. Robert Franklin Daily, General Manager, 300 Laurentian Boulevard, Town of St. Laurent, Province of Quebec, was constituted Chief Agent in said Province of "Smith Kline & French Inter-American Corporation", a company duly licensed to carry on business in this Province, and that the principal office and place of business of the said Corporation in the Province is as heretofore 300 Laurentian Boulevard, in the Town of St. Laurent.

Given at the office of the Provincial Secretary, this fourth day of May, 1954.

JEAN BRUCHÉSI,
37141-o Under-Secretary of the Province.

Avis est par les présentes donné que l'honorable Secrétaire de la province a dûment reçu le troisième original de la déclaration de fondation du syndicat coopératif "Association Sportive de Saint-Juste-du-Lac", en date du dix avril 1954, dont le siège social est situé à Saint-Juste-du-Lac, dans le comté de Témiscouata, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la province.

Donné au bureau du Secrétaire de la province le vingt-deux avril 1954.

Le Sous-secrétaire de la province,
37138-o JEAN BRUCHÉSI.

(P.G. 49161-53)

FURENBOND BROKERS (MONTREAL) LTD.

Règlement 22

Que le nombre des directeurs de la compagnie soit, par les présentes, augmenté de trois à cinq.
Montréal, 4 février 1954

(Sceau) Le Secrétaire,
37140 JOHN LIBERMAN.

AVIS DE CHANGEMENT DE NOM

(Loi des syndicats professionnels)

Avis est donné que l'honorable Secrétaire de la province a autorisé, le vingt-sept avril 1954, le changement de nom du "Syndicat Professionnel des Institutrices Catholiques de la cité de Québec", dont la constitution, sous le nom original de "Syndicat Professionnel des Institutrices Catholiques de Québec", a été autorisée le 21 janvier 1938, et dont le siège social est situé à Québec, dans le district judiciaire de Québec, en celui de "Syndicat des Institutrices Catholiques de Québec", et ce, conformément aux dispositions de l'article 7 de la Loi des syndicats professionnels, S.R.Q., 1941, chapitre 162.

Donné au bureau du Secrétaire de la province le vingt-huit avril 1954.

Le Sous-secrétaire de la Province,
37142-o JEAN BRUCHÉSI.

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une société, sous le nom de "Syndicat National des Employés Municipaux de Port-Alfred", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de ses membres, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le vingt-neuf avril 1954.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à Port-Alfred, dans le comté de Chicoutimi.

Le Sous-secrétaire de la Province,
37143-o JEAN BRUCHÉSI.

(P.G. 8168-49)

SUPERIOR BRUSH MFG. CO.

Règlement N° 27

Que le nombre des directeurs de la compagnie soit, par les présentes, diminué de quatre à trois.
Montréal, 24 avril 1954.

(Sceau) Le Secrétaire,
37145 SAMUEL ENGELS.

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the third copy of the original of the declaration of foundation of the cooperative syndicate "Association Sportive de Saint-Juste-du-Lac", under date the tenth day of April, 1954, whereof the head office is at Saint-Juste-du-Lac, in the county of Témiscouata and the said document has been filed in the archives of the department of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary, this twenty-second day of April, 1954.

JEAN BRUCHÉSI,
37138 Under Secretary of the Province.

(A.G. 49161-53)

FURENBOND BROKERS (MONTREAL) LTD.

By-law 22

That the number of the Directors of the Company is hereby increased from three to five.
Montreal, February 4th, 1954.

(Seal) JOHN LIBERMAN,
37140-o Secretary.

NOTICE OF CHANGE OF NAME

(Professional Syndicates' Act)

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has authorized, on April twenty-seventh, 1954, the change of name of the "Syndicat Professionnel des Institutrices Catholiques de la Cité de Québec", whose constitution under the original name of "Syndicat Professionnel des Institutrices Catholiques de Québec", has been authorized on January 21, 1938, the head of which is situate at Quebec, in the judicial district of Quebec, into that of "Syndicat des Institutrices Catholiques de Québec", and such, pursuant to the provisions of section 7, of the Professional Syndicates' Act, R.S.Q., 1941, chapter 162.

Given at the office of the Provincial Secretary, April twenty-eighth, 1954.

JEAN BRUCHÉSI,
37142 Under Secretary of the Province.

NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

The formation of an association under the name of "Syndicat National des Employés Municipaux de Port-Alfred" for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of its members, has been authorized by the Provincial Secretary on April twenty-ninth, 1954.

The principal place of business of the said professional syndicate is at Port-Alfred, in the county of Chicoutimi.

JEAN BRUCHÉSI,
37143 Under Secretary of the Province.

(A.G. 8168-49)

SUPERIOR BRUSH MFG. CO.

By-Law N° 27

That the number of the Directors of the Company is hereby decreased from four to three.
Montreal, April 24th, 1954.

(Seal) SAMUEL ENGELS,
37145-o Secretary.

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une société, sous le nom de "Association des Garagistes et Détaillants de Gazoline du comté de Roberval", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de ses membres, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le vingt-cinq mars 1954.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à Dolbeau, dans le comté de Roberval.

Le Sous-secrétaire de la Province,
37151-o JEAN BRUCHÉSI

(P.G. 12592-52)

LES CASTORS D'AMOS

Extrait du Règlement N° 1 de la corporation ci-haut mentionnée, concernant l'augmentation du nombre de ses directeurs de trois (3) à treize (13):

"Bureau de Direction — 8. Nombre de Directeurs. Les affaires de la Corporation seront administrées par un bureau de direction composé de treize directeurs choisis et élus parmi les membres en règle de la Corporation à l'assemblée générale annuelle..."

Certifié copie conforme.

37152-o Le Secrétaire,
LUCIPPE HIVON.

(P.G. 8864-41)

C. P. OUMET SHOE COMPANY LIMITED

Règlement spécial numéro 58

Attendu que par les lettres patentes incorporant la compagnie, le nombre des directeurs a été fixé à trois;

Et attendu qu'il serait avantageux pour la compagnie d'augmenter le nombre des directeurs;

Pourquoi C. P. Oumet Shoe Co. Limited par ses directeurs décrète ce qui suit:

Que le nombre des directeurs de la Compagnie soit et est, par les présentes, augmenté de trois (3) à cinq (5).

Le Président,
(Signé) C.-PAUL OUMET.
La Secrétaire.

37154-o (Signé) Dame LAURETTE OUMET.

(P.G. 9257-49)

J. A. DROLET LTÉE

Règlement N° III

L'article 17 des règlements généraux de la compagnie, qui se lit comme suit:

"Article 17. Un bureau de trois (3) directeurs sera élu par les actionnaires à leur assemblée annuelle. Ils demeureront en charge jusqu'à l'assemblée générale annuelle suivante. Ils pourront être réélus."

est abrogé et remplacé par le suivant:

"Article 17. Un bureau de quatre (4) directeurs sera élu par les actionnaires à leur assemblée annuelle. Ils demeureront en charge jusqu'à l'assemblée générale annuelle suivante. Ils pourront être réélus."

Certifié vrai copie.

(Signé) La Secrétaire,
Mme JEANNETTE DUMONT DROLET
37155-o

NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

The formation of an association under the name of "Association des Garagistes et Détaillants de Gazoline du comté de Roberval", for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of its members, has been authorized by the Provincial Secretary on March twenty-fifth, 1954.

The principal place of business of the said professional syndicate is at Dolbeau, in the county of Roberval.

JEAN BRUCHÉSI,
37151 Under Secretary of the Province.

(A.G. 12592-52)

LES CASTORS D'AMOS

Excerpt from By-law No. 1 of the above-mentioned corporation, concerning the increasing of the number of directors from three (3) to thirteen (13):

"Board of Directors — 8. Number of Directors. The affairs of the Corporation shall be managed by a board of Directors composed of thirteen directors chosen and elected among bona fide members of the Corporation at the annual general meeting..."

Certified true copy.

37152 LUCIPPE HIVON,
Secretary.

(A.G. 8864-41)

C. P. OUMET SHOE COMPANY LIMITED

Special By-law number 58

Whereas according to the letters patent incorporating the Company, the number of directors has been fixed to three;

Whereas it would be in the interest of the company that the number of directors be increased;

Therefore, the directors of C. P. Oumet Shoe Co. Limited have decreed as follows:

That the number of directors of the Company be increased, and is hereby increased, from three (3) to five (5).

(Signed) C. PAUL OUMET,
President.

37154 (Signed) Dame LAURETTE OUMET,
Secretary.

(A.G. 9257-54)

J. A. DROLET LTÉE

By-law No. III

Article 17 of the Company's general By-laws which reads as follows:

"Article 17. A board of three (3) directors shall be elected by the shareholders at their annual meeting. They will remain in office until the following annual general meeting. They may be re-elected."

is repealed and replaced by the following:

"Article 17. A board of four (4) directors shall be elected by the shareholders at their annual meeting. They shall remain in office until the following annual general meeting. They may be re-elected."

Certified true copy.

(Signed) Mrs. JEANNETTE DUMONT DROLET,
37155 Secretary.

Avis est par les présentes donné que l'honorable Secrétaire de la Province a dûment reçu le troisième original de la déclaration de fondation du syndicat coopératif "Syndicat Coopératif de Transport de Dolbeau", en date du trois mai 1954, dont le siège social est situé à Dolbeau, dans le comté de Roberval, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la Province.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le cinq mai 1954.

Le Sous-secrétaire de la Province,
37156-o JEAN BRUCHÉSI.

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the third copy of the original of the declaration of foundation of the cooperative syndicate "Syndicat Coopératif de Transport de Dolbeau", under date the third day of May 1954, whereof the head office is at Dolbeau, in the County of Roberval, and that the said document has been filed in the archives of the department of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary, this fifth day of May 1954.

JEAN BRUCHÉSI,
37156 Under Secretary of the Province.

Chartes — Abandon de

AVIS

Avis est par les présentes donné que la "Compagnie de Terrains Vinet Ltée," s'adressera au Procureur Général de la province de Québec, pour obtenir l'autorisation d'abandonner sa charte.

Montréal, le 29 avril 1954.

Les Procureurs de la Compagnie,
37122-o BEAULIEU, GOUIN, BOURDON,
BEAULIEU & GASGRAIN.

(P.G. 2175-45)

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie "Debbie Manufacturing Limited," constituée en corporation par lettres patentes de la province de Québec, en date du 26 février 1945, demandera la permission d'abandonner sa charte.

Montréal, 22 avril 1954.

Le Procureur de Debbie,
37137 Manufacturing Company Limited"
N. L. RAPPAPORT.

Charters — Surrender of

NOTICE

Notice is hereby given that "The Company of Terrain Vinet Ltd", will make application to the Attorney General of the Province of Quebec for leave to surrender its charter.

Montreal, April 29th 1954.

37122-o BEAULIEU, GOUIN, BOURDON,
BEAULIEU & CASGRAIN,
Attorneys for the Company.

(A.G. 2175-45)

Notice is hereby given that "Debbie Manufacturing Company Limited," incorporated by letters patent, of the Province of Quebec, dated February 26, 1945, will make application for leave to surrender its Charter.

Montreal, April 22, 1954.

37137-o N. L. RAPPAPORT,
Attorney for Debbie
Manufacturing Company Limited.

AVIS

EDWARD H. HART LTD

Avis est, par les présentes, donné que "Edward H. Hart Ltd", une corporation constituée en vertu de la Loi des compagnies de Québec, et ayant son siège social en la cité de Montréal, s'adressera au Procureur général de la province de Québec pour obtenir la permission d'abandonner sa charte en vertu des dispositions de la Loi des compagnies de Québec.

Daté à Montréal, ce 12e jour d'avril 1954.

37133 Le Secrétaire,
J. A. HARRIS.

NOTICE

EDWARD H. HART LTD.

Notice is hereby given that "Edward H. Hart Ltd.", a corporation constituted under the Quebec Companies' Act and having its head office in the City of Montreal, will apply to the Attorney-General of the Province of Quebec for leave to surrender its charter under the provisions of the Quebec Companies' Act.

Dated at Montreal, this 12th day of April, 1954.

37133-o J. A. HARRIS,
Secretary.

AVIS

"Gaeb Ltd", donne par les présentes avis qu'elle demandera la permission d'abandonner sa charte conformément à la Loi des Compagnies de Québec.

Le Secrétaire,
GABRIELLE BOISCLAIR.

Bureau de:

Laurent Drouin, avocat,
10 ouest, rue St. Jacques, Montréal.
MARquette: 7754.

37161-o

NOTICE

"Gaeb Ltd", hereby gives notice that it will make application for leave to surrender its charter under the Quebec Companies Act.

GABRIELLE BOISCLAIR,
Secretary.

Office of:

Laurent Drouin, advocate,
10 St. James St. West, Montreal.
MARquette: 7754.

37161-o

Compagnie autorisée à faire des affaires

(Sec. P. 1197-54)

Avis est, par les présentes, donné que "Swedish American Line Agency Inc.", a été autorisée à exercer son commerce dans la province de Québec.

Les pouvoirs conférés à ladite compagnie par sa charte seront limités à ceux accordés aux corporations de même nature créées en vertu des lois de la province de Québec, et la compagnie sera sujette aux mêmes formalités telles que prescrites par les lois existantes de cette Province.

Son agent principal dans la Province aux fins de recevoir les assignations dans toute poursuite ou procédure intentée contre elle est M. Arnold Erickson, de la cité de Montréal.

Le bureau principal de la corporation dans cette Province est établi à 1255 Carré Phillips, en ladite cité de Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, ce quatrième jour de mai 1954.

Le Sous-secrétaire de la Province,
37117 JEAN BRUCHÉSI.

Company Licensed to do Business

(P. Sec. 1197-54)

Notice is hereby given that "Swedish American Line Agency Inc." has been licensed to carry on business in the Province of Quebec.

The powers conferred on the said Company by its charter shall be limited to those granted to corporations of like nature created in virtue of the laws of the Province of Quebec, and the Company shall be subject to the same formalities as prescribed by the existing laws of this Province.

Its chief agent in the Province for the purpose of receiving services in any suit or proceedings against it is Mr. Arnold Erickson, of the City of Montreal.

The principal office of the Corporation in the Province is to be established at 1255 Phillips Square, in the said City of Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary this fourth day of May, 1954.

JEAN BRUCHÉSI,
37117-o Under Secretary of the Province.

Compagnies dissoutes

(P. G. 10098-54)

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 276, article 26, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Cossette & Fils Inc.", constituée en corporation par lettres patentes en date du 14 novembre 1945.

Avis est de plus donné qu'à compter du premier mai 1954, ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général le trois mai 1954.

L'Assistant-procureur général,
37117-o L. DÉSILETS.

Companies Dissolved

(A. G. 10098-54)

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, section 26, chapter 276, R.S.Q., 1941, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General, has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Cossette & Fils Inc." incorporated by letters patent on November 14, 1945.

Notice is also hereby given that from and after May first, 1954, the said company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, May third, 1954.

L. DÉSILETS,
37117 Deputy Attorney General.

(P. G. 6923-53)

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 276, article 26, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Eastren Dunbrik de l'Est Inc.", constituée en corporation par lettres patentes en date du 30 mars 1950.

Avis est de plus donné qu'à compter du premier mai, 1954, ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général le trois mai 1954.

L'Assistant-procureur général,
37117-o L. DÉSILETS.

(A. G. 6923-53)

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, section 26, chapter 276, R.S.Q., 1941, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General, has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Eastren Dunbrik de l'Est Inc.", constituted as a corporation by letters patent dated the thirtieth day of March 1950.

Notice is also hereby given that from and after the May first 1954, the said company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, the third day of May 1954.

L. DÉSILETS,
37117 Deputy Attorney General.

(P. G. 10359-54)

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 276, article 26, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la

(A. G. 10359-54)

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, section 26, chapter 276, R.S.Q., 1941, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General, has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Langson

compagnie "Langson Holdings Corporation", constitué en corporation par lettres patentes en date du 8 avril 1947.

Avis est de plus donné qu'à compter du premier mai 1954, ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général le trois mai 1954.

L'Assistant-procureur général,
37117-o L. DÉSILETS.

(P. G. 49145-53)

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 276, article 26, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Le Textile de Beauport Limitée", constituée en corporation par lettres patentes en date du 24 août 1949.

Avis est de plus donné qu'à compter du premier mai 1954, ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général le trois mai 1954.

L'Assistant-procureur général,
37117-o L. DÉSILETS.

(P. G. 49173-53)

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 276, article 26, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Lopal Investments Limited", constituée en corporation par lettres patentes en date du 8 janvier 1952.

Avis est de plus donné qu'à compter du premier mai 1954, ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général le trois mai 1954.

L'Assistant-procureur général,
37117-o L. DÉSILETS.

(P. G. 42697-53)

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 276, article 26, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Melbrook Garment Incorporated", constituée en corporation par lettres patentes en date du 10 juillet 1936.

Avis est de plus donné qu'à compter du premier mai 1954, ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général le trois mai 1954.

L'Assistant-procureur général,
37117-o L. DÉSILETS.

(P. G. 51939-53)

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 276, article 26, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "M. Langlois Realities Ltd.", constituée en corporation par lettres patentes en date du 31 mai 1951.

Avis est de plus donné qu'à compter du premier mai 1954, ladite compagnie a été dissoute.

"Langson Holdings Corporation" constituted as a corporation by letters patent dated the eighth day of April 1947.

Notice is also hereby given that from and after May first 1954, the said company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, this third day of May 1954.

L. DÉSILETS,
37117 Deputy Attorney General.

(A. G. 49145-53)

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, section 26, chapter 276, R.S.Q., 1941, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General, has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Le Textile de Beauport Limitée", constituted as a corporation by letters patent dated August twenty-fourth 1949.

Notice is also hereby given that from and after the first day of May 1954, the said company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, this May third 1954.

L. DÉSILETS,
37117 Deputy Attorney General.

(A. G. 49173-53)

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, section 26, chapter 276, R.S.Q., 1941, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General, has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Lopal Investments Limited" incorporated by letters patent on January 8, 1952.

Notice is also hereby given that from and after May 1st, 1954, the said company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, May third, 1954.

L. DÉSILETS,
37117 Deputy Attorney General.

(A. G. 42697-53)

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, section 26, chapter 276, R.S.Q., 1941, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General, has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Melbrook Garment Incorporated" incorporated by letters patent on July 10, 1936.

Notice is also hereby given that from and after May 1st, 1954, the said company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, May third, 1954.

L. DÉSILETS,
37117 Deputy Attorney General.

(A. G. 51939-53)

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, section 26, chapter 276, R.S.Q., 1941, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General, has been pleased to accept the surrender of the charter of company "M. Langlois Realities Ltd." incorporated by letters patent on May 31, 1951.

Notice is also hereby given that from and after May 1st, 1954, the said company has been dissolved.

Daté du bureau du Procureur général le trois mai 1954.

L'Assistant-procureur général,
37117-o L. DÉSILETS.

(P. G. 50222-53)

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 276, article 26, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Notre Temps Limitée", constituée en corporation par lettres patentes en date du 12 décembre 1945.

Avis est de plus donné qu'à compter du premier mai 1954, ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général le trois mai 1954.

L'Assistant-procureur général,
37117-o L. DÉSILETS.

Dated at the office of the Attorney General, May third, 1954.

L. DÉSILETS,
37117 Deputy Attorney General.

(A. G. 50222-53)

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, section 26, chapter 276, R.S.Q., 1941, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General, has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Notre Temps Limitée" incorporated by letters patent dated the December twelfth 1945.

Notice is also hereby given that from and after May first 1954, the said company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, this third day of May 1954.

L. DÉSILETS,
37117 Deputy Attorney General.

Département des Affaires municipales

ANNEXION À LA CITÉ DE HULL

A qui les présentes peuvent concerner:

Avis est par les présentes donné que, par l'arrêté en conseil N° 448, du 29 avril 1954, et conformément aux dispositions de l'article 43 de la Loi des cités et villes (S.R.Q., 1941, chapitre 233, il a plu au Lieutenant-gouverneur en conseil d'approuver le règlement N° 559 du conseil municipal de la cité de Hull et de décréter que, à compter de la date de la publication du présent avis, le territoire mentionné au dit règlement et décrit ci-dessous est détaché de la municipalité de la partie sud du canton de Hull et annexé à la cité de Hull.

Ce territoire est le suivant: un territoire se composant des lots 6b et 6c, rang V, du cadastre officiel du canton de Hull et dont les limites sont: au sud: la ligne sud des lots 6b et 6c; à l'ouest, la ligne ouest des lots 6c et 6b; au nord: la ligne nord du lot 6b et à l'est: la ligne est du lot 6b.

Québec, ce 29 avril 1954.

Le Ministre des Affaires municipales,
37126-o YVES PRÉVOST.

ANNEXION TO THE CITY OF HULL

To whom these presents may concern:

Notice is hereby given that by Order in Council No. 448, dated April 29, 1954, and pursuant to the provisions of section 43 of the Cities and Towns Act (R.S.Q., 1941, chapter 233), His Honour the Lieutenant Governor in Council has been pleased to approve by-law No. 559 of the Municipal Council of the City of Hull, and to enact that, on and after the date of publication of this notice, the territory mentioned in said by-law, and hereinafter described, be detached from the municipality of the south part of the Township of Hull and annexed to the City of Hull.

This territory is as follows: an area including lots 6b, and 6c, Range V, of the official cadastre for the Township of Hull, of which the boundaries are: to the south: the south line of lots 6b and 6c; west: the west line of lots 6c and 6b; North: the north line of lot 6b and to the east: the east line of lot 6b.

Quebec, this April 29th, 1954.

YVES PRÉVOST,
37126 Minister of Municipal Affairs.

Département de l'Agriculture

Avis est donné, par les présentes, que le ministre de l'Agriculture a autorisé la formation d'un cercle agricole dans le comté de Gaspé Nord, sous le nom de cercle agricole de la mission de St-Pierre-aux-Liens, conformément à la loi des cercles agricoles, (S.R.Q. 1941, Chap. 118).

Daté du bureau du ministre, le 4 mai 1954.

Le Sous-ministre de l'Agriculture,
37149-o R. TRÉPANIER.

AVIS

Avis est par le présent donné qu'une société coopérative agricole a été constituée dans le comté des Îles-de-la-Madeleine, en vertu de la

Department of Agriculture

Notice is hereby given that the Honourable the Minister of Agriculture has authorized the formation of a Farmers' Club in the County of Gaspé North, under the name of Farmers Club of the Mission of St-Pierre-aux-Liens pursuant to the Farmers' Clubs Act. (R.S.Q. 1941, Chap. 118).

Dated at the Minister's office, the fourth day of May 1954.

R. TRÉPANIER,
37149 Deputy Minister of Agriculture.

NOTICE

Notice is hereby given that a Cooperative Agricultural Association has been incorporated in the county of the Magdalen Islands, under the

loi des sociétés coopératives agricoles (S.R. 1941, c. 120), sous le nom de "Société Coopérative Agricole de Amherst", et que son principal siège d'affaires est à Hâvre-Aubert.

Le ministre autorise la formation de cette société.

Québec, ce vingt-sixième jour d'avril 1954.

Le Sous-ministre de l'Agriculture,
37149-o RENÉ TRÉPANIER.

Cooperative Agricultural Associations Act (R.S. 1941, ch. 120), under the name of "Cooperative Agricultural Association of Amherst", and that the head office thereof is at Hâvre-Aubert.

The Minister authorizes the formation of this Association.

Quebec, April twenty-sixth, 1954.

37149 RENÉ TRÉPANIER,
Deputy Minister of Agriculture.

Département de l'Instruction publique

N° 1103-53.

Québec, le 21 avril 1954.

Demande est faite que le territoire ci-dessous décrit, qui n'est pas encore organisé au point de vue scolaire, soit annexé à la municipalité scolaire de Cadillac, dans le comté d'Abitibi-Est, savoir:

Dans le canton La Pause, les lots 32 à 38 inclusivement du rang I; 35 à 55 inclusivement du rang II et 35 à 59 inclusivement du rang III.

Dans le canton Bousquet, tous les lots compris dans la demie est des rangs VI et X inclusivement.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
37078-18-2-o O. J. DÉSAULNIERS.

N° 136-54.

Québec, le 21 avril 1954.

Demande est faite d'ériger en municipalité scolaire distincte, pour les contribuables catholiques seulement, sous le nom de "La municipalité scolaire de St-Thomas-Apôtre, dans le comté de Brôme", le territoire ci-dessous décrit qui sera détaché des municipalités scolaires de St-Etienne-de-Bolton, St-Cajetan-de-Potton et St-Austin, savoir:

Son territoire est renfermé dans les cantons de Bolton et de Potton et est décrit comme suit:
"Partant d'un point d'intersection de la rive est de la rivière Missisquoi, dans le canton de Bolton, avec la ligne de division des rangs VII et VIII dudit canton; de là en suivant cette dernière ligne dans une direction sud jusqu'à la ligne entre les lots primitifs 24 et 25; de ce point en direction est jusqu'à la ligne entre les rangs VIII et IX; de là vers le sud en suivant cette dernière ligne, traversant la ligne entre les cantons de Bolton et de Potton jusqu'à la ligne entre les lots 26 et 27 de ce dernier canton; de là vers le sud-est et l'est-nord en suivant cette dernière ligne jusqu'à la rive ouest du lac Memphremagog; de là en suivant ladite rive dans une direction générale sud jusqu'à la ligne entre les lots 21 et 22 du rang X; de là dans les directions ouest-sud ouest, nord-ouest et générale ouest en suivant cette ligne entre les lots 21 et 22, dans les rangs X, IX, VIII, VII, VI et V jusqu'à la ligne entre les rangs IV et V; de là dans une direction nord, cette dernière ligne jusqu'à la ligne entre les lots 24 et 25; de là vers l'ouest, cette même ligne jusqu'à la limite entre les cantons de Potton et de Sutton; puis en suivant cette ligne dans une direction nord jusqu'à la ligne entre les cantons de Bolton et de Potton; de là vers l'est en suivant cette ligne jusqu'à la ligne entre les rangs IV et V; puis dans une direction nord, dans le canton Bolton, en suivant la ligne entre les rangs IV et V jusqu'à la ligne entre les lots 17 et 18; de là dans une direction générale est en suivant cette ligne entre les lots 17 et 18 et traversant la rivière Missisquoi jusqu'à sa rive est; de là dans une direction générale nord-nord-est en suivant ladite rive est de cette rivière jusqu'au point de dé-

Department of Education

No. 1103-53.

Quebec, April 21, 1954.

Application is made that the territory herein-under described, which is not as yet organized for school purposes, be annexed to the School Municipality of Cadillac, in the County of Abitibi-Est, to wit:

In the Township of La Pause, lots 32 to 38 inclusive, Range I; 35 to 55 inclusive, Range II and 35 to 59 inclusive, Range III.

In the Township of Bousquet, all the lots included in the east half of Ranges VI and X inclusive.

37078-18-2 O. J. DÉSAULNIERS,
Superintendent of Education.

No. 136-54.

Quebec, April 21, 1954.

Application is made to erect into a separate school municipality, for Catholic ratepayers only, under the name of "The School Municipality of St-Thomas-Apôtre, in the County of Brôme", the territory here in under described which shall be detached from the school municipalities of St-Etienne-de-Bolton, St-Cajetan-de-Potton and St. Austin, to wit:

The said territory is included in the townships of Bolton and Potton and is described as follows:
"Commencing at a point of intersection of the east bank of the Missisquoi River, in the Township of Bolton, with the dividing line of Ranges VII and VIII of said township; thence along the latter line in a southerly direction as far as the line between original lots 24 and 25; from this point in an easterly direction as far as the line between Ranges VIII and IX; thence southwards along the latter line, crossing the line between the townships of Bolton and Potton as far as the line between lots 26 and 27 of the latter township; thence southeastwards and east-northwards along the latter line as far as the west bank of Lake Memphremagog; thence along the said bank in a southerly general direction as far as the line between lots 21 and 22, Range X; thence in a west-southwestwards and north-westwards, and generally westwards along said line between lots 21 and 22, in Ranges X, IX, VIII, VII, VI and V as far as the line between Ranges IV and V; thence in a northerly direction, the latter line as far as the line between lots 24 and 25; thence westwards, the said line as far as the boundary line between the townships of Potton and Sutton; thence following said line a northerly direction as far as the line between the townships of Bolton and Potton; thence eastwards, following said line as far as the line between Ranges IV and V; thence in a northerly direction, in the township of Bolton, following the line between Ranges IV and V as far as the line between lots 17 and 18; thence in a general easterly direction, along said line between lots 17 and 18; and crossing the Missisquoi River as far as its east bank; thence in a general north-northeasterly direction

part, soit sa rencontre avec la ligne entre les rangs VII et VIII du canton de Bolton.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
37079-18-2-o L. J. DESAULNIERS.

N° 157-54.

Québec, le 28 avril 1954.

ERRATUM

Dans l'avis publié dans la *Gazette Officielle de Québec*, des 24 avril et 1er mai 1954, concernant la municipalité scolaire protestante de Lac St-Louis, il faut lire dans la 18ème ligne du 2ème paragraphe, après les chiffres 320, les chiffres "321" au lieu de "313".

Le Surintendant de l'Instruction publique,
37123-o O. J. DESAULNIERS.

N° 1309-51.

Québec, le 28 avril 1954.

ERRATUM

Dans l'avis publié dans la *Gazette Officielle de Québec*, des 17 et 24 avril 1954, concernant la municipalité scolaire de St-Étienne-de-Languedoc, dans le comté d'Abitibi-Ouest, il faut changer le 3ème paragraphe par le suivant:

"31 à 62 des rangs II et III; 27 à 62 des rangs IV et V; 17 à 62 des rangs VI et VII et 28 à 62 des rangs VIII, IX et X".

Le Surintendant de l'Instruction publique,
37124-o O. J. DESAULNIERS.

N° 316-54.

Québec, le 28 avril 1954.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de la paroisse de Ste-Cécile-du-Bic, dans le comté de Rimouski, les lots 53 à 88 inclusivement du cadastre officiel de la Seigneurie du Bic, le lot 90 et la partie au sud de la rivière du Bic, des lots N° 92, 93, 124, 136, 140, 143, et 146 et toutes leurs subdivisions du même cadastre, pour les annexer à la municipalité scolaire du village du Bic, dans le même comté.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
37128-19-2-o O. J. DESAULNIERS.

N° 408-54.

Québec, le 28 avril 1954.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de Wright, dans le comté de Gatineau, les lots 1 à 13 inclusivement du rang "D" du canton de Wright, pour les annexer à la municipalité scolaire de Bouchette, dans le même comté.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
37129-19-2-o O. J. DESAULNIERS.

N° 1405-52.

Québec, le 28 avril 1954.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de Repentigny, dans le comté de l'Assomption, les lots 2 à 6 inclusivement du cadastre officiel de la paroisse de l'Assomption pour les annexer à la municipalité scolaire de la Ville de l'Assomption, dans le même comté.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
37130-19-2-o O. J. DESAULNIERS.

along the said east bank of said River, as far as the point of commencement, that is, its meeting point with the line between Ranges VII and VIII of the Township of Bolton.

O. J. DESAULNIERS,
37079-18-2 Superintendent of Education.

No. 157-54.

Quebec, April 28, 1954.

ERRATUM

In the notice published in the *Quebec Official Gazette* of April 24 and May 1st, 1954, concerning the protestant school municipality of Lake St. Louis, on the 18th line of paragraph 2, after number 320, one should read the figure "321" in lieu of "313".

O. J. DESAULNIERS,
37123 Superintendent of Education.

No. 1309-51.

Quebec, April 28, 1954.

ERRATUM

In the notice published in the *Quebec Official Gazette*, of April 17th and 24th, 1954, concerning the school municipality of St-Étienne-de-Languedoc, in the County of Abitibi-West, the 3rd paragraph should be changed as follows:

"31 to 62 of Ranges II and III; 27 to 62 of Ranges IV and V; 17 to 62 of Ranges VI and VII and 28 to 62 of Ranges VIII, IX and X".

O. J. DESAULNIERS,
37124 Superintendent of Education.

No. 316-54.

Quebec, April 28, 1954.

Application is made to detach from the school municipality of the parish of Ste-Cécile-du-Bic, in the county of Rimouski, lots 53 to 88 inclusively of the official cadastre of the Seigneurie du Bic, lot 90 and that part south of the Bic River, lots Nos 92, 93, 124, 136, 140, 143, and 146 and all their subdivisions of the same cadastre, to annex them to the school municipality of the village of Bic, in the same county.

O. J. DESAULNIERS,
37128-19-2 Superintendent of Education.

No. 408-54.

Quebec, April 28, 1954.

Application is made to detach from the school municipality of Wright, in the county of Gatineau lots 1 to 13 inclusively from range "D" of Wright township, to annex it to the school municipality of Bouchette, in the same county.

O. J. DESAULNIERS,
37129-19-2 Superintendent of Education.

No. 1405-52.

Quebec, April 28, 1954.

Application is made to detach from the school municipality of de Repentigny, in the county of "L'Assomption", lots 2 to 6 inclusively of the official cadastre of the parish of "L'Assomption" to annex them to the school municipality of the Town of "L'Assomption", in the same county.

O. J. DESAULNIERS,
37130-19-2 Superintendent of Education.

N° 462-52.

Québec, le 4 mai 1954.

Demande est faite de former une nouvelle municipalité scolaire distincte, sous le nom de "Ste-Jeanne-d'Arc, dans le comté de Drummond", qui comprendrait le territoire suivant, savoir:

1° Les lots suivants, tous inclusivement du canton Wickham savoir: 1 à 7 et la partie sud-est du lot 8 des rangs XII, XI, X et IX; 4 à 7 et la partie sud-est du lot 8 du rang VIII et la partie sud-est du lot 8 du rang VII qui seront détachés de la municipalité scolaire de Wickham-Ouest.

2° 23 à 28 des rangs XII, XI, X et IX du Canton de Durham qui seront détachés de la municipalité scolaire de St-Fulgence.

3° Les lots 1 à 7 du rang VII et 1, 2 et 3 du rang VIII du canton Wickham; 23 à 28 du rang VIII et 25 à 28 du rang VII du canton de Durham qui seront détachés de la municipalité scolaire de St-Pierre-de-Durham.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
37157-19-2-o

O. J. DESAULNIERS.

N° 228-54.

Québec, le 3 mai 1954.

Demande est faite que le territoire actuel de St-Paul-de-Chester, comté d'Arthabaska, soit annexé à celui de la municipalité scolaire de St-Paul-de-Chester village, dans le même comté.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
37158-19-2-o

O. J. DESAULNIERS.

N° 376-54.

Québec, le 4 mai 1954.

Demande est faite d'annexer à la municipalité scolaire de la Ville de Richmond, dans le comté de Richmond, pour les contribuables catholiques seulement, le territoire actuel des municipalités scolaires de Melbourne Canton et de Cleveland, dans le même comté.

Le territoire de la municipalité scolaire de la Ville de Richmond, après cette annexion, comprendra les lots suivants, tous inclusivement du canton de Melbourne; tous les lots des rangs I à VIII inclusivement, les lots suivants du cadastre officiel du canton de Cleveland, savoir: 10 à 28 des rangs IX, X et XI, 6 à 28 des rangs XII et XIII; 1 à 28 du rang XIV et les lots 1 à 14 du rang XV.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
37159-19-2-o

O. J. DESAULNIERS.

N° 613-53.

Québec, le 3 mai 1954.

ERRATUM

Dans l'avis publié dans la *Gazette Officielle de Québec*, des 10 et 17 avril 1954, concernant l'annexion de la municipalité scolaire de la paroisse de St-Jean, dans le comté de St-Jean, à celles de la Cité de St-Jean et de Notre-Dame-Auxiliatrice, il faut affectuer les corrections suivantes, savoir:

1° Dans la 4ème ligne du 1er paragraphe, après les mots "Jean" il faut ajouter les mots "dans le comté de St-Jean".

2° Après les mots "la ligne est des lots 92 et 93" dans la 34ème ligne du 2ème paragraphe, il faut lire le texte suivant: "jusqu'au côté nord de la voie d'évitement des chemins de fer Nationaux du Canada; de là vers l'ouest en longeant le côté nord de cette voie d'évitement

No. 462-52

Quebec, May 4, 1954.

Application is made to form a new separate school municipality under the name of "Ste-Jeanne-d'Arc, in the County of Drummond", which shall be comprised of the following territory, to wit:

1. The following lots, all inclusively of the township of Wickham, to wit: 1 to 7 and the southeast part of lot 8 of ranges XII, XI, X and IX; 4 to 7 and the southeast part of lot 8 of range VIII and the southeast part of lot 8 of range VII which shall be detached from the school municipality of Wickham-West.

2. 23 to 28 of ranges XII, XI, X and IX of the township of Durham which shall be detached from the school municipality of St. Fulgence.

3. Lots 1 to 7 of range VII and 1, 2 and 3 of range VIII of the township of Wickham; 23 to 28 of range VIII and 25 to 28 of range VII of the township of Durham which shall be detached from the school municipality of St-Pierre-de-Durham.

37157-19-2

O. J. DESAULNIERS,
Superintendent of Education.

No. 228-54

Quebec, May 3, 1954.

Application is made that the present territory of St-Paul-de-Chester, county of Arthabaska, be annexed to that of the school municipality of St-Paul-de-Chester Village, in the same county.

37158-19-2

O. J. DESAULNIERS,
Superintendent of Education.

No. 376-54.

Quebec, May 4, 1954.

Application is made to annex to the school municipality of the Town of Richmond, in the County of Richmond, for Catholic ratepayers only, the present territory of the school municipalities of Melbourne township and Cleveland, in the same County.

After said annexation, the territory of the school municipality of the Town of Richmond, will include the following lots, all inclusive, of the Township of Melbourne; all the lots of ranges I to VIII inclusive, all the following lots of the official cadastre of the Township of Cleveland, to wit: 10 to 28, of ranges IX, X and XI, 6 to 28, of ranges XII and XIII; 1 to 28 of range XIV and lots 1 to 14 of range XV.

37159-19-2

O. J. DESAULNIERS,
Superintendent of Education.

No. 613-53.

Quebec, May 3 1954.

ERRATUM

In the notice published in the *Quebec Official Gazette* of the 10th and 17th of April, 1954, concerning the annexation of the school municipality of the parish of St. John in the county of St. John, to those of the City of St. John and of Notre-Dame-Auxiliatrice, the following corrections must be made, to wit:

1. After the 4th line of the 1st paragraph, after the words "John" the words "in the county of St. John", must be added.

2. After the words "the east line of lots 92 and 93" in the 38th and 39th lines of the 2nd paragraph, the text must read as follows: "as far as the north side of the siding of the Canadian National Railways; thence, on the west, following the north side of this siding up to and in-

jusqu'à y compris le droit de passage des voies principales des chemins de fer Nationaux du Canada; de là vers le sud-est en longeant le côté sud-ouest du droit de passage des voies principales des chemins de fer Nationaux du Canada jusqu'à la ligne est du lot N° 97; de là vers le sud en longeant".

Ce texte remplace donc les 35, 36, 37, 38, 39, 40, 41, 42 et 43ème lignes dudit 2ème paragraphe de la version française.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
37160-o O. J. DESAULNIERS.

N° 157-54.

Québec, le 4 mai 1954.

ERRATUM

Dans l'avis publié dans la *Gazette officielle de Québec* des 24 avril et 1er mai 1954, aux pages 1418, 1419 et 1472, 1473 respectivement, concernant la municipalité scolaire protestante de Lac-St-Louis, il faut faire les corrections suivantes, savoir:

Dans la 5ème ligne (français et anglais) "les comtés de Beauharnois et Châteauguay"; dans la 15ème ligne (anglais et français) il faut lire "nord" au lieu de nord-est; dans la 21ème ligne (anglais) "same" au lieu de name; 32ème ligne (français) "335" remplace 334; 34ème ligne (anglais) "335" remplace 334; 35ème ligne (français) "sud-est" remplace sud-ouest; 37ème ligne (anglais) "southeast" remplace southwest; 50ème ligne (français) une virgule après beauharnois; enlever "de là"; 52ème ligne (anglais) une virgule après Beauharnois; 53ème ligne (anglais) enlever "thence" 54ème ligne (français) placer "93" après 92; 56ème ligne (anglais) placer "93" après 92; 75ème ligne (français) "nord-ouest" au lieu de nord-est; 102ème ligne, ajouter le mot "sud" après rive; 107ème ligne, ajouter le mot "south" avant le mot shore.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
37165-o O. J. DESAULNIERS.

N° 1121-50.

Québec, le 4 mai 1954.

ERRATUM

Dans l'avis publié dans la *Gazette officielle de Québec*, des 24 avril et 1er mai 1954, concernant la municipalité scolaire protestante de Mansfield, dans le comté de Pontiac, il faut changer les deux dernières lignes du 2ème paragraphe par les suivantes: "1 à 10 inclusivement des rangs V à XI inclusivement".

Le Surintendant de l'Instruction publique,
37166-o O. J. DESAULNIERS.

N° 439-54.

Québec, le 4 mai 1954.

Demande est faite que les lots 36 à 50 des rangs A et B de la Seigneurie du Lac Temiscouata, territoire non organisé au point de vue scolaire, soient annexés à la municipalité scolaire de St-Cyprien, dans le comté de Rivière du Loup.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
37167-19-2-o O. J. DESAULNIERS.

N° 358-54.

Québec, le 4 mai 1954.

Demande est faite que le territoire ci-dessous décrit soit détaché de la municipalité scolaire de St-Grégoire, dans le comté d'Iberville, en vue de former une nouvelle municipalité sco-

cluding the right of way of the main lines of the Canadian National Railways; thence, on the southeast, following the southwest side of the right-of-way of the main lines of the Canadian National Railways as far as the east line of lot No. 97; thence, on the south, following."

This text will, therefore, replace the 38th, 39th, 40th, 41st, 42nd, 43rd, 44th 45th and 46th lines of the said second paragraph, in the English version.

O. J. DESAULNIERS,
37160 Superintendent of Education.

No. 157-54.

Quebec, May 4, 1954.

ERRATUM

In the notice published in the *Quebec Official Gazette* on April 24, and May 1st, 1954, on pages 1418, 1419 and 1472, 1473 respectively, concerning the Protestant School Municipality of Lake-St-Louis, the following corrections must be made, to wit:

In the fifth line, (French and English versions) "the counties of Beauharnois and Châteauguay"; in the 15th line (English and French versions) on should read: "North" instead of Northeast; in the 21st line (English version) "same" instead of name; 32nd line (French version) "335" replaces 334; 34th line (English version) "335" replaces 334; 35th line (French) "Southeast" replaces southwest; 37th line (English version) "Southeast" replaces southwest; 50th line (French version) a comma after Beauharnois; delete "thence"; 52nd line (English version) a comma after Beauharnois; 53rd line (English version) delete "thence"; 54th line (French version) put "93" after 92; 56th line (English version) put "93" after 92; 75th line (French version) "Northwest" instead of northeast; 102nd line, add the word "South" after shore; 107th line, add the word "South" before the word shore, (English version).

O. J. DESAULNIERS,
37165 Superintendent of Education.

No. 1121-50.

Quebec, May 4, 1954.

ERRATUM

In the notice published in the *Quebec Official Gazette*, on April 24 and May 1st, 1954, concerning the Protestant School Municipality of Mansfield, in the county of Pontiac, the last two lines of the 2nd paragraph must be changed for the following: "1 to 10 inclusively of ranges V to XI inclusively".

O. J. DESAULNIERS,
37166 Superintendent of Education.

No. 439-54

Quebec, May 4, 1954.

Application is made that lots 36 to 50 of ranges A and B of the Seigniorie of Lake Temiscouata, territory unorganized for school purposes, be annexed to the school municipality of St-Cyprien, in the county of Rivière du Loup.

O. J. DESAULNIERS,
37167-19-2 Superintendent of Education.

No. 358-54

Quebec, May 4, 1954.

Application is made that the territory herebelow described be detached from the school municipality of St-Grégoire, in the county of Iberville, for the purpose of forming a new

laire distincte, sous le nom de "La municipalité scolaire du Village de St-Grégoire, dans le comté d'Iberville".

Cette future municipalité comprendra les lots suivants, tous inclusivement du cadastre officiel de la paroisse de St-Grégoire, savoir: 166, 175, à 224, 272 à partie du lot 320 décrite comme suit; la partie sud-ouest de ce lot bornée sur toute sa longueur du côté sud-ouest par le lot 319 et du côté nord-est par le reste du même lot 320, cette partie ayant une superficie totale de 30 arpents, la partie du lot N° 498 étant une partie du chemin de fer abandonné qui traversait les lots 180 à 224 inclusivement.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
37168-19-2-o O. J. DESAULNIERS.

N° 660-53.

Québec, le 4 mai 1954.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de St-Wilfrid-de-Barnston, dans le comté de Stanstead, les lots 13-C et 14-B du rang VI du canton de Barnston pour les annexer à la municipalité scolaire de Barnston, dans le même comté.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
37169-19-2-o O. J. DESAULNIERS.

N° 354-54.

Québec, le 4 mai 1954.

Demande est faite d'annexer le territoire actuel de la municipalité scolaire de Cameron, dans le comté de Gatineau, à celui de la municipalité scolaire de Bouchette, dans le même comté.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
37170-19-2-o O. J. DESAULNIERS.

N° 1075-51.

Québec, le 4 mai 1954.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire actuelle de Charlesbourg, dans le comté de Québec, le territoire ci-dessous décrit en vue de former une nouvelle municipalité scolaire distincte sous le nom de "La municipalité scolaire d'Orsainville, dans le comté de Québec".

Le territoire de cette future municipalité projetée est inclus dans le cadastre officiel de la paroisse de Charlesbourg, dans le comté de Québec, et comprend en référence audit cadastre, tous les lots et parties des lots renfermés dans les limites ci-dessous décrites, savoir:

"Partant du coin ouest du lot N° 102 du fief d'Orsainville et de là passant par les lignes et démarcations suivantes en continuité les unes des autres: dans une direction sud-est, la ligne sud-ouest dudit lot 102 et du lot 371-A jusqu'au coin sud dudit lot 371-A; dans une direction nord-est, la ligne sud-est des lots 371-A, 373-A, 394, 391, 660, 748, 749 et 750 jusqu'au coin sud-est dudit lot 750; de là vers le sud-est en suivant la ligne sud-ouest des lots 975, 976, 977, 978 et 979 du Bourg Royal jusqu'au coin sud dudit lot 979; de là vers le nord-est en suivant la ligne sud-est des lots 981-A, 981, 985, 986, 987, 990, 991 jusqu'au coin est dudit lot 991; de là dans une direction générale sud-est en suivant la ligne sud-ouest d'un chemin public jusqu'au coin sud dudit chemin, puis dans une direction nord-est en suivant la ligne sud-est dudit chemin jusqu'à son coin nord; de là dans une direction sud-est en suivant la ligne sud-ouest dudit chemin public jusqu'à un point vis à vis la ligne sud-est du lot 1049 de la commune de Bourg Royal; de là traversant ledit chemin et suivant dans une direction nord-est la ligne sud-est des lots 1049, 1050, 1051, 1052,

separate school municipality, under the name of "The School Municipality of the Village of St-Grégoire, in the county of Iberville".

This future municipality will be comprised of the following lots, all inclusively from the official cadastre of the parish of St-Grégoire, to wit: 166, 175 to 224, 272 to part of lot 320 described as follows; the southwest part of this lot bounded on all its length on the southwest side by lot 319 and on the northeast side by the rest of the same lot 320, this part having a total superficial area of 30 arpents, part of No. 498 being part of the abandoned railway which crossed lots 180 to 224 inclusively.

O. J. DESAULNIERS,
37168-19-2 Superintendent of Education.

No. 660-53

Quebec, May 4, 1954.

Application is made to detach from the school municipality of St. Wilfrid-de-Barnston, in the County of Stanstead, lots 13-C and 14-B of Range VI, of the Township of Barnston, in order to annex them to the school municipality of Barnston, same County.

O. J. DESAULNIERS,
37169-19-2 Superintendent of Education.

No. 354-54)

Quebec, May 4th, 1954.

Application is made to annex the territory actually covered by the school municipality of Cameron, in the County of Gatineau, to that of the school municipality of Bouchette, same county.

O. J. DESAULNIERS,
37170-19-2 Superintendent of Education.

No. 1075-51.

Quebec, May 4, 1954.

Application is made to detach from the existing school municipality of Charlesbourg, in the County of Quebec, the territory hereunder described in order to form an other separate school municipality under the name of "The School Municipality of d'Orsainville, in the County of Quebec".

The territory of the proposed municipality is included in the official cadastre of the Parish of Charlesbourg, in the County of Quebec, and comprises, with reference to the said cadastre, all lots and parts of lots included within the limits hereunder described, to wit:

"Starting from the west corner of lot No. 102 of the "fief d'Orsainville", and thence passing successively by the following boundary lines: in a southeasterly direction, the southwest line of said lot 102 and of lot 371-A as far as the south corner of said lot 371-A; in a northeasterly direction, the south-east line of lots 371-A, 373-A, 394, 391, 660, 748, 749 and 750, as far as the south-east corner of said lot 750; thence southeasterly following the south-west line of lots 975, 976, 977, 978 and 979 of Bourg Royal as far as the south corner of said lot 979; thence northeasterly along the south-east line of lots 981-A, 981, 985, 986, 987, 990, 991 as far as the east corner of said lot 991; thence in a general southeasterly direction along the south-west line of a public road, as far as the south corner of said road, then in a northeasterly direction along the south-east line of said road as far as the north corner; thence in a southeasterly direction along the south-west line of said public road as far as a point facing the south-east line of lot 1049 of the municipality of Bourg Royal; thence crossing the said road in a northeasterly direction along

1053, 1054, 1055, 1056, 1057, 1058, 1059 et 1060, jusqu'à l'extrémité est dudit lot 1060, tous de la commune du Bourg Royal; de là vers le nord-ouest et le nord-est en suivant la ligne nord-est et sud-est dudit lot 1060 jusqu'au coin est de ce même lot; de là vers le nord-ouest en suivant la ligne nord-est dudit lot 1060 dans la commune du Bourg Royal et des lots 1029, 1027, 1026, 1025, 1024, 1020, 1019, 1018, 1017, 1013, 1012, 1011, 1010, 1008, 947, 948, 949 et 950 du Bourg Royal, dans la même direction, la même ligne nord-est des lots 946, 898, 897 et 896 tous de la concession Bourg la Reine jusqu'au coin nord dudit lot 895; de là dans une direction sud-ouest, la ligne nord-ouest dudit lot 895 de la concession Bourg la Reine et des lots 894, 892, 891 et 890 du fief Bégon, jusqu'au coin ouest dudit lot 890; de là vers le sud-est, la ligne séparant les fiefs Bégon et de La Trinité jusqu'au coin est du lot 764 du fief de La Trinité; de là dans une direction sud-ouest en suivant la ligne sud-est dudit lot 764 jusqu'à son coin sud; de là vers le nord-ouest la ligne nord-est du lot 629 de la concession nord-est du domaine St-Pierre jusqu'au coin nord dudit lot 629; de là dans une direction sud-ouest la ligne nord-ouest dudit lot 629 jusqu'à sa rencontre avec le coin est du lot 628-A, de là vers le nord-ouest, la ligne nord-est du lot 628-A jusqu'à son coin nord; de là vers le sud-ouest la ligne nord-ouest dudit lot 628-A jusqu'à sa rencontre avec la ligne nord-est de la route nationale dans une direction nord-ouest, ladite ligne nord-est, cette route nationale jusqu'à un point vis-à-vis la ligne nord-ouest du lot 440 de la concession nord-ouest du domaine St-Pierre; de là traversant ladite route et suivant ladite ligne nord-ouest du lot 440 jusqu'à son coin ouest; de là dans une direction nord-ouest la ligne nord-est du lot 436 de la même concession jusqu'au coin nord dudit lot 436; dans une direction sud-ouest, la ligne nord-ouest dudit lot 436 jusqu'à son coin ouest; de là dans une direction nord-ouest, la ligne nord-est du lot 100 du fief d'Orsainville jusqu'à son coin nord; dans une direction sud-ouest, la ligne nord-ouest des lots 100, 101, 102 jusqu'au coin ouest dudit lot 102, point de départ."

Ce territoire ensemble avec les rues, ruelles, cours d'eau, emprises de chemins de fer ou parties d'iceux renfermées dans les limites ci-dessus décrites.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
37171-19-2-o O. J. DESAULNIERS.

the southeast line of lots 1049, 1050, 1051, 1052, 1053, 1054, 1055, 1056, 1057, 1058, 1059 and 1960, as far as the farthest point east of said lot 1060, all of the municipality of Bourg Royal; thence, northwestwards and northeastwards along the north-east and south-east lines of said lot 1060, as far as the east corner of this same lot; thence northwestwards along the north-east line of said lot 1060, in the municipality of Bourg Royal and that of lots 1029, 1027, 1026, 1025, 1024, 1020, 1019, 1018, 1017, 1013, 1012, 1011, 1010, 1008, 947, 948, 949 and 950 of Bourg Royal, same direction, the said north-east line of lots 946, 898, 897 and 896, all of the concession of Bourg la Reine as far as the north corner of said lot 895; thence southwestwardly, the north-west line of said lot 895 of the concession of Bourg la Reine, and of lots 894, 892, 891 and 890 of the "fief de Bégon", as far as the west corner of said lot 890; thence southeasterly, the dividing line between the "fief de Bégon" and of La Trinité, as far as the east corner of lot 764 of the "fief of La Trinité"; thence southwestwardly along the south-east line of said lot 764 as far as the south corner; thence northwestwardly, the north-east line of lot 629 of the north-east concession of the Domaine St-Pierre, as far as the north corner of said lot 629; thence southwestwardly, the north-west line of said lot 629 as far as its intersect with the east corner of lot 628-A, thence northwestwardly, the north-east line of lot 628-A as far as the north corner of said lot; thence southwestwardly, the north-west line of said lot 628-A as far as its intersect with the north-east line of the national highway in a north-west direction, the said north-east line, the said national highway as far as a point facing the north-west line of lot 440 of the north-west concession of Domaine St-Pierre; thence crossing the said highway along the said north-west line of lot 440 as far as the west corner; thence northwestwardly, the north-east line of lot 436 of the same concession as far as the north corner of said lot 436 as far as the west corner; thence northwestwardly, the north-east line of lot 100 of the "fief d'Orsainville" as far as the north corner; southeasterly, the north-west line of lots 100, 101, 102 as far as the west corner of said lot 102, the starting point."

This territory, together with streets, lanes, streams, railroad sidings, or parts thereof, included within the limits hereinabove described.

O. J. DESAULNIERS,
Superintendent of Education.

Département des Terres et Forêts

Department of Lands and Forests

AVIS

Cadastre officielle de la paroisse de Ste-Catherine (maintenant partie de la Ville du Lac-St-Joseph) division d'enregistrement de Portneuf.

Avis est par la présente donné que les lots 860-214 à 860-237, 860-580 à 860-590 sont annulés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 25 mars 1954.

Le Département des Terres et Forêts,
Service du Cadastre,
Le Sous-ministre,
AVILA BÉDARD.

37118-o

NOTICE

Official Cadastre of the parish of Ste. Catherine (now part of the Town of Lac St-Joseph) Registration Division of Portneuf.

Notice is hereby given that lots 860-214 to 860-237, 860-580 to 860-590 are cancelled in virtue of Article 2174A of the civil Code.

Quebec, March the 25th 1954.

Department of Lands and Forests,
Cadastral Branch,
AVILA BÉDARD,
Deputy Minister.

37118-o

AVIS

Cadastre officiel de la paroisse de Sainte-Foy
division d'enregistrement de Québec.

Avis est par la présente donné que les lots
381-68 à 381-74 et 381-80 à 381-86 sont annulés
en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 8 avril 1954.

Le Département des Terres et Forêts,
Service du Cadastre,
Le Sous-ministre,
AVILA BÉDARD.

37118-o

NOTICE

Official Cadastre of the parish of Sainte-Foy
Registration division of Québec.

Notice is hereby given that lots 381-68 to
381-74 and 381-80 to 381-86 are cancelled in
virtue of Article 2174A of the civil Code.

Québec, April 8, 1954.

Department of Lands and Forests,
Cadastral Branch,
AVILA BÉDARD,
Deputy Minister.

37118-o

AVIS

Cadastre officiel de la paroisse de St-Laurent
(maintenant ville St-Laurent) division d'en-
registrement de Montréal.

Avis est par la présente donné que les lots
239-1, 239-2 et 239-5 sont annulés en vertu de
l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 27 avril 1954.

Le Département des Terres et Forêts,
Service du Cadastre,
Le Sous-ministre,
AVILA BÉDARD.

37118-o

NOTICE

Official Cadastre of the parish of St. Laurent
(now town of St. Laurent) registration division
of Montreal.

Notice is hereby given that lots 239-1, 239-2
and 239-5 are cancelled in virtue of Article
2174A of the civil Code.

Québec, April the 27th, 1954.

Department of Lands and Forests,
Cadastral Branch,
AVILA BÉDARD,
Deputy Minister.

37118-o

AVIS

Cadastre officiel de la ville (maintenant cité) de
Chicoutimi, division d'enregistrement de Chi-
coutimi.

Avis est par la présente donné que les lots
685-2 et 685-3 sont annulés en vertu de l'article
2174A du Code civil.

Québec, le 27 avril 1954.

Le Département des Terres et Forêts,
Service du Cadastre,
Le Sous-ministre,
AVILA BÉDARD.

37118-o

NOTICE

Official cadastre of the town (Now city) of Chi-
coutimi, registration division of Chicoutimi.

Notice is hereby given that lots 685-2 and 685-3
are cancelled in virtue of Article 2174A of the civil
Code.

Québec, April the 27th, 1954.

Department of Lands and Forests,
Cadastral Branch,
AVILA BÉDARD,
Deputy Minister.

37118-o

AVIS

Cadastre officiel de la paroisse de Laprairie, divi-
sion d'enregistrement de Laprairie.

Avis est par la présente donné que les parties
du lot 79 sont annulées en vertu de l'article 2174A
du Code civil.

Québec, le 27 avril 1954.

Le Département des Terres et Forêts,
Service du Cadastre,
Le Sous-ministre,
AVILA BÉDARD.

37118-o

NOTICE

Official cadastre of the parish of Laprairie, regis-
tration division of Laprairie.

Notice is hereby given that parts of lot 79 are
cancelled in virtue of Article 2174A of the civil
Code.

Québec, April the 27th, 1954.

Department of Lands and Forests,
Cadastral Branch,
AVILA BÉDARD,
Deputy Minister.

37118-o

AVIS

Cadastre officiel de la paroisse de Sainte-Foy,
division d'enregistrement de Québec.

Avis est par la présente donné que les lots
131-16 à 131-18, 133-2A, 133-2B sont annulés et
les lots 133-3 à 133-5 sont corrigés en vertu de
l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 3 avril 1954.

Le Département des Terres et Forêts,
Service du Cadastre,
Le Sous-ministre,
AVILA BÉDARD.

37118-o

NOTICE

Official cadastre of the parish of Ste. Foy, regis-
tration division of Québec.

Notice is hereby given that lots 131-16 to
131-18, 133-2A, 133-2B are cancelled and lots
133-3 to 133-5 are corrected in virtue of Article
2174A of the civil Code.

Québec, April 3, 1954.

Department of Lands and Forests,
Cadastral Branch,
AVILA BÉDARD,
Deputy Minister.

37118-o

Département du Travail

Department of Labour

ERRATUM

L'arrêté en conseil N° 392, du 14 avril 1954, modifiant le décret relatif aux métiers de l'imprimerie dans l'Île de Montréal et le territoire compris dans un rayon de cent (100) milles de ses limites, est corrigé comme suit:

A la page 1462, dans la version française, les mots "pour de tels apprentis. La Commission d'Apprentissage" doivent être ajoutés après les "Commission d'Apprentissage".

37136-X-o

ERRATUM

Order in Council No. 392, of April 14th, 1954, amending the decree relating to the printing trades in the Island of Montreal and the territory comprised in a radius of one hundred (100) miles from its limits, is corrected as follows:

On page 1462, in the French version, the words "pour de tels apprentis. La Commission d'Apprentissage" shall be added after the words "Commission d'Apprentissage".

37136-X-o

AVIS D'APPROBATION DE RÈGLEMENTS

NOTICE OF APPROVAL OF BY-LAWS

L'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis, par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (S.R.Q. 1941, chapitre 163 et amendements), que, par l'arrêté en conseil numéro 420-E du 29 avril 1954, certains règlements spéciaux du Comité conjoint des coiffeurs ont été approuvés et ajoutés à la constitution et aux règlements généraux dudit Comité, déjà approuvés par l'arrêté en conseil numéro 190-E du 11 mars 1954.

En vertu de la Loi, les dispositions suivantes desdits règlements spéciaux ont été déclarées obligatoires:

"17° *Certificat de qualification:*

Conformément à l'article 25 de la Loi de la convention collective (S.R.Q. 1941, chapitre 163 et amendements), le Comité paritaire rend le certificat de qualification obligatoire pour toute personne assujettie au décret numéro 44 du 14 janvier 1954 et ses amendements, exécutant tout travail de coiffeur pour hommes et de coiffeur pour dames.

19° *Tenue du registre:*

Conformément au paragraphe "g" de l'article 20 de la Loi, le Comité paritaire rend obligatoire pour tout employeur professionnel régi par le décret numéro 44 du 14 janvier 1954 et ses amendements, la tenue d'un registre où sont indiqués les nom, prénoms et adresse de chaque salarié à son emploi, sa qualification ou classification, l'heure précise à laquelle le travail a été commencé a été interrompu, repris et achevé chaque jour, la nature de tel travail, les recettes provenant de son travail, le salaire et la commission payés avec mention du mode et de l'époque du paiement, ainsi que tous autres renseignements jugés utiles à l'application du décret.

20° *Rapport mensuel:*

Conformément au paragraphe "h" de l'article 20 de la Loi, le Comité paritaire oblige tout employeur professionnel régi par le décret numéro 44 du 14 janvier 1954 et ses amendements à lui transmettre, le ou avant le dixième jour de chaque mois, un rapport mensuel par écrit, pour le mois précédent, signé par lui-même ou par une personne responsable à son emploi, sur lequel doivent être indiqués les nom, prénoms et adresse de chaque salarié à son emploi, sa qualification, le nombre d'heures de travail effectuées chaque semaine, la nature de ce travail, le salaire et la commission payés ainsi que le montant des recettes enregistrées chaque semaine par ledit salarié.

L'employeur professionnel peut obtenir du Comité paritaire les formules nécessaires pour la préparation dudit rapport.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 8 mai 1954.

37136-o

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163 and amendments), that, by Order in Council No. 420-E of April 29, 1954, special by-laws of the Joint Committee of Hairdressers of Quebec have been approved and added to the constitution and general by-laws of the said Committee, already approved by Order in Council No. 190-E of March 11, 1954.

In pursuance of the Act, the following provisions of the said special by-laws have been rendered obligatory:

"17. *Certificate of competency:*

Pursuant to section 25 of the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163 and amendments), the Parity Committee renders the certificate of competency obligatory for all persons governed by the decree No. 44 of January 14, 1954, as amended, performing any kind of men's or ladies' hairdressing work.

19. *Keeping of a register:*

Pursuant to subsection "g" of section 20 of the Act, the Parity Committee renders obligatory for every professional employer governed by the decree No. 44 of January 14, 1954, as amended, the keeping of a register giving the name in full and address of all employees in his employ, their competency or classification, the exact time at which work was begun, interrupted, resumed and ceased each day, the nature of such work, the receipts from the work, the wages and commission paid, with mention of the method and period of payment, including all other information deemed useful in the enforcement of the decree.

20. *Monthly report:*

Pursuant to subsection "h" of section 20 of the Act, the Parity Committee obliges every professional employer governed by the decree No. 44 of January 14, 1954, as amended, to submit to it, on or before the 10th of each month, a monthly report in writing, covering the preceding month, signed by himself or by an authorized person in his employ, giving the name in full and address of all employees in his employ, their competency, the number of hours worked each week, the nature of such work, the wages and commission paid, as well as the receipts made each week by the said employees.

Professional employers may obtain from the Parity Committee the forms required to make such reports.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy-Minister of Labour.

Department of Labour,
Québec, May 8, 1954.

37136-o

AVIS DE PRÉLÈVEMENT

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis par les présentes que le Comité paritaire du commerce de détail de Chicoutimi, établi en exécution du décret numéro 996 du 2 octobre 1952, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 420 du 29 avril 1954, section "C", le tout d'accord avec les dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), à prélever des cotisations des employeurs professionnels, des artisans et des salariés assujettis audit décret, suivant la méthode et le taux ci-après mentionnés:

1. Cotisation

La période de cotisation s'étend du 1er mai 1954 au 1er mai 1955; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné:

a) Les employeurs professionnels régis par ledit décret numéro 996 doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% de leur liste de paye pour les salariés assujettis audit décret.

b) Les artisans régis par ledit décret numéro 996 doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% du salaire moyen de \$50.00 par semaine pour les hommes et \$30.00 par semaine pour les femmes.

c) Les salariés régis par ledit décret numéro 996 doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% de leur rémunération.

2. Mode de perception

En vue de faciliter la perception de ces cotisations, le Comité paritaire met à la disposition des employeurs professionnels des formules de rapport sur lesquelles doivent être indiqués tous les renseignements exigés par ledit Comité paritaire. L'employeur professionnel doit compléter son rapport, le signer et le faire parvenir au Comité paritaire à chaque mois.

L'employeur professionnel doit percevoir à la fin de chaque semaine, au nom du Comité, le prélèvement imposé à ses salariés, au moyen d'une retenue sur le salaire de ces derniers.

L'employeur professionnel doit transmettre son rapport mensuel au Comité paritaire le ou avant le 10 du mois suivant la date d'expiration de la période pour laquelle il est exigible; ledit rapport doit être accompagné de la cotisation de l'employeur professionnel et des sommes payables au Comité paritaire par ses salariés. Le comité a le pouvoir d'exiger l'assermentation dudit rapport chaque fois qu'il le juge à propos.

Le prélèvement imposé par le présent règlement est payable mensuellement par l'employeur professionnel, l'artisan et le salarié, sans mise en demeure au préalable.

Sur refus d'un employeur professionnel ou d'un artisan de payer ou de donner les renseignements nécessaires, un avis de cinq (5) jours lui sera donné pour remplir ses obligations envers le Comité paritaire.

3. Rapport financier

D'accord avec la Loi de la convention collective, le Comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au Ministre du Travail, aux dates fixes suivantes: 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre.

Ci-annexé, un état des recettes et des déboursés prévus du Comité paritaire du Commerce de Détail de Chicoutimi, pour la période comprise entre le 1er mai 1954 et le 1er mai 1955.

NOTICE OF LEVY

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S. Q., 1941, chapter 163 and amendments), that the Comité paritaire du Commerce de Détail de Chicoutimi, formed under decree number 996 of October 2, 1952, has been authorized by a by-law approved by Order in Council number 420 of April 29, 1954, Part "C", to levy assessments upon the professional employers, the artisans and the employees governed by the said decree according to the method and rate hereafter described:

1. Assessments

The period of levy extends from May 1st, 1954 to May 1st 1955; the levy shall be laid as follows:

a) Professional employers governed by the said decree, number 996, shall pay to the Parity Committee an amount equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of their payroll for employees governed by the said decree.

b) Artisans governed by the said decree, number 996, shall pay to the Parity Committee an amount equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of the average remuneration of \$50.00 per week for men and \$30.00 per week for women.

c) Employees governed by the said decree, number 996, shall pay to the Parity Committee an amount equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of their remuneration.

2. Mode of collection

In order to facilitate the collection of these assessments, the Parity Committee provides the professional employers with report forms on which all particulars required by the Parity Committee shall be given. The professional employer shall complete and sign his report and forward it to the Parity Committee every month.

The professional employer shall collect, at the end of each week, in the name of the Committee, the assessments of his employees by means of a deduction from the latter's pay.

The professional employer shall forward his monthly report to the Parity Committee on or before the 10th of the month following the date of expiration of the period for which it is required; the said report shall be sent together with the assessments of the professional employer and those of his employees. The Committee has the right to exact sworn reports when deemed advisable.

The assessments imposed by the present by-law are payable every month by the professional employer, the artisan and the employee, without notice.

Should a professional employer or an artisan refuse to pay or to give the necessary information, he will be given five days' notice to fulfil his obligations towards the Parity Committee.

3. Financial report

Pursuant to the Collective Agreement Act, the Parity Committee shall submit a quarterly report of its financial operations to the Minister of Labour on the following dates: March 31, June 30, September 30 and December 31.

Hereto annexed is an estimate of the receipts and disbursements of the Comité paritaire du Commerce de Détail de Chicoutimi for the period between May 1st, 1954 and May 1st, 1955.

LE COMITÉ PARITAIRE DU COMMERCE DE DÉTAIL
DE CHICOUTIMI
Siège social: Chicoutimi

État des recettes et des déboursés probables pour la période comprise entre le 1er mai 1954 et le 1er mai 1955.

<i>Recettes:</i>	
Cotisations (½ de 1%):	
Employeurs professionnels.....	\$ 4,984.00
Salariés.....	4,984.00
Artisans.....	892.00
	\$10,860.00

<i>Déboursés:</i>	
Salaire du secrétaire-gérant.....	\$ 3,120.00
Frais de déplacement et d'inspection.....	1,960.00
Loyer du bureau.....	420.00
Frais légaux.....	490.00
Papeterie.....	285.00
Impression, timbres, téléphone et télégrammes.....	235.00
Entretien du bureau.....	210.00
Aide professionnelle.....	2,665.00
Divers et imprévus.....	1,475.00
	\$10,860.00

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 8 mai 1954. 37136-o

AVIS DE PRÉLÈVEMENT

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis par les présentes que le Comité conjoint de l'Industrie de la Construction de Québec, établi en exécution du décret numéro 760 du 30 juin 1953, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté-en-conseil numéro 419 du 29 avril 1954, section "B", le tout conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 163 et amendements), à prélever des cotisations des employeurs professionnels et des salariés assujettis audit décret, suivant la méthode et le taux ci-après mentionnés:

1. *Cotisation*

La période de cotisation s'étend du 1er mai 1954 au 30 avril 1955; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné:

a) Tous les employeurs professionnels de l'Industrie de la construction assujettis au décret numéro 760 doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à ½ de 1% de la liste des salaires, bonis, allocations, qu'ils versent à leurs salariés régis par ledit décret, sauf les gérants, surintendants et employés de bureau.

b) Tous les salariés régis par ledit décret numéro 760 sauf les gérants, les surintendants et les employés de bureau, sont tenus de verser au Comité paritaire une cotisation équivalente à ½ de 1% de leurs salaires, bonis et allocations.

2. *Mode de perception*

Tous les employeurs professionnels de l'Industrie de la Construction régis par ledit décret, doivent percevoir pour le Comité paritaire, les cotisations imposées aux salariés, à même le salaire qu'ils sont tenus de payer à ceux-ci.

Les employeurs professionnels régis par ledit décret doivent transmettre au Comité paritaire

LE COMITÉ PARITAIRE DU COMMERCE
DE DÉTAIL DE CHICOUTIMI
Head Office: Chicoutimi

Estimate of receipts and disbursements for the period between May 1st, 1954, and May 1st, 1955.

<i>Receipts:</i>	
Assessments (½ of 1%):	
Professional employers.....	\$ 4,984.00
Employees.....	4,984.00
Artisans.....	892.00
	\$10,860.00

<i>Disbursements:</i>	
Secretary-managers' salary.....	\$ 3,120.00
Inspection and travelling expenses.....	1,960.00
Office rent.....	420.00
Legal fees.....	490.00
Stationery.....	285.00
Printing, stamps, telephone and telegrams.....	235.00
Office upkeep.....	210.00
Professional assistance.....	2,665.00
Various and unforeseen expenses.....	1,475.00
	\$10,860.00

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, May 8, 1954. 37136-o

NOTICE OF LEVY

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice that the Joint Committee of the Construction Industry of Quebec, established under decree number 760 of June 30, 1953, has been authorized by a by-law approved by Order-in-Council number 419 of April 29, 1954, part "B", in conformity with the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 163 and amendments), to levy assessments upon the professional employers and the employees governed by the said decree according to the method and rate hereinafter mentioned:

1. *Assessments*

The period of levy extends from May 1st 1954 to April 30, 1955; such levy is laid in the following manner:

a) All professional employers of the construction industry governed by the decree No. 760 shall pay to the Parity Committee a sum equal to ½ of 1% of the wages, bonuses and allowances which they pay to their employees governed by the said decree, excepting managers, superintendents and office employees.

b) All employees governed by the decree No. 760, excepting managers, superintendents and office employees, shall pay to the Parity Committee an assessment equal to ½ of 1% of their wages, bonuses and allowances.

2. *Mode of collection*

All professional employers of the construction industry governed by the said decree shall collect for the Parity Committee the assessments owed by employees, from the wages payable to them.

The professional employers governed by the said decree shall forward to the Parity Commit-

un rapport mensuel accompagné de leurs propres cotisations et des sommes perçues de leurs salariés; ce rapport doit être transmis au Comité paritaire au plus tard le 10 du mois suivant le mois pour lequel il est exigible.

Conséquemment, les cotisations de mai sont payables le 10 juin et ainsi de suite de mois en mois.

3. Rapport financier

D'accord avec la Loi de la convention collective, le Comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au Ministre du Travail, aux dates fixes suivantes: 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre.

Ci-annexé, un état des recettes et des déboursés prévus par le Comité conjoint de l'Industrie de la Construction de Québec, pour la période comprise entre le 1er mai 1954 et le 30 avril 1955.

COMITÉ CONJOINT DE L'INDUSTRIE DE LA CONSTRUCTION DE QUÉBEC

État des recettes et des déboursés probables pour la période comprise entre le 1er mai 1954 et le 30 avril 1955.

<i>Recettes:</i>	
Cotisations (½ de 1%):	
Employeurs professionnels.....	\$ 45,000.00
Salariés.....	45,000.00
	\$ 90,000.00

<i>Déboursés:</i>	
<i>Salaires:</i>	
Secrétaire et employés de bureau.....	16,276.00
Inspecteurs et vérificateurs (7).....	25,116.00
Dépenses de bureau.....	3,500.00
Inspection, voyages.....	6,400.00
Jetons de présence.....	2,750.00
Frais de déplacement.....	5,000.00
Bureau d'Examineurs.....	6,400.00
Frais légaux.....	1,500.00
Divers et imprévus.....	2,500.00
Vérifications des livres.....	150.00
Subvention, Commission d'Apprentissage.....	50,000.00
	\$119,592.00

Note: L'excédent des déboursés sur les recettes au montant de \$29,592.00 sera comblé à même la réserve de fonds du comité.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 8 mai 1954. 37136-0

AVIS DE PRÉLEVEMENT

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail donne avis par les présentes, que le Comité paritaire des métiers de la construction du district de Hull, établi en exécution du décret numéro 1254, du 10 novembre 1949, et chargé par l'arrêté en conseil numéro 1355, du 1er décembre 1949, section "C", de l'application du décret 749, du 27 mai 1948 et amendements, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 420 du 29 avril 1954, section "A" le tout, d'accord avec les dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 163 et amen-

tee a monthly report, together with their own assessments and the sums collected from the employees; such report shall be sent to the Parity Committee no later than the 10th day of the month following that for which it is exigible.

For instance, the assessments for the month of May are payable on June 10, and so on, from month to month.

3. Financial report

Pursuant to the Collective Agreement Act, the Parity Committee shall submit to the Minister of Labour a quarterly report of its financial activities on the following dates: March 31, June 30, September 30 and December 31.

Hereto annexed is an estimate of the receipts and disbursements of the Joint Committee of the Construction Industry of Quebec for the period between May 1st, 1954 and April 30, 1955.

JOINT COMMITTEE OF THE CONSTRUCTION INDUSTRY OF QUEBEC

Estimate of the receipts and disbursements for the period between May 1st, 1954 and April 30, 1955.

<i>Receipts:</i>	
Assessments (½ of 1%):	
Professional employers.....	\$ 45,000.00
Employees.....	45,000.00
	\$ 90,000.00

<i>Disbursements:</i>	
<i>Salaries:</i>	
Secretary and office employees.....	\$ 16,276.00
Inspectors and controllers (7).....	25,116.00
Office expenses.....	3,500.00
Inspection, travelling expenses.....	6,400.00
Attendance fees.....	2,750.00
Travelling expenses.....	5,000.00
Board of Examiners.....	6,400.00
Legal fees.....	1,500.00
Miscellaneous, and unforeseen expenses.....	2,500.00
Audition.....	150.00
Subvention to Apprenticeship Commission.....	\$ 50,000.00
	\$119,592.00

Note: The excess of disbursements over the receipts amounting to \$29,592.00 will be covered by the reserve fund of the Committee.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, May 8, 1954. 37136-0

NOTICE OF LEVY

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice that the Parity Committee for the Building Trades of the District of Hull, formed under decree No. 1254 of November 10, 1949, and entrusted by Order in Council number 1355 of December 1, 1949, part "C", with the enforcement of decree number 749 of May 27, 1948, and amendments, has been authorized by a by-law approved by Order in Council No. 420 of April 29, 1954, part "A", in conformity with the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163, and amendments), to levy assessments upon the pro-

dements), à prélever des cotisations des employeurs professionnels, des artisans et des salariés assujettis audit décret numéro 749, et amendements suivant la méthode et le taux ci-après mentionnés:

1. Cotisation

Le période de cotisation s'étend du 1er mai 1954 au 30 avril 1955; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné:

a) Les employeurs professionnels assujettis audit décret numéro 749 du 27 mai 1948 et amendements, doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% des salaires fixes et des pourcentages payés à leurs salariés des métiers régis par ledit décret.

b) Les artisans assujettis audit décret numéro 749 et amendements doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% du salaire établi pour le salarié compagnon le moins rémunéré, selon leur métier.

c) Les salariés régis par ledit décret numéro 749 et amendements doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% de leurs salaires fixes et pourcentages.

2. Mode de perception

En vue de faciliter la perception de ces cotisations, le Comité paritaire met à la disposition des employeurs professionnels, des formules de rapport sur lesquelles doivent être indiqués les heures de travail, l'arce et perçu au cours de la semaine et les sommes versées au Comité paritaire.

L'employeur professionnel doit voir à ce que ces rapports soient remplis et retournés au Comité paritaire tous les mois.

L'employeur professionnel doit percevoir, à la fin de chaque semaine, à même le salaire de chacun de ses salariés, les sommes qui reviennent au Comité paritaire et en faire remise audit comité en même temps que sa propre cotisation.

Le rapport de l'employeur professionnel doit être signé avant d'être adressé au Comité paritaire. Ce comité a le pouvoir d'exiger l'assermentation dudit rapport chaque fois qu'il le juge à propos.

Le rapport, accompagné des cotisations, doit être adressé au Comité paritaire au plus tard le 10 du mois suivant le mois pour lequel il est exigible.

3. Rapport financier

D'accord avec les dispositions de la Loi de la convention collective, le Comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au Ministre du Travail, aux dates fixes suivantes: 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre.

Ci-annexé, un état des recettes et des déboursés prévus du Comité paritaire des Métiers de la Construction du district de Hull, pour l'administration du décret numéro 749, du 27 mai 1948 et ses amendements, pour la période se terminant le 30 avril 1955.

LE COMITÉ PARITAIRE DES MÉTIERS DE LA CONSTRUCTION DU DISTRICT DE HULL

État des recettes et des déboursés probables pour la période se terminant le 30 avril 1955.

Comprenant l'administration du décret numéro 749 du 27 mai 1948 et ses amendements.

Recettes:

Prélèvement à recevoir des emplo-

professional employers, the artisans and the employees governed by the said decree number 749, and amendments, according to the method and rate hereinafter mentioned.

1. Assessments

The period of levy shall extend from May 1, 1954, to April 30, 1955, and apply as follows:

a) The professional employers governed by the decree No. 749 of May 27, 1948, and amendments, shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of the regular wages and of the percentages paid to their employees of the trades governed by the decree.

b) The artisans governed by the decree No. 749 and amendments shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of the lowest wages fixed for journeymen, according to their trade.

c) The employees governed by the decree No. 749 and amendments shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of their regular wages and of the percentages received.

2. Mode of collection

In order to facilitate the collection of these assessments, the Parity Committee shall supply the professional employers with report forms indicating the hours of labour, the money collected during the week and the sums sent to the Parity Committee.

The professional employer shall see to it that the reports be made and sent to the Parity Committee every month.

The professional employer shall collect, at the end of each week, from the wages of each one of his employees, the sums owed to the Parity Committee and forward same to the said Committee together with his own assessments.

The report of the professional employer shall be signed before it is sent to the Parity Committee. The committee has the right to exact sworn reports when deemed advisable.

The report, together with the assessments, shall be sent to the Parity Committee on or before the 10th day of the month following that for which it is requireable.

3. Financial report

Pursuant to the Collective Agreement Act, the Parity Committee shall submit to the Minister of Labour a quarterly report covering its financial operations, on the following dates: March 31, June 30, September 30 and December 31.

Hereto annexed is an estimate of the receipts and disbursements of the Parity Committee for the Building Trades of the District of Hull, for the administration of the decree number 749 of May 27, 1948, and its amendments, for the period ending April 30, 1955.

THE PARITY COMMITTEE FOR THE BUILDING TRADES OF THE DISTRICT OF HULL

Estimate of the receipts and disbursements for the period ending April 30, 1955.

In respect of the administration of decree number 749 of May 27, 1948, and its amendments.

Receipts:

Assessments of professional emplo-

yeurs professionnels, des salariés et des artisans, assujettis au décret numéro 749 du 27 mai 1948 et ses amendements.....	\$2,000.00	yers, employees and artisans governed by the decree number 749 of May 27, 1948, and its amendments.....	\$2,000.00
<i>Déboursés:</i>		<i>Disbursements:</i>	
Déboursés prévus pour l'administration du décret numéro 749 du 27 mai 1948 et ses amendements, comprenant les services d'inspection, la tenue des livres et autres dépenses nécessaires.....	1,600.00	Probable disbursements for the administration of decree number 749 of May 27, 1948, and its amendments, including inspection services, book-keeping and other necessary administration expenses.....	1,600.00
Subvention à la Commission d'Apprentissage des Métiers du Bâtiment et du Génie de Hull, pour aider aux cours de plomberie et de chauffage enseignés à cette école.....	400.00	Subvention to the Apprenticeship Commission of the Building and Engineering Construction Trades of Hull to help classes in plumbing and heating trades given at the school.....	400.00
	<u>\$2,000.00</u>		<u>\$2,000.00</u>
Le Sous-ministre du Travail, GÉRARD TREMBLAY.		GÉRARD TREMBLAY, Deputy Minister of Labour.	
Ministère du Travail, Québec, le 8 mai 1954.	37136-o	Department of Labour, Quebec, May 8, 1954.	37136-o

AVIS DE PRÉLÈVEMENT

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis par les présentes, que le Comité conjoint du commerce des taverniers de Québec, établi en exécution du décret numéro 695, du 7 mai 1938, et amendements, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 420 du 29 avril 1954, section "D" le tout d'accord avec les dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), à prélever des cotisations des employeurs professionnels et des salariés assujettis audit décret suivant la méthode et le taux ci-après mentionnés;

1. Cotisation

La période de cotisation s'étend du 1er mai 1954 au 1er mai 1955; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné:

a) Les employeurs professionnels régis par le décret numéro 695 du 7 mai 1938 et amendements doivent verser au Comité paritaire, une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% de la liste des salaires, bonis et allocations qu'ils versent à leurs salariés régis par ledit décret.

b) Les salariés régis par ledit décret numéro 695 et amendements doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% de leurs salaires, bonis et allocations.

2. Mode de perception

En vue de faciliter la perception de ces cotisations, le Comité paritaire met à la disposition des employeurs professionnels, des formules de rapport sur lesquelles doivent être indiqués les nom, prénoms et adresse de chaque salarié à leur emploi, sa qualification, le nombre d'heures de travail régulières et supplémentaires effectuées par lui chaque semaine, la nature de ce travail et le salaire payé.

L'employeur professionnel doit voir à ce que ces rapports soient dûment remplis, signés et transmis au Comité paritaire à chaque mois.

L'employeur professionnel doit percevoir à la fin de chaque semaine à même le salaire de chacun de ses salariés les sommes qui reviennent au Comité paritaire et les transmettre audit Comité mensuellement, en même temps que sa propre cotisation.

NOTICE OF LEVY

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice that the Tavern Keepers Joint Committee for Quebec, formed under decree number 695 of May 7, 1938 and amendments, has been authorized by a by-law approved by Order in Council number 420 of April 29, 1954, part "D", in conformity with the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 163 and amendments), to levy assessments upon the professional employers and the employees governed by the said decree, according to the method and rate hereinafter mentioned.

1. Assessments

The period of levy extends from May 1st, 1954 to May 1st 1955; it is laid as follows:

a) The professional employers governed by the decree No. 695 of May 7, 1938, and amendments, shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of the regular wages and the bonuses and allocations paid to their employees governed by the said decree.

b) The employees governed by the said decree No. 695 and amendments, shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of their wages, bonuses and allocations.

2. Mode of collection

In order to facilitate the collection of these assessments, the Parity Committee shall supply the professional employers with report forms on which the following shall be indicated: the name in full and address of every employee in their employ, his qualification, the number of regular and overtime hours worked each week, the nature of such work and the wages paid.

The professional employer shall have the forms be filed in, signed and sent to the Parity Committee every month.

The professional employer shall collect, at the end of each week, from the wages of every one of his employees, the sums owed to the Parity Committee and forward them to the said Committee every month, together with his own assessments.

Le rapport mensuel de l'employeur professionnel, accompagné des cotisations du mois courant, doit être transmis au Comité paritaire pas plus tard que le 10 du mois suivant; conséquemment, le rapport du mois de mai doit être transmis pour le 10 juin et ainsi de suite, de mois en mois.

The monthly report of the professional employer, together with the assessments for the current month, shall be sent to the Parity Committee no later than the 10th day of the following month. Consequently, the report for the month of May shall be sent for June 10, and so forth, from month to month.

3. Rapport financier

D'accord avec les dispositions de la Loi de la convention collective le Comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au Ministre du Travail aux dates fixes suivantes: 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre.

Ci-annexé, un état des recettes et des déboursés prévus par le Comité conjoint du Commerce des Taverniers de Québec, pour la période comprise entre le 1er mai 1954 et le 1er mai 1955.

COMITÉ CONJOINT DU COMMERCE DES Taverniers de Québec

État des recettes et des déboursés probables pour la période comprise entre le 1er mai 1954 et le 1er mai 1955.

Recettes:

Cotisations ($\frac{1}{2}$ de 1%):

Employeurs professionnels.....	\$2,000.00
Salariés.....	2,000.00
	\$4,000.00

Déboursés:

Salaires:

Secrétaire.....	1,664.00
Sténographe.....	260.00
Inspecteur.....	1,144.00
Vérification des livres.....	100.00
Administration (loyer du bureau), téléphone, dépenses de voyage, ameublement, papeterie, etc.....	832.00
	\$4,000.00

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 8 mai 1954. 37136-o

AVIS DE PRÉLÈVEMENT

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis par les présentes, que le Comité paritaire des métiers de la construction des comtés de St-Hyacinthe, Bagot et Rouville, établi en exécution du décret numéro 2678, du 12 juillet 1940 et amendements, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 419 du 29 avril 1954 (section "C"), le tout, d'accord avec les dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 163 et amendements), à prélever des cotisations des employeurs professionnels, des artisans et des salariés assujettis audit décret, suivant la méthode et le taux ci-après mentionnés:

1. Cotisation

La période de cotisation s'étend du 1er mai 1954 au 30 avril 1955; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné:

a) Les employeurs professionnels régis par le décret numéro 2678 et amendements doivent

3. Financial report

Pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act, the Parity Committee shall submit to the Minister of Labour a quarterly report covering its financial activities on the following dates: March 31, June 30, September 30, December 31.

Hereto annexed is an estimate of the receipts and disbursements of the Tavern Keepers Joint Committee for Quebec for the period between May 1st, 1954 and May 1st 1955.

THE TAVERN KEEPERS JOINT COMMITTEE FOR QUEBEC

Estimate of the receipts and disbursements for the period between May 1st, 1954 and May 1st, 1955.

Receipts:

Assessments ($\frac{1}{2}$ of 1%):

Professional employers.....	\$2,000.00
Employees.....	2,000.00
	\$4,000.00

Disbursements:

Salary Secretary.....	1,664.00
Stenographer.....	260.00
Inspector.....	1,144.00
Audition.....	100.00
Administration (rent of office telephone, travelling expenses, furniture, stationery, etc).....	832.00
	\$4,000.00

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, May 8, 1954. 37136-o

NOTICE OF LEVY

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice that the Building Trades Parity Committee of St-Hyacinthe, Bagot and Rouville Counties, formed under decree number 2678, of July 12, 1940, and amendments, has been authorized by a by-law approved by Order in Council number 419 of April 29, 1954, (section "C"), pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163 and amendments), to collect levies from the professional employers, the artisans and the employees subject to the said decree, according to the method and rate hereinafter mentioned:

1. Levy

The period of levy shall extend from the 1st of May 1954, to the 30th of April 1955 and apply as hereinafter mentioned:

a) Professional employers governed by the decree No. 2678, as amended, shall pay to the

verser au Comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% des salaires fixes, bonis et pourcentages payés à leurs salariés des métiers visés par le décret.

b) Les artisans assujettis audit décret numéro 2678 et amendements doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% du salaire établi dans le décret pour le compagnon dans leur propre métier.

c) Les salariés assujettis audit décret numéro 2678 et amendements doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% de leur salaire fixe, pourcentage et boni.

2. Mode de perception

En vue de faciliter la perception de ces cotisations le Comité paritaire met des formules de rapport à la disposition des employeurs professionnels. L'employeur professionnel doit voir à ce que ces rapports soient remplis et retournés au Comité paritaire à chaque mois.

L'employeur professionnel doit percevoir à la fin de chaque semaine, à même le salaire de chacun de ses salariés, les sommes qui reviennent au Comité paritaire et les faire parvenir audit comité en même temps que sa propre cotisation.

Le rapport de l'employeur professionnel, accompagné des cotisations doit être signé et adressé au Comité paritaire le ou avant le 5 de chaque mois. Le Comité paritaire a le droit et le pouvoir d'exiger l'assèmentation dudit rapport chaque fois qu'il le juge à propos.

3. Rapport financier

D'accord avec les dispositions de la Loi de la convention collective, le Comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au Ministre du Travail aux dates fixes suivantes: 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre.

Ci-annexé, un état des recettes et des déboursés prévus du Comité paritaire des Métiers de la Construction pour les comtés de Saint-Hyacinthe, Bagot et Rouville, pour la période comprise entre le 1er mai 1954 et le 30 avril 1955.

LE COMITÉ PARITAIRE DES MÉTIERS DE LA CONSTRUCTION POUR LES COMTÉS DE SAINT-HYACINTHE, BAGOT ET ROUVILLE

État des recettes et des déboursés probables pour la période comprise entre le 1er mai 1954 et le 30 avril 1955.

<i>Recettes:</i>	
Cotisations ($\frac{1}{2}$ de 1%):	
Employeurs professionnels.....	\$7,500.00
Salariés.....	7,500.00
Artisans.....	570.00
Certificats de qualification.....	150.00
Divers.....	40.00
	\$15,760.00

<i>Déboursés:</i>	
Salaires et frais d'inspection.....	12,980.00
Loyer.....	420.00
Taxes, électricité, téléphone, poste...	180.00
Impression, papeterie, accessoires de bureau.....	100.00
Bureau des Examineurs.....	450.00
Frais judiciaires et professionnels....	100.00
Vérification des livres.....	80.00
Jetons de présence et frais de déplacement.....	1,250.00

Parity Committee a sum equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of the regular wages, bonuses and percentages paid to their employees of the trades governed by the decree.

b) All artisans subject to the decree No. 2678, as amended, shall also pay to the Parity Committee $\frac{1}{2}$ of 1% of the lowest wages fixed for journeymen of their own trade.

c) Employees governed by the said decree No. 2678, as amended, shall pay to the Parity Committee a sum equivalent of $\frac{1}{2}$ of 1% of their regular wages, percentages and bonuses.

2. Mode of collection

In order to facilitate the collection of these levies, the Parity Committee shall supply the professional employers with report forms. The professional employer shall have these report forms filled in and sent to the parity Committee every month.

The professional employer shall collect at the end of each week, from the wages of every one of his employees, the sums owed to the Parity Committee and forward same to the said Committee together with his own levies.

The report of every professional employer, together with the levies, must be signed and sent to the Parity Committee on or before the 5th day of each month. The Parity Committee has the right to exact sworn reports when it deems it advisable.

3. Financial report

Pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act, the Parity Committee shall submit a quarterly report of its financial operations to the Minister of Labour, on the following dates: March 31, June 30, September 30 and December 31.

An estimate of the receipts and disbursements of the Building Trades Parity Committee of St. Hyacinthe, Bagot and Rouville counties for the period comprised between May 1st, 1954, and April 30th, 1955 is annexed thereto.

BUDGET OF THE BUILDING TRADES PARITY COMMITTEE OF ST. HYACINTHE, BAGOT AND ROUVILLE COUNTIES

from May 1st, 1954, to April 30th, 1955

<i>Probable receipts:</i>	
Assessments ($\frac{1}{2}$ of 1%):	
Professional employers.....	\$7,500.00
Employees.....	7,500.00
Artisans.....	570.00
Certificates of competency.....	150.00
Miscellaneous.....	40.00
	15,760.00

<i>Probable expenses:</i>	
Salaries and inspection expenses.....	12,980.00
Rent.....	420.00
Taxes, telephone, electricity and postage.....	180.00
Printed matters, stationery, office equipment.....	100.00
Board of examiners.....	450.00
Judicial and professional fees.....	100.00
Auditing.....	80.00
Attendance fees and travelling expenses.....	1,250.00

Divers et imprévus.....	200.00	Miscellaneous and unforeseen ex- penses.....	200.00
	\$15,760.00		15,760.00

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 8 mai 1954. 37136-o

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, May 8, 1954. 37136-o

AVIS DE PRÉLÈVEMENT

L'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la Convention Collective (S.R.Q., 1941, chapitre 163 et amendements), que le Comité conjoint de la Construction de Rimouski, établi en exécution du décret N° 802 du 8 juillet 1953, a été autorisé par l'arrêté en Conseil N° 420-B du 29 avril 1954, à prélever des cotisations des employeurs professionnels et des salariés assujettis audit décret de la façon suivante:

1. Cotisation

La période de cotisation s'étend du 30 avril 1954 au 30 avril 1955; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné:

a) Les employeurs professionnels assujettis audit décret numéro 802, doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% de leur liste de paye pour les salariés assujettis audit décret.

b) Les salariés assujettis audit décret numéro 802 doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% de leur rémunération.

2. Mode de perception

En vue de faciliter la perception de ces cotisations, le Comité paritaire met à la disposition des employeurs professionnels des formules de rapport sur lesquelles doivent être indiqués tous les renseignements exigés par ledit Comité paritaire. L'employeur professionnel doit compléter son rapport, le signer et le faire parvenir au Comité paritaire à chaque mois.

L'employeur professionnel doit percevoir, à la fin de chaque semaine, au nom du Comité, le prélèvement imposé à ses salariés, au moyen d'une retenue sur le salaire de ces derniers.

L'employeur professionnel doit transmettre son rapport mensuel au Comité paritaire le ou avant le 10 du mois suivant la date d'expiration de la période pour laquelle il est exigible; ledit rapport doit être accompagné de la cotisation de l'employeur professionnel et des sommes payables au Comité paritaire par ses salariés. Le Comité a le pouvoir d'exiger l'assèmentation dudit rapport chaque fois qu'il le juge à propos.

Le prélèvement imposé par le présent règlement est payable mensuellement par l'employeur professionnel et le salarié, sans mise en demeure au préalable.

Sur refus d'un employeur professionnel de donner les renseignements nécessaires, un avis de cinq (5) jours lui sera donné pour remplir ses obligations envers le Comité paritaire.

3. Rapport financier

D'accord avec la Loi de la convention collective, le Comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au Ministre du Travail aux dates fixes suivantes: 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre.

NOTICE OF LEVY

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q., 1941, chapter 163 and amendments), that the Construction Joint Committee of Rimouski, formed under decree No. 802 of July 8, 1953, has been authorized by Order-in-Council No. 420-B of April 29, 1954, to levy assessments upon the professional employers and the employees governed by the said decree, as follows:

1. Assessments

The period of levy extends from April 30, 1954 to April 30, 1955; it is laid as follows:

a) Professional employers governed by the said decree, No. 802, shall pay to the Parity Committee an amount equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of their payroll for employees governed by the said decree.

b) Employees governed by the said decree, No. 802, shall pay to the Parity Committee an amount equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of their remuneration.

2. Mode of collection

In order to facilitate the collection of these assessments the Parity Committee supplies the professional employers with report forms on which shall be given particulars required by the said Parity Committee. Professional employers shall complete their report, sign and forward it to the Parity Committee every month.

Professional employers shall collect, at the end of each week, in the name of the Committee the assessments of their employees by means of a deduction from their pay.

Professional employers shall forward their monthly report to the Parity Committee on or before the 10th day of the month following the date of expiration of the period for which it is requirable; the report shall be sent together with assessments of professional employers and the sums payable to the Parity Committee by their employees. The Committee has the right to exact sworn reports when deemed advisable.

The levy laid under the present by-law is payable every month by the professional employer and the employee without notice.

Should a professional employer refuse to give the necessary information, he will be given five days' notice to fulfil his obligations towards the Parity Committee.

3. Financial report

In pursuance of the Collective Agreement Act, the Parity Committee shall submit to the Minister of Labour a quarterly report of its financial operations on the following dates: March 31, June 30, September 30 and December 31.

Ci-annexé, un état des recettes et des déboursés prévus du Comité conjoint de la Construction de Rimouski pour la période comprise entre le 30 avril 1954 et le 30 avril 1955.

COMITÉ CONJOINT DE LA CONSTRUCTION
DE RIMOUSKI

État des recettes et des déboursés probables pour la période comprise entre le 30 avril 1954 et le 30 avril 1955.

Recettes:

Cotisations ($\frac{1}{2}$ de 1%):	
Employeurs professionnels.....	\$4,600.00
Salariés.....	4,600.00
Honoraires d'examen.....	300.00
	\$9,500.00

Déboursés:

Salaires:	
Inspecteur.....	\$2,780.00
Sténo dactylo.....	1,250.00
Administration.....	400.00
Jetons de présence.....	540.00
Téléphone et télégramme.....	200.00
Frais de déplacement.....	2,055.00
Loyer.....	500.00
Papeterie, timbres et dépense de bureau.....	450.00
Frais légaux.....	400.00
Vérification.....	200.00
Ameublement de bureau.....	650.00
Assurance chômage.....	75.00
	\$9,500.00

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 8 mai 1954. 37136-o

AVIS DE PRÉLÈVEMENT

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis par les présentes, que le Comité paritaire des Employés de Commerce et de Bureau région du Lac Saint-Jean, établi en exécution du décret numéro 810, du 10 mars 1945, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 419, du 29, avril 1954, section "A", le tout, d'accord avec les dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), à prélever les cotisations des employeurs professionnels, des artisans et des salariés assujettis audit décret, suivant la méthode et le taux ci-après mentionnés:

1. Cotisation

La période de cotisation s'étend du 3 mai 1954 au 31 décembre 1954; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné:

a) Les employeurs professionnels régis par le décret numéro 810 doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% de leurs listes de paye.

b) Les artisans régis par le décret numéro 810 doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% du salaire établi dans ledit décret pour le salarié le moins rémunéré, suivant leur emploi.

c) Les salariés régis par le décret numéro 810 doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% de leur rémunération.

Hereto annexed is an estimate of the receipts and disbursements of the Construction Joint Committee of Rimouski for the period between April 30, 1954, and April 30, 1955.

CONSTRUCTION JOINT COMMITTEE
OF RIMOUSKI

Estimate of the receipts and disbursements for the period between April 30, 1954, and April 30, 1955.

Receipts:

Assessments ($\frac{1}{2}$ of 1%):	
Professional employers.....	\$4,600.00
Employees.....	4,600.00
Examination fees.....	300.00
	\$9,500.00

Disbursements:

Salaries:	
Inspector.....	\$2,780.00
Stenographer.....	1,250.00
Administration.....	400.00
Meeting expenses.....	540.00
Telephone and telegrams.....	200.00
Travelling expenses.....	2,055.00
Rent.....	500.00
Stationery, postage and office expenses.....	450.00
Legal fees.....	400.00
Audition.....	200.00
Office furniture.....	650.00
Unemployment insurance.....	75.00
	\$9,500.00

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, May 8, 1954. 37136-o

NOTICE OF LEVY

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice that the Parity Committee of Commerce and Office Employees, Lake St. John District formed under decree No. 810, of March 10, 1945, has been authorized by a by-law approved by Order in Council No. 419 of April 29, 1954, part "A", in conformity with the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163 and amendments), to levy assessments from the professional employers, the artisans and the employees governed by the said decree, according to the method and rate hereinafter mentioned.

1. Assessments

The period of levy extends from May 3, 1954 to December 31, 1954, and applies as follows:

a) Professional employers governed by the decree No. 810 shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of their payroll.

b) Artisans governed by the decree No. 810 shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of the lowest wages established in the said decree for journeymen according to their occupation.

c) Employees governed by the decree No. 810 shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of their remuneration.

2. Mode de perception

En vue de faciliter la perception de ces cotisations, le Comité paritaire met à la disposition des employeurs professionnels des formules de rapport sur lesquelles doivent être indiqués les noms et adresses de leurs salariés, leurs fonctions, leurs années de service, les heures de travail, l'argent perçu au cours de la semaine et les sommes versées au Comité paritaire. L'employeur professionnel doit voir à ce que ces rapports soient remplis et retournés au Comité paritaire à tous les mois.

L'employeur professionnel doit percevoir à la fin de chaque semaine, à même le salaire de chacun de ses salariés, les sommes qui reviennent au Comité paritaire.

Le rapport de l'employeur professionnel doit être signé avant d'être adressé au Comité paritaire. Ce comité a le pouvoir d'exiger l'assermentation dudit rapport chaque fois qu'il le juge à propos.

Le rapport accompagné des cotisations doit être adressé au Comité paritaire le ou avant le 10 de chaque mois.

3. Rapport financier

Selon les termes de la Loi de la convention collective, le Comité paritaire doit transmettre un rapport trimestriel de ses opérations financières au Ministre du Travail, aux dates fixes suivantes: 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre.

Ci-annexé, un état des recettes et des déboursés prévus par le Comité paritaire des Employés de Commerce et de Bureau, région du Lac-St-Jean, pour la période comprise entre le 3 mai 1954 et le 31 décembre 1954.

COMITÉ PARITAIRE DES EMPLOYÉS DE COMMERCE ET DE BUREAU RÉGION DU LAC ST-JEAN

État des recettes et des déboursés probables pour la période comprise entre le 1er mai 1954 et le 31 décembre 1954.

Recettes:	
Cotisations (½ de 1%):	
Employeurs professionnels.....	\$5,000.00
Salariés.....	5,000.00
Artisans.....	400.00
	<u>\$10,400.00</u>

Déboursés:	
Salaires.....	4,000.00
Frais de déplacement.....	1,500.00
Administration.....	1,000.00
Loyer et téléphone.....	1,000.00
Frais légaux.....	400.00
Vérification.....	100.00
Papeterie.....	250.00
Taxes.....	25.00
Assurances.....	25.00
Frais de déplacement des délégués..	500.00
Jetons de présence.....	1,000.00
Timbres, assurance-chômage et divers	600.00
	<u>\$10,400.00</u>

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 8 mai 1954. 37136-o

2. Mode of collection

In order to facilitate the collection of these assessments, the Parity Committee provides the professional employers with report forms indicating the name and address of their employees, their functions, their years of service, the hours of labour, the money collected during the week and the sums sent to the Parity Committee. The professional employer shall see to it that the reports be completed and sent to the Parity Committee every month.

The professional employer shall retain, at the end of each week, from the wages of every one of his employees, the sums owed to the Parity Committee.

The report of the professional employer shall be signed before it is sent to the Parity Committee. The committee has the right to exact sworn reports when deemed advisable.

The report, together with the assessments, shall be sent to the Parity Committee on or before the 10th day of each month.

3. Financial report

Pursuant to the Collective Agreement Act, the Parity Committee shall make a quarterly report of its financial activities and remit same to the Minister of Labour on the following dates: March 31, June 30, September 30 and December 31.

Hereto annexed is an estimate of the receipts and disbursements of the Parity Committee of Commerce and Office Employees — Lake St. John District, for the period between May 3, 1954, and December 31, 1954.

PARITY COMMITTEE OF COMMERCE AND OFFICE EMPLOYEES, LAKE ST. JOHN DISTRICT

Estimate of the receipts and expenses for the period between May 1, 1954, and December 31, 1954.

Receipts:	
Assessments (½ of 1%):	
Professional employers.....	\$5,000.00
Employees.....	5,000.00
Artisans.....	400.00
	<u>10,400.00</u>

Expenses:	
Salaries.....	4,000.00
Travelling expenses.....	1,500.00
Administration.....	1,000.00
Rent and telephone.....	1,000.00
Legal fees.....	400.00
Audition.....	100.00
Stationery.....	250.00
Taxes.....	25.00
Insurance.....	25.00
Travelling expenses of delegates....	500.00
Meeting expenses.....	1,000.00
Stamps, unemployment insurance, and miscellaneous.....	600.00
	<u>10,400.00</u>

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, May 8, 1954. 37136-o

Liquidation, avis de:

Avis est donné que, lors d'une assemblée générale spéciale des membres du "Syndicat Coopératif de Travail de Ste-Germaine", tenue à Sainte-Germaine, dans le comté d'Abitibi-Ouest, le 28 mars 1954, une résolution a été adoptée, à l'effet que les affaires de ladite société soient liquidées volontairement, et que celle-ci soit dissoute, conformément aux dispositions de la Loi de la liquidation volontaire des compagnies à fonds social et de la Loi des syndicats coopératifs de Québec, et que, par cette même résolution, M. Hilaire Boissé a été nommé liquidateur.

Donné au bureau du Secrétaire de la province le vingt-huit avril 1954.

Le Sous-secrétaire de la province,
37153-o JEAN BRUCHÉSI.

Winding up Notice:

Notice is given that at a special general meeting of members of the "Syndicat Coopératif de Travail de Ste-Germaine", held at Sainte Germaine, in the County of Abitibi-West, March 28, 1954, a resolution was adopted to the effect that the affairs of the said Association would be voluntarily wound-up and that it be dissolved, in conformity with the provisions of the Winding-up Act and the Cooperative Syndicates Act, and that that by said resolution, Mr. Hilaire Boissé has been appointed liquidator.

Given at the office of the Provincial Secretary, the twenty-eighth day of April 1954.

JEAN BRUCHÉSI,
37153 Under Secretary of the Province.

Nominations

PRÉSIDENT D'ÉLECTION

Il a plu à son Honneur le Lieutenant-gouverneur, de l'avis et du consentement du Conseil exécutif, par commission sous le Grand Secau, de faire, pour remplir la charge de président d'élection, la nomination suivante:

District électoral Electoral district	Nom, prénoms Name, christian names	Profession ou occupation Profession or calling	Domicile Domicile
Montmagny.....	Bélanger, Gonzague (1)	Notaire — Notary	Ville de Montmagny (Town).

(1) En remplacement de M. Alphondor Labrecque, démissionnaire — In place of Mr. Alphondor Labrecque, retired.

Québec, le 4 mai 1954.

Le Président général des élections,
37117-o FRANÇOIS DROUIN, C.R.

Quebec, May 4th, 1954.

FRANÇOIS DROUIN, Q.C.,
37117-o Chief Returning-Officer.

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-gouverneur de l'avis et du consentement du Conseil Exécutif, et par commission, de faire les nominations suivantes:

Québec, le 7 avril 1954.

MM. Donat Baril, marchand général, et J.-P. Bélanger, marchand de chaussures: commissaires pour tenir, avec M. Napoléon Chrétien, la Cour des commissaires de Saint-Désiré-du-Lac-Noir (maintenant ville de Black Lake), dans le comté de Mégantic.
37117-o

Quebec, April 7, 1954.

Messrs. Donat Baril, general merchant, and J.-P. Bélanger, shoe merchant: Commissioners to hold, with Mr. Napoléon Chrétien, the Commissioners' Court of Saint-Désiré-du-Lac-Noir (now the town of Black Lake), in the county of Megantic.
37117

Ordre de Cour

Canada, Province de Québec, district de Saint-Hyacinthe, Cour de Magistrat N° 14659. Ovide Taillefer inc. demandeur, vs Ernest Laperle défendeur, et Cie d'Assurance Mutuelle du Commerce contre l'Indencie, Tierce-saisie.

Appel des créanciers-C.P.C. 673.

Le 23e jour d'avril, de l'année 1954.

Sur ordre de l'Honorable juge Harry Batshaw, J.C.S., donné ce 20e jour d'avril, de l'année 1954,

Rule of Court

Canada, Province of Quebec, district of St. Hyacinthe, Magistrate's Court, No. 14650 Ovide Taillefer Inc. plaintiff, vs Ernest Laperle defendant et Cie d'Assurance Mutuelle du Commerce contre l'Incendie Garnishee.

Call for the creditors C.C.P. 673.

This 23rd of April, in the year 1954.

By order of the Honourable Harry Batshaw, J.S.C., given the 20th of April, in the year 1954,

vu l'allégation de l'insolvabilité dudit Ernest Laperle, domiciliée à St-Denis-sur-Richelieu, district de St-Hyacinthe, défendeur, les créanciers dudit défendeur, qui n'auraient pas encore produit leurs réclamations, sont maintenant appelés à les produire en cette cause au bureau du greffier de la Cour de Magistrat, au Palais de Justice, en les cité et district de St-Hyacinthe, dans les quinze jours de la date de la première insertion du présent avis dans la *Gazette officielle de Québec*, conformément aux articles 673 et 674 du Code de Procédure civile.

District de Saint-Hyacinthe.

(Seal) LIONEL LEBLANC, G.C.M.
37082-18-2-o

seeing the allegation of the insolvency of the said Ernest Laperle, residing at St-Denis-sur-Richelieu, district of St. Hyacinthe, the defendant, the creditors of the said defendant, who should not have yet filed their claims, are now called for filing them in this case at the office of the clerk of the Magistrate's Court, at the Court House, in the city and district of St. Hyacinthe, within fifteen days from the date of the first insertion of the present notice in the *Quebec Official Gazette*, according to the articles 673 and 674 of the Code of Civil Procedure.

District of St. Hyacinthe.

(Seal) LIONEL LEBLANC, C.M.C.
37082-18-2-o

Proclamation

Canada,
Province de
Québec.
[L. S.]
GASPARD FAUTEUX

ELIZABETH DEUX, par la grâce de Dieu, reine du Royaume-Uni, du Canada et de ses autres royaumes et territoires, Chef du Commonwealth, défenseur de la foi.

A tous ceux qui ces présentes lettres verront ou qu'icelles pourront concerner,

SALUT:

- PROCLAMATION

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS. { ATTENDU que le secrétaire des commissaires dûment nommés pour les fins de la section II de la Loi des paroisses et des fabriques (Statuts refondus, 1941, chapitre 308), pour le diocèse catholique romain de Chicoutimi, a, sous l'autorité des dispositions de l'article 18 de ladite loi, transmis au lieutenant-gouverneur en conseil le décret de l'autorité ecclésiastique dudit diocèse, en date du 20 juin 1953, érigeant en paroisse canonique le territoire ci-après décrit, sous le nom de paroisse de Saint-Philippe-d'Arvida;

ATTENDU que le secrétaire desdits commissaires a, de plus, transmis un certificat attestant qu'après la publication de ce décret et des avis requis par les dispositions de l'article 17 de la Loi des paroisses et des fabriques, il n'a été déposé à son bureau, dans le délai prescrit, aucune opposition à la reconnaissance de ce décret canonique pour les fins civiles;

ATTENDU que les formalités prescrites par cette loi ont été remplies et qu'il y a lieu d'émettre une proclamation pour l'érection civile de cette paroisse.

A CES CAUSES, du consentement et de l'avis de Notre Conseil Exécutif, exprimés dans un décret portant le numéro 396, en date du 14 avril 1954, et conformément aux dispositions de la Loi des paroisses et des fabriques, Nous avons confirmé, établi et reconnu et, par les présentes, confirmons, établissons et reconnaissons les limites et bornes assignées par ledit décret canonique à la paroisse de Saint-Philippe-d'Arvida, dans le diocèse catholique romain de Chicoutimi, comme suit, à savoir:

Un territoire situé dans la cité d'Arvida comprenant, en référence au cadastre officiel de la cité d'Arvida, les lots originaires 22, 9423, 9424,

Proclamation

Canada,
Province of
Quebec.
[L. S.]
GASPARD FAUTEUX

ELIZABETH the SECOND, by the Grace of God, of the United Kingdom, Canada and Her other Realms and Territories, Queen, Head of the Commonwealth, Defender of the Faith.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern.

GREETING:

PROCLAMATION

L. DÉSILETS, Deputy Attorney General. { WHEREAS the secretary to the commissioners duly appointed for the purposes of section II of the Parish and - Fabrique Act (Revised Statutes, 1941, chapter 308), for the Roman Catholic diocese of Chicoutimi, has, under the authority of the provisions of Article 18 of the said Act, transmitted to the Lieutenant-Governor in Council the decree of the ecclesiastical authority of the said diocese, under date of June 20, 1953, erecting into a canonical parish the territory hereinafter described, under the name of the parish of St. Philippe d'Arvida;

WHEREAS the secretary of the said commissioners has, moreover, transmitted a certificate attesting that, after the publication of this decree and the notices required by the provisions of Article 17 of the Parish and Fabrique Act, there has not been filed, with his office, within the delay prescribed, any opposition to the recognition of this canonical decree for civil purposes;

WHEREAS the formalities prescribed by this Act have been fulfilled and it is deemed expedient to issue a proclamation for the civil erection of this parish.

THEREFORE, with the advice and consent of Our Executive Council, expressed in a decree bearing number 396, dated April 14, 1954, and pursuant to the provisions of the Parish and Fabrique Act, We have confirmed, established and recognized, and, by these presents, confirm, establish and recognize the limits and boundaries assigned by the said canonical decree to the parish of Saint-Philippe-d'Arvida, in the Roman Catholic diocese of Chicoutimi, as follows, to wit:

A territory situate in the city of Arvida comprised of, with reference to the official cadastre of the city of Arvida, the original lots 22, 9423,

12978, 13239, 13240 et leurs subdivisions présentes et futures ainsi que les chemins, rues, ruelles, cours d'eau ou partie d'iceux renfermés dans les limites suivantes, à savoir: partant du sommet de l'angle nord-est du lot originaire 22; de là, passant successivement par les lignes et démarcations suivantes: une ligne brisée limitant à l'est, le lot originaire 22 du cadastre officiel de la cité d'Arvida; une ligne droite séparant les lots originaires 22, 13240, 13239 et 12978 du cadastre officiel de la cité d'Arvida d'un côté des lots 15-A, rang X du cadastre officiel du canton de Chicoutimi, 36-A, 36-B, 35, 34 et 33 du cadastre officiel du canton de Jonquière de l'autre côté; une ligne séparant les lots originaires 12978 et 22 du cadastre officiel de la cité d'Arvida du lot 32, rang III du cadastre officiel du canton de Jonquière; une ligne brisée séparant les lots originaires 47 et 10525 du lot originaire 22 du cadastre officiel de la cité d'Arvida pour revenir au point de départ.

Et Nous, avons ordonné et déclaré et, par les présentes, ordonnons et déclarons que la paroisse de Saint-Philippe-d'Arvida, dans le diocèse catholique romain de Chicoutimi, ci-haut décrite, sera une paroisse pour toutes les fins civiles.

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre province de Québec;

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable GASPARD FAUTEUX, C.P., LL.D., D.D.S., L.D.S., Lieutenant-gouverneur de Notre province de Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, en Notre cité de Québec, de Notre province de Québec, ce troisième jour de mai en l'année mil neuf cent cinquante-quatre de l'ère chrétienne et de Notre Règne la troisième année.

Par ordre,

Le Sous-secrétaire de la Province,
37117-o JEAN BRUCHÉSI.

9424, 12978, 13239, 13240 and the present and future subdivisions, as well as roads, streets, lanes, water courses or part thereof enclosed within the following limits, to wit: starting from the submit of the northeast angle of original lot 22; thence, passing successively by the following lines and demarcations: a broken line, limiting on the east, original lot 22 on the official cadastre of the city of Arvida; a straight line separating original lots 22, 13240, 13239 and 12978 on the official cadastre of the city of Arvida on one side of lots 15-A Range X, on the official cadastre of the township of Chicoutimi, 36-A 36-B, 35, 34 and 33 on the official cadastre of the township of Jonquière on the other side; one line separating original lots 12978 and 22 on the official cadastre of the city of Arvida from lot 32, range III on the official cadastre of the township of Jonquière; a broken line separating original lots 47 and 10525 from original lot 22 on the official cadastre of the city of Arvida to return to the starting point.

And We have ordained and declared and, by these presents, ordain and declare that the parish of Saint-Philippe-d'Arvida, in the Roman Catholic diocese of Chicoutimi, hereinabove described, shall be a parish for all civil purposes.

OF ALL OF WHICH Our loving subjects and all others, whom these presents may concern, are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent, and the Great Seal of the Province of Quebec, to be hereunto affixed:

WITNESS: Our Right Trusty and Well Beloved the Honourable GASPARD FAUTEUX, P.C., LL.D., D.D.S., L.D.S., Lieutenant-Governor of Our Province of Quebec.

Give at Our Government House, in Our City of Quebec, in Our Province of Quebec, this third day of May, in the year of Our Lord, one thousand nine hundred and fifty-four and the third year of Our Reign.

By command,

JEAN BRUCHÉSI,
37117 Under Secretary of the Province.

Sièges sociaux

Avis est donné que la compagnie "Horace Labrecque & Fils Limitée", constituée en corporation par lettres patentes émises en vertu de la première partie de la Loi des Compagnies de Québec, en date du 13 février 1947 et ayant son bureau principal dans les cité et district de Montréal où elle avait son bureau situé jusqu'à aujourd'hui au numéro 204 ouest, rue Notre-Dame, Montréal, P.Q., l'a transporté au numéro 1411 rue Crescent à Montréal, P.Q.

A compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Montréal, ce 30 avril 1954.

HORACE LABRECQUE & FILS LIMITÉE,
Le Président,
37134-o DENYS LABRECQUE.

MES ENFANTS INC.

Siège Social

Avis est donné que la compagnie "Mes Enfants Inc.", constituée en corporation par lettres pa-

Head Offices

Notice is hereby given that "Horace Labrecque & Fils Limitée", company incorporated by letters patent issued under Part I of the Quebec Companies' Act, on the thirteenth day of February 1947, and having its head office in the city and district of Montreal, where its office was situated up to to-day at 204 Notre-Dame Street West, Montreal, P.Q., has moved it to 1411 Crescent Street, Montreal, P.Q.

From and after the date of this notice the said office shall be considered by the Company as being the Head office of the Company.

Dated at Montreal, this 30th day of April 1954.

HORACE LABRECQUE & FILS LIMITÉE,
DENYS LABRECQUE,
37134-o President.

MES ENFANTS INC.

Head Office

Notice is hereby given that "Mes Enfants Inc.", incorporated by letters patent under the

tentes en vertu des dispositions de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, en date du 12 mars 1954, et ayant son bureau principal dans la cité de Montréal, a établi son bureau au N° 1555, rue Mackay, dans la dite cité.

A compter de la date du présent avis, le dit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Montréal, ce 29 mars 1954.

Le Président,
L. L. FAUST.

37144-o

provisions of the first part of the Quebec Companies' Act, on the 12th day of March 1954 and having its Head Office in the city of Montreal, has established its office at No. 1555 Mackay Street, in the said city.

From and after the date of this notice, the said office will be considered by the company as being the Head Office of the company.

Dated at Montreal, this 29th day of March 1954.

L. L. FAUST,
President.

37144-o

Soumissions

Province de Québec

VILLE DE PORT-ALFRED
(Comté de Chicoutimi)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné, Willie Tremblay, assistant-greffier, Hôtel de Ville, Port-Alfred, comté de Chicoutimi, jusqu'à 7.30 heures p.m., mercredi, le 26 mai 1954, pour l'achat de \$185,000 d'obligations de la ville de Port-Alfred, comté de Chicoutimi, datées du 1er mai 1954 et remboursables par séries du 1er mai 1955 au 1er mai 1969 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 3% ni supérieur à 4½% par année payable semi-annuellement les 1er mai et 1er novembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission où il peut varier suivant les échéances. Le tableau d'amortissement est le suivant:

Règlement d'emprunt N° 209 — Travaux d'aqueduc.

Pour fins d'adjudication seulement, le calcul d'intérêt sera fait à compter du 1er juin 1954.

Tableau d'amortissement — \$185,000 — 15 ans

Année	Capital
1er mai 1955	\$4,000.00
1er mai 1956	4,000.00
1er mai 1957	4,000.00
1er mai 1958	10,000.00
1er mai 1959	10,000.00
1er mai 1960	12,000.00
1er mai 1961	12,000.00
1er mai 1962	12,000.00
1er mai 1963	15,000.00
1er mai 1964	15,000.00
1er mai 1965	17,000.00
1er mai 1966	17,000.00
1er mai 1967	17,000.00
1er mai 1968	18,000.00
1er mai 1969	18,000.00

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Port-Alfred, comté de Chicoutimi.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales d'une banque à charte dans la province de Québec.

Lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts Refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêts; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Tenders

Province of Quebec

TOWN OF PORT-ALFRED
(County of Chicoutimi)

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned Willie Tremblay, Assistant-Clerk, Town Hall, Port Alfred County of Chicoutimi, until 7.30 o'clock p.m., Wednesday May 26, 1954, for the purchase of an issue of \$185,000 of bonds of the Town of Port Alfred, county of Chicoutimi, dated May 1st, 1954 and redeemable serially from May 1st, 1955 to May 1st, 1969 inclusively, with interest at a rate not less than 3% nor more than 4½% per annum, payable semi-annually on May 1st and November 1st, of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities. The table of redemption is as follows:

Loan By-law No. 209 — Waterworks.

For purposes of adjudication only, interest shall be calculated as from June 1st, 1954.

Table of redemption — \$185,000 — 15 years

Year	Capital
May 1st, 1955	\$4,000.00
May 1st, 1956	4,000.00
May 1st, 1957	4,000.00
May 1st, 1958	10,000.00
May 1st, 1959	10,000.00
May 1st, 1960	12,000.00
May 1st, 1961	12,000.00
May 1st, 1962	12,000.00
May 1st, 1963	15,000.00
May 1st, 1964	15,000.00
May 1st, 1965	17,000.00
May 1st, 1966	17,000.00
May 1st, 1967	17,000.00
May 1st, 1968	18,000.00
May 1st, 1969	18,000.00

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest if any, by certified cheque payable at par at Port-Alfred, county of Chicoutimi.

Capital and interest are payable at all branches of a chartered bank in the Province of Quebec.

The said bonds are, under the authority of Chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941, subject to be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date, however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue mercredi, le 26 mai 1954, à 7.30 heures p.m., en la salle de l'Hôtel de Ville, Port-Alfred, comté de Chicoutimi.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Port-Alfred, (Comté de Chicoutimi), ce 4 mai 1954.

L'Assistant-greffier,
WILLIE TREMBLAY.

Port-Alfred,
(Cité Chicoutimi), P.Q. 37147-0

Province de Québec

CITÉ DE SHAWINIGAN-FALLS
(Comté de St-Maurice)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné, Eugène Dumas, greffier, C.P., 120, Hôtel de Ville, rue des Cèdres, Shawinigan-Falls, jusqu'à 8 heures p.m., mardi, le 25 mai 1954, pour l'achat de \$600,000 d'obligations de la cité de Shawinigan-Falls, comté de St-Maurice, datées du 1er mai 1954 et remboursables par séries du 1er mai 1955 au 1er mai 1974 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 3% ni supérieur à 4½% par année payable semi-annuellement les 1er mai et 1er novembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances. Le tableau d'amortissement est le suivant:

Première tranche du règlement d'emprunt No. 698 au montant de \$900,000 — Divers travaux municipaux, achat de terrains, etc.

Pour fins d'adjudication seulement, le calcul d'intérêt sera fait à compter du 1er juin 1954.

Tableau d'amortissement — \$600,000 — 20 ans.

Année	Capital
1er mai 1955	\$30,000.00
1er mai 1956	20,500.00
1er mai 1957	21,500.00
1er mai 1958	22,000.00
1er mai 1959	22,500.00
1er mai 1960	23,000.00
1er mai 1961	24,500.00
1er mai 1962	26,000.00
1er mai 1963	27,000.00
1er mai 1964	28,000.00
1er mai 1965	29,000.00
1er mai 1966	30,500.00
1er mai 1967	31,500.00
1er mai 1968	33,000.00
1er mai 1969	34,000.00
1er mai 1970	36,000.00
1er mai 1971	37,500.00
1er mai 1972	39,500.00
1er mai 1973	40,500.00
1er mai 1974	43,500.00

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Shawinigan-Falls, comté de St-Maurice.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales d'une banque à charte dans la province de Québec.

Lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts refondus de Québec,

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the Council to be held on Wednesday, May 26, 1954, at 7.30 o'clock p.m., at the Town Hall of Port-Alfred, county of Chicoutimi.

The Council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Port-Alfred, (County of Chicoutimi), May 4, 1954.

WILLIE TREMBLAY,
Assistant Clerk.

Town Hall, Port-Alfred,
(County Chicoutimi), P.Q. 37147

Province of Quebec

CITY OF SHAWINIGAN FALLS
(County of St. Maurice)

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned Eugène Dumas, City Clerk, P.B., City Hall, Cedar Street, Shawinigan Falls, until 8 o'clock p.m., Tuesday, May 25, 1954, for the purchase of an issue of \$600,000 of bonds of the City of Shawinigan Falls, County of St. Maurice, dated May first 1954, and redeemable serially from May 1st, 1955 to May 1st, 1974 inclusively, with interest at a rate of not less than 3% or more than 4½% per annum, payable semi-annually on May 1st and November 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities. The table of redemption is as follows:

The first instalment of Loan By-law No. 698 in the amount of \$900,000

Sundry municipal work, purchase of land, etc.

For adjudication purposes only, the interest will be calculated as from June 1st, 1954.

Table of redemption — \$600,000 — 20 years

Year	Capital
May 1st, 1955	\$30,000.00
May 1st, 1956	20,500.00
May 1st, 1957	21,500.00
May 1st, 1958	22,000.00
May 1st, 1959	22,500.00
May 1st, 1960	23,000.00
May 1st, 1961	24,500.00
May 1st, 1962	26,000.00
May 1st, 1963	27,000.00
May 1st, 1964	28,000.00
May 1st, 1965	29,000.00
May 1st, 1966	30,500.00
May 1st, 1967	31,500.00
May 1st, 1968	33,000.00
May 1st, 1969	34,000.00
May 1st, 1970	36,000.00
May 1st, 1971	37,500.00
May 1st, 1972	39,500.00
May 1st, 1973	40,500.00
May 1st, 1974	43,500.00

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest if any, by certified cheque payable at par at Shawinigan Falls, County of St. Maurice.

Capital and interest are payable at all the branches of a chartered bank of the Province of Quebec.

The said bonds are, under the authority of Chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941,

1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêts; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue mardi, le 25 mai 1954, à 8 heures p.m., à l'Hôtel de Ville, rue des Cèdres, Shawinigan-Falls, comté de St-Maurice.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Shawinigan-Falls, (Comté de St-Maurice), ce 4 mai 1954.

Le Greffier,
EUGÈNE DUMAS.

Hôtel de Ville, C.P. 120, rue des Cèdres,
Shawinigan-Falls, (Cité St-Maurice), P.Q.
37148-o

Province de Québec

LES COMMISSAIRES D'ÉCOLES POUR LA MUNICIPALITÉ DE L'ABORD-À-PILOUFFE
(Comté de Laval)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le seussigné, Adalbert Lavoie, secrétaire-trésorier, 21 avenue de l'Eglise, l'Abord-à-Plouffe, Comté Laval, jusqu'à 8 heures p.m., mercredi, le 26 mai 1954, pour l'achat de \$500,000.00 d'obligations des commissaires d'écoles pour la municipalité de l'Abord-à-Plouffe, comté de Laval, datées du 1er juin 1954 et remboursables par séries du 1er juin 1955 au 1er juin 1974 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 3% ni supérieur à 4½% par année payable semi-annuellement les 1er juin et 1er décembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances. Le tableau d'amortissement est le suivant:

Résolution d'emprunt en date du 6 octobre 1953 — Construction d'une école de garçons.

Pour fins d'adjudication seulement, le calcul d'intérêt sera fait à compter du 1er juin 1954.

Tableau d'amortissement — \$500,000.00 — 20 ans.

Année	Capital
1er juin 1955.....	x \$23,500.00
1er juin 1956.....	x 24,500.00
1er juin 1957.....	x 26,000.00
1er juin 1958.....	x 27,000.00
1er juin 1959.....	x 28,500.00
1er juin 1960.....	x 30,000.00
1er juin 1961.....	x 31,500.00
1er juin 1962.....	x 33,000.00
1er juin 1963.....	x 34,500.00
1er juin 1964.....	x 36,500.00
1er juin 1965.....	x 38,000.00
1er juin 1966.....	x 40,000.00
1er juin 1967.....	x 42,000.00
1er juin 1968.....	10,500.00
1er juin 1969.....	11,000.00
1er juin 1970.....	11,500.00
1er juin 1971.....	12,000.00
1er juin 1972.....	12,500.00
1er juin 1973.....	13,500.00
1er juin 1974.....	14,000.00

subject to be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any maturity date, however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the Council to be held on Tuesday, May 25, 1954, at 8 o'clock p.m., at the City Hall, Cedar Street, Shawinigan Falls, County of St. Maurice.

The Council is not bound to accept the highest or any of the tenders.

Shawinigan Falls, (County of St. Maurice), this May 4, 1954.

EUGÈNE DUMAS,
City Clerk.

City Hall, B.P. 120, Cedar Street,
Shawinigan Falls, (County of St. Maurice),
P.Q. 37148

Province of Quebec

SCHOOL COMMISSIONERS FOR THE MUNICIPALITY OF L'ABORD-À-PILOUFFE
(County of Laval)

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned Adalbert Lavoie, Secretary-Treasurer, 21 de l'Eglise Ave., l'Abord-à-Plouffe, County Laval, until 8 o'clock p.m. Wednesday, May 26, 1954, for the purchase of an issue of \$500,000 of bonds of the School Commissioners for the municipality of l'Abord-à-Plouffe, county Laval, dated June 1st, 1954 and redeemable serially from June 1st, 1955 to June 1st, 1974 inclusively, with interest at a rate not less than 3% nor more than 4½% per annum, payable semi-annually on June 1st and December 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities. The table of redemption is as follows:

Loan Resolution dated October 6, 1953 — Erection of a boy's school.

For purposes of adjudication only, interest shall be calculated as from June 1st, 1954.

Table of redemption — \$500,000.00 — 20 years.

Year	Capital
June 1st, 1955.....	x \$23,500.00
June 1st, 1956.....	x 24,500.00
June 1st, 1957.....	x 26,000.00
June 1st, 1958.....	x 27,000.00
June 1st, 1959.....	x 28,500.00
June 1st, 1960.....	x 30,000.00
June 1st, 1961.....	x 31,500.00
June 1st, 1962.....	x 33,000.00
June 1st, 1963.....	x 34,500.00
June 1st, 1964.....	x 36,500.00
June 1st, 1965.....	x 38,000.00
June 1st, 1966.....	x 40,000.00
June 1st, 1967.....	x 42,000.00
June 1st, 1968.....	10,500.00
June 1st, 1969.....	11,000.00
June 1st, 1970.....	11,500.00
June 1st, 1971.....	12,000.00
June 1st, 1972.....	12,500.00
June 1st, 1973.....	13,500.00
June 1st, 1974.....	14,000.00

Les x indiquent les années durant lesquelles les versements annuels d'un octroi total de \$438,000, accordé par le Secrétaire de la province et payable en 13 versements dont un de \$33,696 en 1955 et douze de \$33,692 de 1956 à 1967 inclusivement, seront reçus et appliqués au service de cet emprunt.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à l'Abord-à-Plouffe, comté de Laval.

Le capital et les intérêts sont payables à la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt à Montréal, à Québec ou à l'Abord-à-Plouffe, comté de Laval.

Lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts Refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêts; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance des commissaires d'écoles qui sera tenue mercredi, le 26 mai 1954, à 8 heures p.m., au collège St-Maxime, 111 boulevard Lévesque, l'Abord-à-Plouffe, comté de Laval.

Les commissaires d'écoles se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

L'Abord-à-Plouffe, (Comté de Laval), ce 4 mai 1954.

Le Secrétaire-trésorier,
ADALBERT LAVOIE,

21 avenue de l'Eglise, l'Abord-à-Plouffe,
(Comté Laval), P. Q. 37146-0

Province de Québec

PAROISSE DE ST-JÉRUSALEM D'ARGENTEUIL
(Comté d'Argenteuil)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné, H.-E. Garson, secrétaire-trésorier, C.P. 2, Lachute, comté d'Argenteuil, jusqu'à 8 heures p.m., mardi, le 25 mai 1954, pour l'achat de \$250,000 d'obligations de la paroisse de St-Jérusalem d'Argenteuil, comté d'Argenteuil, datées du 1er mars 1954 et remboursables par séries du 1er mars 1955 au 1er mars 1969 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 3% ni supérieur à 4½% par année payable semi-annuellement les 1er mars et 1er septembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances. Le tableau d'amortissement est le suivant:

Règlement d'emprunt No. 255 — Construction d'un système d'égouts et d'aqueduc.

Pour fins d'adjudication seulement, le calcul d'intérêt sera fait à compter du 1er juin 1954.

Tableau d'amortissement — \$250,000 — 15 ans

Année	Capital
1er mars 1955	\$4,000.00
1er mars 1956	4,000.00
1er mars 1957	4,000.00
1er mars 1958	4,500.00
1er mars 1959	4,500.00

The letters x indicate the years during which annual payments of a total amount of \$438,000 granted by the Provincial Secretary and payable in 13 instalments one of which shall be \$33,696 in 1955, and twelve of \$33,692 from 1956 to 1967 inclusively, shall be received and applied to the service of the said loan.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest if any, by certified cheque payable at par at L'Abord-à-Plouffe, county of Laval.

Capital and interest are payable at the bank mentioned in the loan procedure at Montreal, Quebec or at L'Abord-à-Plouffe, county of Laval.

The said bonds are, under the authority of Chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941, subject to be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date, however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the School Commissioners to be held Wednesday, May 26, 1954, at 8 o'clock p.m., at college of St-Maxime, 111 Levesque Boulevard, L'Abord-à-Plouffe, county of Laval.

The School Commissioners do not bind themselves to accept the highest or any of the tenders.

L'Abord-à-Plouffe, (County of Laval), May 4, 1954.

ADALBERT LAVOIE,
Secretary-Treasurer.

21 de l'Eglise Avenue, L'Abord-à-Plouffe,
(County Laval), P. Q. 37146

Province of Quebec

PARISH OF ST. JERUSALEM D'ARGENTEUIL
(County of Argenteuil)

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned H. E. Garson, Secretary-treasurer, P. O. Box 2, Lachute, County of Argenteuil, until 8 o'clock p.m., Tuesday, May 25th, 1954, for the purchase of an issue of \$250,000 of bonds of the Parish of St. Jérusalem d'Argenteuil, County of Argenteuil, dated March 1st, 1954 and redeemable serially from March 1st, 1955 to March 1st, 1969 inclusively, with interest at a rate not less than 3% nor more than 4½% per annum, payable semi-annually on March 1st and September 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities. The table of redemption is as follows:

By-law No. 255 — Construction of waterworks and sewers system.

Only for the purposes of awarding the issue, computation of interest will be made as from June 1st, 1954.

Table of redemption — \$250,000 — 15 years

Year	Capital
March 1st, 1955	\$4,000.00
March 1st, 1956	4,000.00
March 1st, 1957	4,000.00
March 1st, 1958	4,500.00
March 1st, 1959	4,500.00

1er mars 1960	5,000.00
1er mars 1961	5,000.00
1er mars 1962	5,500.00
1er mars 1963	5,500.00
1er mars 1964	6,000.00
1er mars 1965	6,000.00
1er mars 1966	6,500.00
1er mars 1967	6,500.00
1er mars 1968	7,000.00
1er mars 1969	176,000.00

March 1st, 1960	5,000.00
March 1st, 1961	5,000.00
March 1st, 1962	5,500.00
March 1st, 1963	5,500.00
March 1st, 1964	6,000.00
March 1st, 1965	6,000.00
March 1st, 1966	6,500.00
March 1st, 1967	6,500.00
March 1st, 1968	7,000.00
March 1st, 1969	176,000.00

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Lachute, comté d'Argenteuil.

Le capital et les intérêts sont payables à la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt à Montréal, à Québec, à Toronto ou à Lachute, comté d'Argenteuil.

Lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts Refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêts; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue mardi, le 25 mai 1954, à 8 heures p.m., au Palais de Justice, Lachute, comté d'Argenteuil.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Lachute, (Comté d'Argenteuil), ce 3 mai 1954.

Le Secrétaire-trésorier,
H. E. GARSON.

C.P. 2, Lachute,
(Cté d'Argenteuil), P.Q.

37135-0

Province de Québec

LES COMMISSAIRES D'ÉCOLES POUR LA MUNI-
CIPALITÉ DE L'IMMACULÉE-CONCEPTION
(AYERSVILLE)
(Comté d'Argenteuil)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné, Ed. Lavoie, secrétaire-trésorier, C.P. 10, Ayersville, comté d'Argenteuil, jusqu'à 7.30 heures p.m., jeudi, le 27 mai 1954, pour l'achat de \$370,000.00 d'obligations des commissaires d'écoles pour la municipalité de l'Immaculée-Conception (Ayersville), comté d'Argenteuil, datées du 1er avril 1954 et remboursables par séries du 1er avril 1955 au 1er avril 1974 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 3% ni supérieur à 4½% par année payable semi-annuellement les 1er avril et 1er octobre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances. Le tableau d'amortissement est le suivant:

Résolution d'emprunt en date du 16 février 1954 — Construction d'un couvent.

Pour fins d'adjudication seulement, le calcul d'intérêt sera fait à compter du 1er juin 1954.

Tableau d'amortissement — \$370,000.00 — 20 ans
Année Capital
1er avril 1955.....x \$19,500.00

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest if any, by certified cheque payable at par at Lachute, County of Argenteuil.

Capital and interest are payable at the bank mentioned in the loan procedure at Montreal, Quebec, Toronto or Lachute, County of Argenteuil.

The said bonds are, under the authority of Chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941, subject to be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date, however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the Council to be held on May 25th, 1954, at 8 o'clock p.m., at the Court House, Lachute, County of Argenteuil.

The Council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Lachute, (County of Argenteuil), this 3rd of May, 1954.

H. E. GARSON,
Secretary-Treasurer.

P. O. Box 2, Lachute,
(C. Argenteuil), P.Q.

37135-0

Province of Quebec

SCHOOL COMMISSIONERS FOR THE MUNICIPALITY
OF THE IMMACULATE-CONCEPTION
(AYERSVILLE)
(County of Argenteuil)

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned Ed. Lavoie, secretary-treasurer, P.O.B. 10, Ayersville, county of Argenteuil, until 7.30 o'clock p.m., Thursday, May 27th, 1954, for the purchase of an issue of \$370,000.00 of bonds of the School Commissioners for the municipality of the Immaculate-Conception (Ayersville), county of Argenteuil, dated April 1st, 1954 and redeemable serially from April 1st, 1955 to April 1st, 1974 inclusively, with interest at a rate not less than 3% nor more than 4½% per annum, payable semi-annually on April 1st and October 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities. The table of redemption is as follows:

Loan resolution dated February 16th, 1954 — Erection of a convent.

For purposes of adjudication only, interest shall be calculated as from June 1st, 1954.

Table of redemption — \$370,000.00 — 20 years
Year Capital
April 1st, 1955.....x \$19,500.00

1er avril 1956.....	x	20,500.00
1er avril 1957.....	x	21,500.00
1er avril 1958.....	x	22,500.00
1er avril 1959.....	x	23,500.00
1er avril 1960.....	x	24,500.00
1er avril 1961.....	x	26,000.00
1er avril 1962.....	x	27,000.00
1er avril 1963.....	x	28,500.00
1er avril 1964.....	x	30,000.00
1er avril 1965.....		10,000.00
1er avril 1966.....		10,500.00
1er avril 1967.....		11,000.00
1er avril 1968.....		11,500.00
1er avril 1969.....		12,500.00
1er avril 1970.....		13,000.00
1er avril 1971.....		13,500.00
1er avril 1972.....		14,000.00
1er avril 1973.....		15,000.00
1er avril 1974.....		15,500.00

Les x indiquent les années durant lesquelles les versements annuels d'un octroi total de \$213,225.00, accordé par le Secrétaire de la province et payable en dix versements de \$21,322.50 chacun, de 1955 à 1964 inclusivement, seront reçus et appliqués au service de cet emprunt.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Lachute, comté d'Argenteuil.

Le capital et les intérêts sont payables à la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt à Montréal, à Québec ou à Lachute, comté d'Argenteuil.

Lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêts; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance des commissaires d'écoles qui sera tenue jeudi, le 27 mai 1954, à 7.30 heures p.m., en l'école de l'Immaculée-Conception, à Ayersville, comté d'Argenteuil.

Les commissaires d'écoles se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Ayersville (comté d'Argenteuil), ce 5 mai 1954.

Le Secrétaire-trésorier,
ED. LAVOIE.

C.P. 10, Ayersville,
(Comté d'Argenteuil), P.Q. 37164-0

April 1st, 1956.....	x	20,500.00
April 1st, 1957.....	x	21,500.00
April 1st, 1958.....	x	22,500.00
April 1st, 1959.....	x	23,500.00
April 1st, 1960.....	x	24,500.00
April 1st, 1961.....	x	26,000.00
April 1st, 1962.....	x	27,000.00
April 1st, 1963.....	x	28,500.00
April 1st, 1964.....	x	30,000.00
April 1st, 1965.....		10,000.00
April 1st, 1966.....		10,500.00
April 1st, 1967.....		11,000.00
April 1st, 1968.....		11,500.00
April 1st, 1969.....		12,500.00
April 1st, 1970.....		13,000.00
April 1st, 1971.....		13,500.00
April 1st, 1972.....		14,000.00
April 1st, 1973.....		15,000.00
April 1st, 1974.....		15,500.00

The letters x indicate the years during which annual payments of a total amount of \$213,225.00, granted by the Provincial Secretary and payable in ten instalments of \$21,322.50 each, from 1955 to 1964 inclusively, shall be received and applied to the service of the said loan.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest if any, by certified cheque payable at par at Lachute, county of Argenteuil.

Capital and interest are payable at the bank mentioned in the loan procedure at Montreal, Quebec or at Lachute, county of Argenteuil.

The said bonds are, under the authority of chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941, subject to be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date; however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the School Commissioners to be held on Thursday, May 27th, 1954, at 7.30 o'clock p.m., at the school of the Immaculate-Conception, at Ayersville, county of Argenteuil.

The School Commissioners do not bind themselves to accept the highest or any of the tenders.

Ayersville (county of Argenteuil), May 5th, 1954.

ED. LAVOIE,
Secretary-Treasurer.

P.O.B. 10, Ayersville,
(County of Argenteuil), P.Q. 37164

Vente d'effets non réclamés

Avis est par les présentes donné que tous les effets de bagage reçus avant le premier jour de mai 1953, et non réclamés aux bureaux de la Canadian Pacific Railway, Company, seront vendus aux enchères par MM. Fraser Bros., 901 rue St-Jacques, ouest, Montréal, à dix heures de l'avant-midi, mercredi, le 19 mai 1954, conformément à la Loi des Chemins de Fer du Canada, à moins que les dits effets ne soient réclamés et tous les frais payés avant cette date.

Montréal, le 30 mars 1954.

CANADIAN PACIFIC RAILWAY COMPANY
Le Gérant du Service des Postes & Bagages,
36925-14-6-o J. E. TWEEDY.

Sale of Unclaimed Baggage

Notice is hereby given that all baggage received prior to the first day of May 1953, and still remaining unclaimed in the offices of the Canadian Pacific Railway Company, will be sold by public auction to the highest bidder by Messrs. Fraser Bros., auctioneers, at 901 St. James St. West, Montreal, at ten o'clock in the forenoon, on Wednesday, May 19th, 1954, under the authority of The Railway Act of Canada, unless same shall be called for before that and all charges paid thereon.

Montreal, March 30th, 1954.

CANADIAN PACIFIC RAILWAY COMPANY
per: J. E. TWEEDY,
36925-14-6-o Manager, Mail and Baggage traffic

Vente par licitation

Canada, Province de Québec, district de Montréal, Cour Supérieure, N° 310-328, Napoléon Leduc, demandeur; vs Hector Leduc, Édouard Leduc, Joseph Leduc, François-Xavier Leduc, défendeurs.

LICITATION

Le 10ième jour de juin 1954, à 10.30 a.m. devant le Protonotaire de la Cour Supérieure pour le district de Montréal, au Greffe de cette Cour, Palais de Justice de Montréal, en exécution d'un jugement rendu par cette Cour le 29 janvier 1954 sur requête de MAURICE R. OUELLETTE, liquidateur, du District de Montréal, et JOSEPH LEDUC, HECTOR LEDUC, ÉDOUARD LEDUC, FRANÇOIS-XAVIER LEDUC, NAPOLEON LEDUC, intimés, sous le numéro 310-328 Cour supérieure, district de Montréal, il sera procédé à l'adjudication par licitation, aux enchères publiques de l'immeuble ci-après décrit et des effets mobiliers et meubles meublants y contenus.

Désignation: "Un emplacement ayant front sur la Côte Vertu, en la Paroisse Saint-Laurent, connu et désigné comme faisant partie du lot numéro quatre cent quatre-vingt-quinze (p.495) au cadastre officiel de la Paroisse de Saint-Laurent, mesurant cent pieds de largeur par une profondeur de cent cinquante-huit pieds dans la ligne sud-ouest et cent cinquante-et-un-pieds dans la ligne nord-est, mesure anglaise, borné en front par le Chemin de la Côte Vertu, en arrière par un ruisseau connu sous le nom de "Ruisseau Pierre Gohier", d'un côté, au sud-ouest, par la terre de Dame A. St-Aubin, ou représentants (N° 495), et de l'autre côté par le résidu dudit lot N° 495, avec bâtisses y construites et toutes les servitudes inhérentes audit lot de terre, ledit immeuble étant connu sous le nom de: "Laiterie Leduc & Frères".

Sujets aux charges, clauses et conditions indiquées dans le cahier des charges déposé au greffe du Protonotaire de ladite Cour; et toute opposition à fin d'annuler, à fin de charge ou à fin de distraire à ladite licitation, devra être déposée au greffe du Protonotaire de ladite Cour au moins douze jours avant le jour fixé comme susdit pour la vente et adjudication, et toute opposition à fin de conserver devra être déposée dans les six jours après l'adjudication; et à défaut par les parties de déposer lesdites oppositions dans les délais prescrits, elles seront forcloses du droit de le faire.

Pour conditions de vente et autres informations s'adresser au soussigné.

Montréal, 21 avril 1954.

Le Liquidateur,

37131-19-2-0 MAURICE R. OUELLETTE.
57 ouest, rue St-Jacques, Montréal.

Sale by Licitaton

Canada, Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No 310-328, Napoléon Leduc, plaintiff; vs Hector Leduc, Edouard Leduc, Joseph Leduc, François-Xavier Leduc, defendants.

LICITATION

The 10th day of June 1954, at 10.30 in the forenoon before the Prothonotary of the Superior Court of the district of Montreal, at the office of the said Court, at the Court House, in the City of Montreal in execution of a judgment rendered by the said Court on January the 29th, 1954, on the petition of MAURICE R. OUELLETTE, Liquidator of the district of Montreal, and JOSEPH LEDUC, HECTOR LEDUC, EDOUARD LEDUC, FRANÇOIS-XAVIER LEDUC, NAPOLEON LEDUC, respondents under No 310-328, Superior Court, district of Montreal, the immoveables hereinafter designated and the moveables effects therein contained shall be sold by public auction and adjudicated by licitation.

Designation: "An emplacement fronting on Cote Vertu in the parish of Saint-Laurent, known and described as part of lot No 495 (p.495) at the plan and book of reference of the parish of St. Laurent measuring one hundred feet in width, by a depth of one hundred and fifty-eight feet from south to west, by a depth of one hundred and fifty one feet from north to east, English measure bounded in front by Cote Vertu Road, in the rear by a ditch known as "Ruisseau Pierre Gohier", on one side to the south west, by the property of Dame A. St. Aubin, or representatives (No 495) and on the other side by the residue of the said lot No 495, with the buildings thereon constructed and subject to all servitudes attached to the said lot, the said immoveables being known as "Laiterie Leduc & Frères".

Subject to the charges, clauses and conditions indicated in the list of charges filed in the office of the Prothonotary of the said Court; and any opposition to annul, to secure charges or to withdraw, to be made to the said licitation must be filed in the office of the Prothonotary of the said Court at least twelve days before the day fixed as aforesaid for the sale and adjudication, and any opposition for payment must be filed within the six days following the adjudication; and failing the parties to file such opposition within the delays herein stated, they will be foreclosed from doing so.

For conditions of sale and other information apply to the undersigned.

Montreal, April 21st, 1954.

The Liquidator,

37131-19-2-0 MAURICE R. OUELLETTE.
57 St. James St. West Montreal.

VENTES PAR SHERIFS

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs, tels que mentionnés plus bas.

SHERIFFS' SALES

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

HULL

District de Hull

Cour Supérieure,
N° 2872.

LA CAISSE POPULAIRE DE SAINTE-ROSE DE LIMA DE TEMPLETON, comté de Papineau, société régie par la Loi des syndicats coopératifs de Québec, ayant son siège social dans le village de Sainte-Rose de Lima, district de Hull, demanderesse; vs **HENRI DUVAL**, de Sainte-Rose de Lima, district de Hull, défendeur.

1. Un immeuble situé dans le canton de Templeton, contenant environ dix-huit acres en superficie plus ou moins, étant partie du lot quatorze "C" (14C ptie) du deuxième rang du canton de Templeton, et borné au nord par le chemin du deuxième rang, au sud par la ligne de division entre le premier et le deuxième rang dudit canton, à l'est par la propriété de Louis Filion et à l'ouest par la propriété de Peter Williams; avec bâtisses y érigées, circonstances et dépendances;

2. Un immeuble composé d'une partie du lot quatorze "B" (14B ptie) dans le premier rang du canton de Templeton, situé du côté nord de la voie ferrée du C.P.R., et ledit immeuble borné comme suit: au sud par la voie ferrée du C.P.R., à l'ouest par le lot 15, du même rang, au nord par le deuxième rang, et à l'est par la propriété de Rémi Sauvé. Ladite partie du lot contenant cinq (5) acres de terre en superficie plus ou moins; avec les bâtisses y érigées, circonstances et dépendances;

3. Un morceau de terrain, mesurant environ douze (12) arpents en superficie, étant connu et désigné comme partie du lot numéro quinze (15 ptie) du premier rang du canton de Templeton, lequel terrain est borné au nord par la propriété de Peter Williams, au sud par la voie ferrée du C.P.R., à l'est par le lot 14B du premier rang dudit canton et à l'ouest par le lot 16 du premier rang dudit canton; avec les bâtisses y érigées, circonstances et dépendances.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de Sainte-Rose de Lima, district de Hull, le SEIZIÈME jour de JUIN prochain, à TROIS heures de l'après-midi.

Bureau du Shérif,
ce 5 mai 1954.Le Shérif,
R. ST-PIERRE.
37172-19-2-0**MONTREAL***Fieri Facias de Bonis et de Terris*

Cour Supérieure — District de Montréal

Montréal, à savoir:
N° 328358.

VINCENT BARRÉ, demandeur, vs **JEAN-PAUL BENOIST**, de Montréal, Be-St Realities, corporation et Matelas Montréal, (incorporée), défendeurs.

Comme appartenant audit défendeur, Jean-Paul Benoist, l'immeuble ci-après décrit:

"Un certain lot de terre connu et désigné comme étant le lot numéro deux mille sept cent quatre-vingt-dix-neuf (2799) aux plan et livre de renvoi officiels de la Municipalité de la paroisse de Montréal, avec bâtisses dessus érigées portant les numéros civiques 190-2-4 de la rue Manufactures, lesquelles bâtisses porte actuellement les numéros civiques 2494a à 2502 inclusivement."

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le DIXIÈME jour de JUIN prochain, à DIX heures du matin.

Bureau du Shérif,
Montréal, 5 mai 1954.
[Première publication du 1er mai 1954, nulle]Le Shérif,
CAISSE & HURTEAU.
37173-19-2-0**HULL**

District of Hull

Superior Court,
No. 2872.

LA CAISSE POPULAIRE DE SAINTE-ROSE DE LIMA DE TEMPLETON, county of Papineau, an association governed by the Quebec Cooperative Syndicates' Act, having its head office in the village of Sainte-Rose de Lima, district of Hull, plaintiff; vs **HENRI DUVAL**, of Sainte-Rose de Lima, district of Hull, defendant.

1. An immoveable situate in the township of Templeton, covering an area of some eighteen acres, more or less, being part of lot fourteen "C" (p. 14C) range two of the township of Templeton, and bounded to the north by range two road, south, by the dividing line between ranges one and two of said township, east, by the property of Louis Filion and west, by the property of Peter Williams; with buildings erected thereon, circumstances and dependencies;

2. An immoveable comprising part of lot fourteen "B" (p. 14B) in range one of the township of Templeton, situate on the north side of the C.P.R. railroad tracks, and the said immoveable is bounded as follows: to the south by the C.P.R. railroad tracks, west by lot 15, same range, north by range two, and east by the property of Rémi Sauvé. The said part of the lot containing an area of five (5) acres of land, more or less; with buildings erected thereon, circumstances and dependencies;

3. A piece of land, measuring about twelve (12) arpents in area, being known and designated as part of lot number fifteen (p. 15) of range one of the township of Templeton, which land is bounded to the north by the property of Peter Williams, south, by the C.P.R. railroad tracks, to the east by lot 14B of range one, of the said township, and to the west by lot 16 of range one of said township; with buildings erected thereon, circumstances and dependencies.

To be sold at the parochial church door of Sainte-Rose de Lima, district of Hull, the SIXTEENTH day of JUNE next, at THREE o'clock in the afternoon.

Sheriff's Office,
this May 5th, 1954.R. ST-PIERRE,
Sheriff.
37172-19-2**MONTREAL***Fieri Facias de Bonis et de Terris*

Superior Court — District of Montreal

Montreal, to wit:
No. 328358.

VINCENT BARRÉ, plaintiff, vs **JEAN-PAUL BENOIST**, of Montreal, Be-St Realities Corporation et Matelas Montréal, (incorporée), defendants.

As belonging to the said defendant, Jean-Paul Benoist, the immoveable hereinunder described:

"A certain lot of land known and designated as being lot number two thousand seven hundred and ninety-nine (2799) of the official plan and book of reference of the Municipality of Parish of Montreal, with buildings erected thereon bearing civic numbers 190-2-4 of Manufactures street, which buildings are presently indicated by civic numbers 2494 to 2502 inclusive."

To be sold at my office in the city of Montreal, the TENTH day of JUNE next, at TEN o'clock in the morning.

CAISSE & HURTEAU,
Sheriff's Office,
Montreal, May 5th, 1954.
[First insertion: May 1st, 1954, nul]Sheriff.
37173-19-2

QUÉBEC

Fieri Facias

Québec, à savoir: { FRENETTE & FILS INC.,
C.S. 72375. { corps politique légale-
ment incorporé, ayant sa prin-
cipale place d'affaires à 47 rue St-Jacques, Québec;
contre HENRI MOISAN, St-Ambroise de la
Jeune-Lorette, en sa qualité de tuteur à ses
enfants mineurs, Henriette, Yolande, Florian
et Paul Henri Moisan, à savoir:

a) Le lot de terre connu et désigné sous le
numéro 817 (huit cent dix-sept) du cadastre officiel
de la paroisse de St-Ambroise de Loretteville,
mesurant 1 arpent et $\frac{3}{4}$ de largeur, sur 3 arpents
de profondeur; borné vers le sud ouest par le
chemin public; vers le nord est par les immeubles
ci-après décrits; vers le nord par le terrain de
Arthur Verret ou représentants et vers le sud
par celui de Joseph Gagnon, avec les bâtisses
dessus construites, circonstances et dépendances.

b) Un lopin de terre faisant partie des lots
numéros 964 et 965 (neuf cent soixante-et-quatre
et neuf cent soixante-cinq) dudit cadastre
officiel de la paroisse de St-Ambroise de Lorette-
ville, comté de Québec, et borné comme suit:
vers le sud ouest par le lot No 817 précité, vers
le sud par la terre de Napoléon Gignac, vers le
nord est par un ruisseau et vers le nord par la
terre de Dame A. Adams et mesurant 2 arpents
de largeur, sur 7 arpents de profondeur, avec
les bâtisses dessus construites, circonstances et
dépendances.

Pour être vendus "en bloc" à la porte de
l'église paroissiale de St-Ambroise de la Jeune-
Lorette, comté de Québec, le ONZIÈME jour
de JUIN prochain, à DIX heures du matin.

Le Député-Shérif,

Bureau du Shérif, ALBERT F. RACETTE.

Québec, 4 mai 1954. 37150-19-2-o

[Première insertion: 8 mai 1954].

[Deuxième insertion: 22 mai 1954].

RIMOUSKI

Fieri Facias de Terris

Canada, Province de Québec, district de Rimouski
Cour de Magistrat, { CHARLES A. JOU-
N° 25540 { BERT & AL QUÉ-
BEC, demandeur; vs AN-
TOINE LABRIE domicilié à Ste-Paula, district
de Rimouski, défendeur.

Avis public est par le présent donné que la
vente des immeubles saisis en cette cause, qui
devait avoir lieu à deux hrs, p.m. au bureau
d'Enregistrement à Amqui, le 7 avril 1954, aura
lieu à DEUX heures, p.m., le VINGT-NEUF
mai 1954 au bureau d'Enregistrement à Matane.

Le Shérif,

CHARLES GARON.

37163-o

Fieri Facias de Terris

Canada, Province de Québec
District de Rimouski

Cour Supérieure, { CHARLES A. JOUBERT,
N° 14162 { courtier de la cité et
district de Québec et al, de-
mandeurs, vs J. A. BEAUDOIN, domicilié à
Sayabec, dans le district de Rimouski, défen-
deur.

Avis public est par le présent donné que la
vente des immeubles saisis dans la présente
cause, qui devait avoir lieu à onze heures a.m.
le 7 octobre 1953, à Ste-Paula, aura lieu à ONZE
heures a.m. le VINGT-NEUF MAI 1954.

Le Shérif,

CHARLES GARON.

37162-o

QUEBEC

Fieri Facias

Québec, to wit: { FRENETTE & FILS INC.,
S.C. 72375. { body politic legally in-
corporated, having its prin-
cipal place of business at 47 St. James Street,
Quebec; vs HENRI MOISAN, St. Ambroise
de la Jeune-Lorette, in his capacity of tutor
to his minor children, Henriette, Yolande, Florian
and Paul Henri Moisan, to wit:

a) The lot of land known and designate under
number 817 (eight hundred and seventeen) of the
office cadastre of the Parish of St. Ambroise de
Loretteville, measuring 1 arpent and $\frac{3}{4}$ in width,
by 3 arpents in depth; bounded to the southwest
by the public highway; northeasterly by the im-
moveables hereinafter described; to the north
by the land of Arthur Verret or representatives
and to the south by that of Joseph Gagnon, with
buildings erected thereon, circumstances and
dependencies.

b) A lot of land forming part of lots number
964 and 965 (nine hundred and sixty-four and
nine hundred and sixty-five) of the said official
cadastre of the Parish of St. Ambroise de Lorette-
ville, County of Quebec, and bounded as follows:
to the southwest by the aforesaid lot No. 817,
to the south by the land of Napoléon Gignac,
to the northeast by a stream, and north by the
land of Dame A. Adams, measuring 2 arpents
in width by 7 arpents in depth, with buildings
erected thereon, circumstances and dependencies.

To be sold "en bloc" at the parochial church
door of St. Ambroise de la Jeune-Lorette,
County of Quebec, the ELEVENTH day of
JUNE next, at TEN o'clock in the morning.

Sheriff's Office, ALBERT F. RACETTE,

Deputy Sheriff.

Quebec May 4, 1954.

37150-19-2

[First insertion: May 8, 1954.]

[Second insertion: May 22, 1954.]

RIMOUSKI

Fieri Facias de Terris

Canada, Province of Quebec, district de Rimouski
Magistrate's Court, { CHARLES A. JOU-
No. 25540 { BERT & AL QUE-
BEC, plaintiff, vs AN-
TOINE LABRIE, domiciled at Ste. Paula,
district of Rimouski, defendant.

Public notice is hereby given that the sale of
immoveables seized in this case, which was to
have taken place at two o'clock p.m., at the
Registry Office at Amqui, on April 7th 1954, will
be held at TWO o'clock, p.m., the TWENTY-
NINTH day of MAY, 1954, at the Registry Of-
fice at Matane.

CHARLES GARON,

Sheriff.

37163-o

Fieri Facias de Terris

Canada, Province of Quebec
District de Rimouski

Superior Court, { CHARLES A. JOUBERT,
No. 14162 { broker of the city and
district of Québec et al, plain-
tiffs, vs J. A. BEAUDOIN, domiciled at Say-
abec, in the district of Rimouski, defendant.

Public notice is hereby given that the sale
of immoveables seized in this case, which was
to have taken place at eleven o'clock a.m.,
October 7, 1953, at St. Paula, will be held at
ELEVEN o'clock a.m. on the TWENTY-
NINTH day of MAY 1954.

CHARLES GARON,

Sheriff.

37162-o

Index de la Gazette officielle de Québec, N° 19

ACTIONS EN SÉPARATION DE BIENS:

Bergeron vs Bourassa.....	1518
Dussault vs Collette.....	1518

ACTION EN SÉPARATION DE CORPS ET DE BIENS

Dupuis vs Dubé.....	1519
---------------------	------

ARRÊTÉS EN CONSEIL:

413 — Concernant la "Semaine de l'Arbre".....	1519
419-D — Métiers de barbier, coiffeur et coiffeuse dans la région des Trois-Rivières.....	1520
420-F — Employés des services funéraires dans l'Île de Montréal, etc.....	1520
421 — Industrie de la boulangerie et de la pâtisserie des Trois-Rivières.....	1522
440 — Concernant la chasse au rat-musqué sur la rivière Doré, connue aussi sous le nom de Pike River.....	1519

AVIS AUX INTÉRESSÉS:

AVIS DIVERS:

Association des Garagistes et Détaillants de Gazoline du Comté de Roberval (Formation).....	1527
Association Sportive de Saint-Juste-du-Lac (Fondation).....	1526
C. P. Ouimet Shoe Company Limited (Directeurs).....	1527
Debbie Manufacturing Company Limited (Dist. de l'actif).....	1525
Foyer Valin Inc. (Règlements).....	1525
Fureenhond Brokers (Montreal) Ltd. (Directeurs).....	1526
J. A. Drolet Ltée (Directeurs).....	1527
Les Castors d'Amos (Directeurs).....	1527
Rouyn-Noranda Area United Steelworkers Consumer's Cooperative (Fondation).....	1525
Smith Kline & French Inter-American Corporation (Nomination d'agent).....	1525
Superior Brush Mfg. Co. (Directeurs).....	1526
Syndicat Coopératif de Transport de Dolbeau (Fondation).....	1528
Syndicat des Institutrices Catholiques de Québec (Changement de nom).....	1526
Syndicat National des Employés Municipaux de Port-Alfred (Formation).....	1526
The Church of St. Mary the Protectress (obtention de lettres patentes).....	1524

CHARTES — ABANDON DE:

Compagnie de Terrains Vinet Ltée.....	1528
Debbie Manufacturing Company Limited.....	1528
Edward H. Hart Ltd.....	1528
Gaeb Ltd.....	1528

COMPAGNIE AUTORISÉE À FAIRE DES AFFAIRES:

Swedish American Line Agency, Inc....	1529
---------------------------------------	------

COMPAGNIES DISSOUTES:

Cossette & Fils Inc.....	1529
--------------------------	------

Index of the Quebec Official Gazette, No. 19

ACTIONS FOR SEPARATION AS TO PROPERTY:

Bergeron vs Bourassa.....	1518
Dussault vs Collette.....	1518

ACTION FOR SEPARATION AS TO BED AND BOARD AND PROPERTY

Dupuis vs Dubé.....	1519
---------------------	------

ORDERS IN COUNCIL:

413 — Concerning "Arbor Week".....	1519
419-D — Barber and hairdressing trades in the region of Trois-Rivières.....	1520
420-F — Undertakers' employees in the Island of Montreal, etc.....	1520
421 — Baking and pastry making industry of Trois-Rivières.....	1522
440 — Concerning the hunting of muskrat on the Doré River, also known under the name of Pike River.....	1519

NOTICE TO INTERESTED PARTIES:

MISCELLANEOUS NOTICES:

Association des Garagistes et Détaillants de Gazoline du Comté de Roberval (Formation).....	1527
Association Sportive de Saint-Juste-du-Lac (Fondation).....	1526
C. P. Ouimet Shoe Company Limited (Directors).....	1527
Debbie Manufacturing Company Limited (Dist. of the assets).....	1525
Foyer Valin Inc. (By-Laws).....	1525
Fureenhond Brokers (Montreal) Ltd. (Directors).....	1526
J. A. Drolet Ltée (Directors).....	1527
Les Castors d'Amos (Directors).....	1527
Rouyn-Noranda Area United Steelworkers Consumer's Cooperative (Foundation).....	1525
Smith Kline & French Inter-American Corporation (Appointment of agent).....	1525
Superior Brush Mfg. Co. (Directors).....	1526
Syndicat Coopératif de Transport de Dolbeau (Foundation).....	1528
Syndicat des Institutrices Catholiques de Québec (Change of name).....	1526
Syndicat National des Employés Municipaux de Port-Alfred (Formation).....	1526
The Church of St. Mary the Protectress (Application for Letters Patent).....	1524

CHARTERS — SURRENDER OF:

Company of Terrain Vinet Ltd.....	1528
Debbie Manufacturing Company Limited.....	1528
Edward H. Hart Ltd.....	1528
Gaeb Ltd.....	1528

COMPANY LICENSED TO DO BUSINESS:

Swedish American Line Agency, Inc....	1529
---------------------------------------	------

COMPANIES DISSOLVED:

Cossette & Fils Inc.....	1529
--------------------------	------

Eastren Dunbrik de l'Est Inc.	1529
Langson Holdings Corporation	1529
Le Textile de Beauport Limitée	1530
Lopal Investments Limited	1530
Melbrook Garment Incorporated	1530
M. Langlois Realities Ltd.	1530
Notre Temps Limitée	1531

Eastren Dunbrik de l'Est Inc.	1529
Langson Holdings Corporation	1529
Le Textile de Beauport Limitée	1530
Lopal Investments Limited	1530
Melbrook Garment Incorporated	1530
M. Langlois Realities Ltd.	1530
Notre Temps Limitée	1531

DÉPARTEMENTS — AVIS DES:

DEPARTMENTAL NOTICES:

AFFAIRES MUNICIPALES:

MUNICIPAL AFFAIRS:

Annexion à la cité de Hull	1531
----------------------------	------

Annexation to the city of Hull	1531
--------------------------------	------

AGRICULTURE:

AGRICULTURE:

Cercle agricole de la mission de St-Pierre-aux-Liens	1531
Société Coopérative Agricole de Amherst	1531

Farmers' Club of the Mission St-Pierre-aux-Liens	1531
Cooperative Agricultural Association of Amherst	1531

INSTRUCTION PUBLIQUE:

EDUCATION:

Municipalité scolaire de:

School Municipality of:

Barnston	1536
Bic	1533
Bouchette	1536
Bouchette	1530
Cadillac	1532
Lac St-Louis (Erratum)	1533
Lac St-Louis (Erratum)	1535
L'Assomption	1533
Mansfield (Erratum)	1535
Orsainville	1536
Richmond	1534
St-Cyprien	1535
St-Jeanne-d'Arc	1534
St-Etienne-de-Languedoc	1533
St-Grégoire	1535
St-Jean, cité de et Notre-Tame-Auxiliatrice (Erratum)	1534
St-Paul-de-Chester	1534
St-Thomas-Apôtre	1532

Barnston	1536
Bic	1533
Bouchette	1536
Bouchette	1530
Cadillac	1532
Lake St. Louis (Erratum)	1533
Lake St. Louis (Erratum)	1535
L'Assomption	1533
Mansfield (Erratum)	1535
Orsainville	1536
Richmond	1534
St-Cyprien	1535
St-Jeanne-d'Arc	1534
St-Etienne-de-Languedoc	1533
St-Grégoire	1535
St. John, city of and Notre-Dame-Auxiliatrice (Erratum)	1534
St-Paul-de-Chester	1534
St-Thomas-Apôtre	1532

TERRES ET FORÊTS:

LANDS AND FOREST:

Service du Cadastre:

Cadastral Branch:

Chicoutimi, ville de	1538
Laprairie, paroisse de	1538
St-Catherine, paroisse de	1537
St-Foy, paroisse de	1538
St-Foy, paroisse de	1538
St-Laurent, paroisse de	1538

Chicoutimi, town of	1538
Laprairie, parish of	1538
St-Catherine, parish of	1537
St-Foy, parish of	1538
St-Foy, parish of	1538
St-Laurent, parish of	1538

TRAVAIL:

LABOUR:

Industrie ou métiers de:

Industry or Trades of:

Arrêté en conseil N° 392, du 14 avril 1954 — Imprimerie de Montréal (Erratum)	1539
Coiffeurs de Québec (Règlements)	1539
Commerce de détail de Chicoutimi (Prélèvement)	1540
Commerce des taverniers de Québec (Prélèvement)	1544
Construction de Québec (Prélèvement)	1541
Construction de Rimouski (Prélèvement)	1547
Construction des comtés de St-Hyacinthe, Bagot et Rouville (Prélèvement)	1545
Construction du district de Hull (Prélèvement)	1542
Employés de commerce et de bureau, région du Lac St-Jean (Prélèvement)	1548

Order in Council No. 392 of April 14, 1954 — Printing of Montreal (Erratum)	1539
Hairdressers of Quebec (By-Laws)	1539
Commerce de détail de Chicoutimi (Levy)	1540
Tavern Keepers of Quebec (Levy)	1544
Construction of Quebec (Levy)	1541
Construction of Rimouski (Levy)	1547
Construction of St-Hyacinthe, Bagot and Rouville Counties (Levy)	1545
Construction of the District of Hull (Levy)	1542
Commerce and Office Employees, Lake St. John District (Levy)	1548

LETTRES PATENTES:

LETTERS PATENT:

Édouard Regimbal Incorporé	1516
----------------------------	------

Édouard Regimbal Incorporé	1516
----------------------------	------

Gelinite Inc.	1517	Gelinite Inc.	1517
Lachine Super Market Inc. (Correction)	1518	Lachine Super Market Inc. (Correction)	1518
L'Association des Propriétaires de Taxis de St-Hyacinthe Inc.	1517	L'Association des Propriétaires de Taxis de St-Hyacinthe Inc.	1517
Massicotte Welding Company Limited	1517	Massicotte Welding Company Limited	1517
LIQUIDATION, AVIS DE:		WINDING UP NOTICE:	
Syndicat Coopératif de Travail de Ste-Germaine	1550	Syndicat Coopératif de Travail de Ste-Germaine	1550
NOMINATIONS:		APPOINTMENTS:	
Bélanger, Gonzague	1550	Bélanger, Gonzague	1550
Diverses	1550	Miscellaneous	1550
ORDRE DE COUR:		RULE OF COURT:	
Ovide Taillefer Inc. vs Laperle	1550	Ovide Taillefer Inc. vs Laperle	1550
PROCLAMATION:		PROCLAMATION:	
Concernant l'érection de la paroisse de St-Philippe-d'Arvida	1551	Concerning the erection of the parish of St-Philippe-d'Arvida	1551
SIÈGES SOCIAUX:		HEAD OFFICES:	
Horace Labrecque & Fils Limitée	1552	Horace Labrecque & Fils Limitée	1552
Mes Enfants Inc.	1552	Mes Enfants Inc.	1552
SOUSSIONS:		TENDERS:	
Immaculée-Conception, commissaires d'écoles de	1557	Immaculée-Conception, School Commissioners of	1557
L'Abord-à-Plouffe, commissaire d'écoles de	1555	L'Abord-à-Plouffe, School Commissioners of	1555
Port-Alfred, ville de	1553	Port-Alfred, town of	1553
Shawinigan Falls, cité de	1554	Shawinigan Falls, city of	1554
St-Jérusalem d'Argenteuil, paroisse de	1556	St-Jérusalem d'Argenteuil, parish of	1556
VENTE D'EFFETS NON-RÉCLAMÉS:		SALE OF UNCLAIMED BAGGAGE:	
Canadian Pacific Railway Company ...	1558	Canadian Pacific Railway Company ...	1558
VENTE PAR LICITATION:		SALE BY LICITATION:	
Leduc vs Leduc <i>et al</i>	1559	Leduc vs Leduc <i>et al</i>	1559
VENTES PAR SHÉRIFS:		SHERIFFS' SALES:	
HULL:		HULL:	
La Caisse Populaire de Ste-Rose-de-Lima-de-Templeton vs Duval	1560	La Caisse Populaire de Ste-Rose-de-Lima-de-Templeton vs Duval	1560
MONTREAL:		MONTREAL:	
Barré vs Benoist	1560	Barré vs Benoist	1560
QUÉBEC:		QUÉBEC:	
Frenette & Fils Inc. vs Moisan	1561	Frenette & Fils Inc. vs Moisan	1561
RIMOUSKI:		RIMOUSKI:	
Joubert <i>et al</i> vs Beaudoin	1561	Joubert <i>et al</i> vs Beaudoin	1561
Joubert <i>et al</i> vs Labrie	1561	Joubert <i>et al</i> vs Labrie	1561
37117-o		37117-o	